

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

LA THÉORIE
du
SALAIRE NATUREL

Etude historique

T H È S E

POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit
de Lyon

LE 27 DÉCEMBRE 1900

PAR

Henri VOIDIER



BOURG

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE E. BERTÉA

15, Rue Teynière, 15

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA THÉORIE

du

Salaire Naturel

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. *, I. O. A, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, *, I. O. A, professeur honoraire.

THALLER, I. O. A, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. O. A, professeur honoraire.

GARRAUD, I. O. A, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. O. A, professeur de Droit ro-
main.

FLURER, I. O. A, professeur de Droit civil.

ROUGIER, *, I. O. A, professeur d'Economie politique.

COHENDY, *, I. O. A, professeur de Droit commercial.

PIC, P. O. A, professeur de Droit international public.

BARTIN, I. O. A, professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. O. A, professeur d'Histoire des Doc-
trines économiques.

APPLETON (Jean), A. O. A, professeur de Droit adminis-
tratif.

LAMBERT, professeur d'Histoire du Droit. public.

BOUVIER, professeur-adjoint chargé des cours de Science
et de Législation financières.

LAMEIRE, agrégé, chargé des cours du d'Histoire Droit

JOSSERAND, agrégé, chargé du cours de Procédure
civile.

BROUILHET, agrégé, chargé du cours de Doctrines éco-
nomiques.

HUVELIN, agrégé, chargé du cours de Droit romain.

BECQ, A. O. A, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. ROUGIER, professeur, *président*.

J. APPLETON, professeur.

BROUILHET, agrégé.

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

LA THÉORIE

du

SALAIRE NATUREL

Etude historique

T H È S E

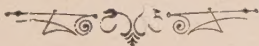
POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue devant la Faculté de Droit
de Lyon

LE 27 DÉCEMBRE 1900

PAR

Henri VOIDIER



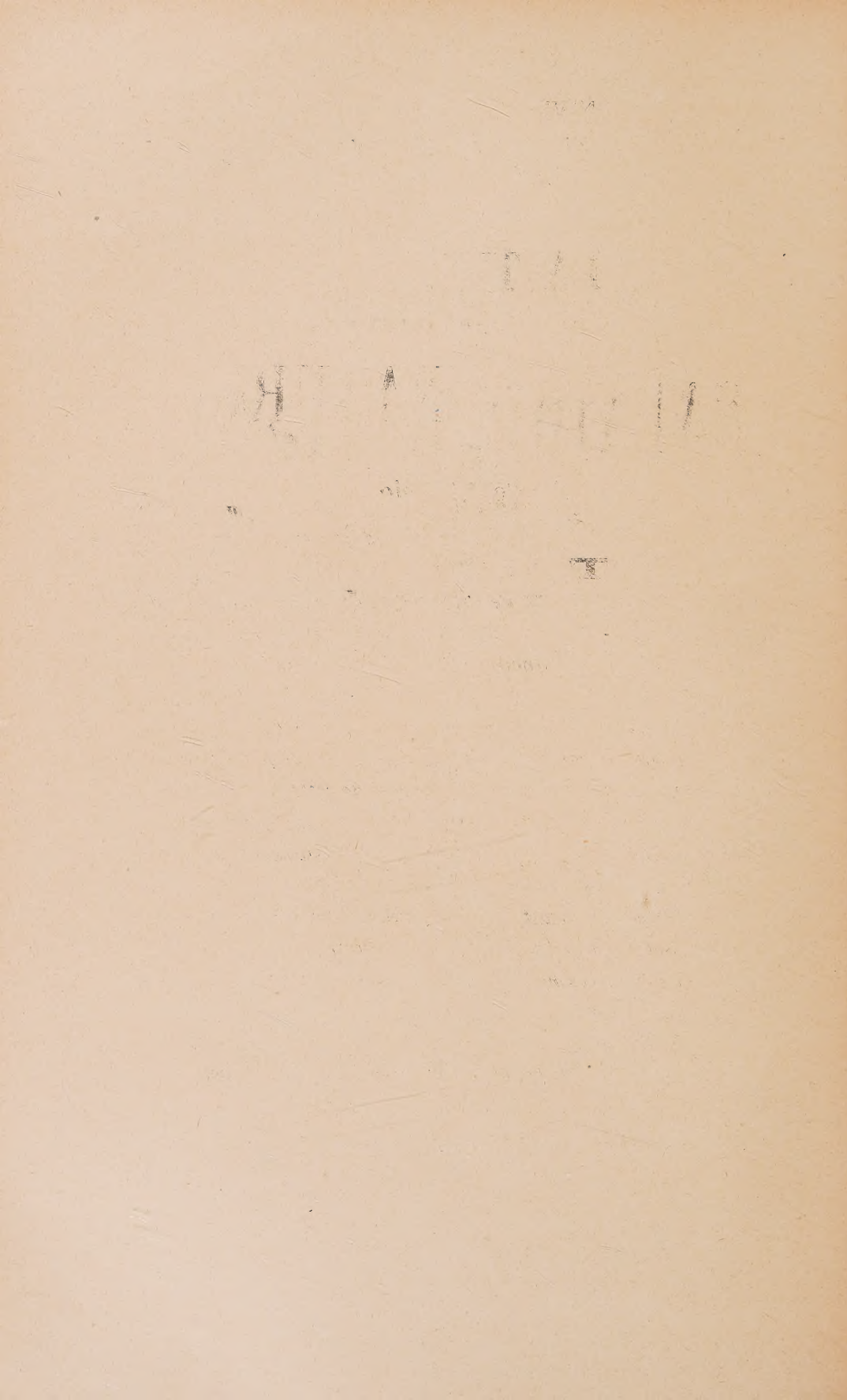
BOURG

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE E. BERTÉA

15, Rue Teynière, 15

1900





INTRODUCTION

La théorie du salaire naturel ou nécessaire représente le salaire de l'ouvrier comme réduit, en général, à la stricte limite de ce qui, chez un peuple, est nécessaire à la conservation de l'existence et à la reproduction de l'espèce.

C'est la plus ancienne des opinions formulées scientifiquement sur la rémunération du travail.

Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, on la vit se dégager naturellement des doctrines physiocratiques. Pour les publicistes et philosophes de cette époque, on ne pouvait même, semble-t-il, mettre en doute que le salaire de l'ouvrier fût toujours réduit à l'étroit nécessaire pour vivre.

Helvétius disait : « L'homme riche est intéressé à baisser le prix des journées, à n'offrir au journalier que la paye absolument nécessaire pour sa subsistance. Le besoin contraint ce dernier à s'en contenter. »

Et Linget : « Quand on a besoin du manouvrier libre, on le loue au meilleur marché que l'on peut ; la faible solde qu'on lui promet égale à peine le prix de sa subsistance. »

Ces vues pessimistes sur le salaire, qui devaient régner si longtemps, ne pouvaient paraître surprenantes au milieu des dures conditions économiques de l'époque et après les implacables propositions des écrivains mercantilistes ; en effet, même la loi d'airain peut sembler douce à côté des opinions malveillantes et méprisantes de W. Petty, de G. Temple, de Gee, de Townsend, de John Houghton, etc., pour qui la prospérité de l'industrie exigeait que l'ouvrier fût toujours affamé et dans la misère.

La théorie du salaire naturel fut pour la première fois présentée sous une forme précise et scientifique par Turgot, sous le nom de loi du salaire nécessaire.

Mais elle fut développée complètement, d'après des principes nouveaux, par Ricardo et son école, par F.-B. Say, Sismondi, Rossi, etc.

Elle atteignit son plus grand retentissement sous le nom de loi d'airain, lorsque Lassalle s'en empara dans un but de propagande socialiste.

Après avoir ainsi dominé longtemps dans les doctrines économiques et servi d'arme d'agitation aux adversaires de l'organisation industrielle contemporaine, elle est, aujourd'hui, condamnée par la science économique, rejetée par les économistes libéraux, successeurs de ceux qui l'avaient établie, et abandonnée enfin par les partisans des doctrines socialistes. Par suite de ce discrédit général, l'Économie politique proprement dite n'a plus, croyons-nous, à y apporter une trop longue attention.

C'est à l'histoire des doctrines économiques qu'il appartient désormais de présenter sous ses formes successives et de réfuter la première théorie, exposée comme règle des salaires.

A cette œuvre, nous avons essayé d'apporter notre contribution.

Nous nous proposons, dans la présente étude, de donner un aperçu sur l'histoire de la théorie du salaire naturel dans les doctrines, en n'établissant qu'accessoirement et comme conclusion son inexactitude scientifique. Nous nous efforcerons d'attirer l'attention sur des points restés jusqu'ici un peu au second plan, comme les vues pessimistes de Necker et Condillac sur le salaire, comme l'importance des socialistes idéalistes Vidal et surtout Pierre Leroux, en tant que précurseurs de Lassalle. Nous essaierons de prouver également qu'il est inexact de représenter Karl Marx comme ayant adopté la loi d'airain ; nous montrerons enfin l'abandon de cette loi par la généralité des théoriciens socialistes.

Notre étude comprendra trois parties :

- 1° Origines de la Théorie du Salaire naturel. — Son adoption par les économistes libéraux ;
 - 2° La Théorie du Salaire naturel et les Socialistes ;
 - 3° Etat actuel de la question. — Abandon général de la Théorie du Salaire naturel ; son inexactitude.
-

CHAPITRE PREMIER

Origines de la loi du salaire naturel (1) Les théories physiocratiques* — Le salaire nécessaire.

Si nous voulons trouver les origines de la théorie du salaire naturel, ce n'est pas dans les œuvres des auteurs mercantilistes qu'il nous les faut chercher.

Les partisans de cet ensemble de préceptes empiriques qui constituait le système mercantiliste ne se sont jamais élevés à la conception de lois économiques ; ils croyaient à la toute puissance de l'Etat ; pour eux l'arbitraire des gouvernements s'imposait souverainement à la vie économique comme à la vie politique, et c'était les seules lois humaines qui réglaient les situations et les mouvements économiques, non des lois naturelles inéluctables analogues aux lois physiques ou aux lois biologiques.

De plus, le mercantilisme ne s'occupe pas de la répartition des richesses entre les différents facteurs de la production ; le sort des différentes classes ne l'intéresse pas, se contentant d'indiquer la meilleure méthode

(1) Nous désignons par loi du salaire naturel la théorie d'après laquelle dans la marche actuelle des sociétés la rémunération normale et habituelle de la généralité des ouvriers est celle qui leur fournit les moyens de subsister et de se perpétuer.

pour chaque nation d'acquérir et de conserver ce qu'il considère comme la richesse, il ne s'occupe, peut-on dire, de la répartition des richesses qu'entre les nations.

Les auteurs mercantilistes n'ont donc fait aucune recherche des lois qui déterminent le salaire. Dans leurs œuvres jamais ils n'étudient directement la question des salaires ; ils ne la traitent qu'accessoirement, comme un corollaire de la question du prix des subsistances, ou de la prospérité industrielle (1).

Ce n'est qu'avec les doctrines physiocratiques du XVIII^e siècle que l'on voit apparaître et une science économique et une étude de la répartition des richesses ; par suite, ce n'est qu'avec ces doctrines que les explications données sur le salaire revêtent un caractère scientifique.

Et c'est précisément de l'ensemble des théories nouvelles des premiers économistes que se dégage la loi du salaire naturel.

Pour les physiocrates, la terre est l'unique facteur de la production ; aussi seule l'agriculture laisse un revenu net ; l'industrie et le commerce ne font que transformer ou transporter les produits du travail agricole ; les fabricants et les marchands ne font que rentrer dans leurs capitaux y compris les salaires et les bénéfices, tandis que l'industrie des agriculteurs leur offre les mêmes salaires et bénéfices, outre le produit net qui constitue les profits du propriétaire.

(1) Voir Adolfo Musco, *La Dottrina del salario*. Napoli 1898, chapitre I.

« Le travail industriel, dit Mercier de la Rivière, ajoute à la première valeur des matières qu'il a manufacturées et qui sont à consommer, une seconde valeur qui est celle des choses dont il a déjà opéré, ou du moins occasionné la consommation.

Le terme d'addition peint très bien la manière dont se forme le prix des ouvrages de la main d'œuvre ; ce prix n'est qu'un total de plusieurs valeurs consommées et additionnées ensemble ; or additionner n'est pas multiplier. » (1).

De cette conception découlait la division de la société en trois classes : la classe productive ou agricole, — la classe des propriétaires, la classe stérile composée des artisans, commerçants, industriels, ouvriers, etc., etc.

La classe stérile ne faisait que reproduire annuellement la valeur de sa propre consommation annuelle ; elle ne créait aucune valeur nouvelle.

« Une augmentation de richesse, dit Mercier de la Rivière, qui n'enrichit personne est une chimère ; telle est cependant celle qu'on attribue aux travaux de l'industrie ; la dépense *nécessaire* faite par l'ouvrier est ce qui fait le prix *nécessaire* de son ouvrage ; et, le prix des matières qui entrent dans cet ouvrage, ne paraît augmenter que par l'usage ou l'on est d'apprécier en argent toutes les valeurs vénale. » (2).

Ainsi pour les physiocrates, la valeur de ce que consomme la classe stérile pendant un jour, un mois,

(1) Mercier de la Rivière. — *L'ordre naturel et essentiel des Sociétés politiques*, p. 424-425. Edition Desaint. Paris, 1767.

(2) *Idem* p. 411.

une année, est précisément égale à ce qu'elle produit pendant ce jour, ce mois, cette année ; l'ouvrier industriel ne fait qu'ajouter à la matière première la valeur de ses subsistances. (1)

Mais ne ressort-il pas de là que si l'ouvrier ne produit pas au delà de sa subsistance il ne lui sera pas accordé, pour sa rémunération, plus que ce qui correspond à cette subsistance ? C'est une conséquence logique du système ; salaires et subsistances nécessaires sont dans la plus étroite dépendance. Et d'ailleurs c'est en termes formels que les physiocrates disent que les salaires varient avec le prix des subsistances. Dans ses *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*, Quesnay écrit : « Qu'on ne croie pas que le bon marché des denrées soit profitable au menu peuple ; car le bas prix des denrées fait baisser le salaire des gens du peuple ». (2).

Pour Mercier de la Rivière : « Les salaires des hommes consacrés aux travaux de la culture ou analogues à la culture sont relatifs au prix courant des pro-

(1) Un tisserand achète pour 150 fr. de subsistances, de vêtements et pour 50 fr. de lin qu'il vous revend en toile de 200 fr., somme égale à celle de sa dépense. Cet ouvrier, dit-on, quadruple ainsi la valeur première du lin ; point du tout, il ne fait que joindre à cette valeur première, une valeur étrangère qui est celle de toutes les choses qu'il a consommées nécessairement. Ces deux valeurs ainsi cumulées forment alors, non la valeur du lin, car il n'existe plus, mais ce que nous pouvons nommer le prix nécessaire de la toile : prix qui représente 1^o la valeur de 50 fr. en lin, 2^o celle de 150 fr. en autres productions consommées ».

Mercier de la Rivière. *Loc. cit.* p. 423.

(2) Physiocratie. *Recueil de Dupont de Nemours* 1768, p. 116-117.

ductions qu'ils consomment ; c'est sur ce prix courant que la concurrence règle leurs salaires ». (1)

Mais pour préciser la part exacte des travailleurs qui n'ont que leurs salaires pour vivre les physiocrates font intervenir sous le nom de concurrence la loi de l'offre et de la demande. Et l'effet de la concurrence entre travailleurs est, pour eux, de réduire les salaires au strict nécessaire.

« Le prix des salaires, dit Quesnay, et par conséquent les jouissances que les salariés peuvent se procurer, sont fixés et réduits au plus bas par la concurrence extrême qui est entre eux ». (2)

Salaire et strict nécessaire pour subsister sont, de même, pour Mercier de la Rivière, deux termes synonymes pour désigner la rémunération même des travailleurs utiles à l'agriculture :

« Examinez bien quel est l'état de tous ceux dont la profession est de servir aux différents travaux que la culture occasionne ; en général, vous ne verrez en eux que des hommes réduits à des consommations qu'on peut regarder comme l'*étroit nécessaire* ; il s'en faut bien qu'ils soient salariés à raison de l'utilité qui résulte de leurs travaux ; leurs diverses professions sont communément d'une pratique si facile qu'elles sont à la portée d'une multitude d'hommes, et d'hommes nés sans aucune sorte de richesse ; par cette raison, la grande concurrence de ces ouvriers, qui se forment

(1) Mercier de la Rivière. *Loc. citat.*, p. 282.

(2) Quesnay. II^e problème économique. Extrait de la « *Physiocratie* », Edition Yves Guyot. Petite bibliothèque économique, p. 84.

promptement et sans frais, tient *nécessairement* leurs salaires *au plus bas prix possible*, je veux dire à un prix au-dessous duquel on ne trouve que l'indigence et la misère, fléaux toujours destructifs des classes d'hommes dont ils forment l'état habituel. » (1)

Ainsi, de l'improductivité du travail industriel, de la loi de la concurrence, de la dépendance des salaires vis-à-vis des prix des subsistances, les physiocrates arrivent à conclure que la rémunération des ouvriers agricoles ou industriels est fixée nécessairement à ce qui leur permet de subsister.

Ne sont-ce pas les mêmes conclusions pessimistes auxquelles parviendront Ricardo et Lassalle ?

Ferdinand Lassalle ne s'y est pas trompé ; il a reconnu dans les théories physiocratiques une des origines de sa loi d'airain, et ne négligeant aucune des armes que pouvait lui fournir sa vaste érudition, il a revendiqué l'autorité des physiocrates pour ses démonstrations.

(2) « Les physiocrates, écrit-il, appelaient *productif* seulement le travail qui rapportait un *plus grand revenu* que celui dont le travailleur avait besoin pendant la durée du travail pour son entretien nécessaire. Ils appelaient stérile tout travail qui ne procurait que cet entretien. De ce principe, les physiocrates tirèrent la fausse conséquence qu'il n'y avait que l'agriculture

(1) Mercier de la Rivière, *L'ordre naturel des sociétés*, p. 278, 279. Edit. Desaint, 1767.

(2) Lassalle, *Capital et Travail*, p. 238, 239. Traduction Benoît Malon, Paris 1880.

qui soit productive et que tout travail industriel est stérile. Mais le principe lui-même est assez juste dans les circonstances actuelles. Si le travailleur doit toujours laisser entre les mains d'autrui cette partie du produit de son travail qui n'est pas absorbée par ses besoins d'existence, partie de produit qui va toujours en grossissant et dont le placement est toujours productif, tandis que lui, le travailleur déshérité, ne profite en rien de ce produit sans cesse croissant de son propre travail, et qu'il est réduit aux moyens d'existence indispensables : dans ces conditions, son travail est *improductif* pour lui. »

C'est donc dans les conceptions des fondateurs de la science économique, des partisans de la liberté la plus absolue, de ceux pour qui la propriété est un droit naturel, que se trouve l'origine de la théorie pessimiste qui devait servir d'arme aux antagonistes du droit de propriété, aux partisans de l'interventionnisme, aux adversaires des économistes.

Il n'y a d'ailleurs pas là une exception. Et l'on peut retrouver, dans les doctrines physiocratiques, le germe de plusieurs autres théories socialistes. C'est de la proposition physiocratique que l'ouvrier industriel ajoute à la matière première seulement la valeur de ses subsistances et non une valeur nouvelle, que Karl Marx déduit sa théorie de la plus-value. (1)

De même les critiques des physiocrates contre le commerce et l'inutilité des intermédiaires n'ont-elles

(1) Karl Marx, *Le Capital*, chap. VII, § II, Petite Bibliothèque économique. Guillaumin, Paris.

pas été reprises par les socialistes, par Fourier notamment ? (1)

Lorsque nous voyons les physiocrates regarder l'Etat comme copropriétaire de tous les biens-fonds, considérer la propriété comme une fonction sociale, les propriétaires comme accomplissant une mission dans l'intérêt de la société, comme des économes administrant la richesse pour le compte de tous, nous sommes en présence d'une conception dont les théoriciens socialistes se sont encore emparés.

Enfin, le fameux système d'impôt physiocratique, l'impôt unique sur la propriété foncière, n'a-t-il pas été repris avec le plus grand éclat par le célèbre socialiste américain Henry George ? Quoique l'auteur de « Progrès et Pauvreté » se livre contre la propriété aux plus véhémentes et aux plus pathétiques protestations, alors que les physiocrates en étaient les ardents panégyristes, il n'existe pas moins entre les deux doctrines un lien de filiation, et c'était un hommage logique que H. George rendait à Quesnay en lui dédiant un de ses ouvrages.

Si la conception d'après laquelle le salaire de l'ouvrier est réduit à ce qui est nécessaire à sa subsistance se dégageait du système physiocratique, il restait à la faire apparaître clairement et à la formuler avec précision. Ce fut l'œuvre de Turgot.

Bien que trop grand pour s'être laissé absorber entièrement par aucune secte, et bien que se séparant des

(1) Voir : Schœffle. *La Quintessence du Socialisme*, le chapitre où il analyse la fonction commerciale dans ses rapports avec le socialisme. Edition P.-V. Stock, traduction B. Malon.

Ch. Fourier, *Théorie des quatre mouvements*.

physiocrates sur de nombreux points, Turgot adopta leurs principales doctrines.

Si, contrairement aux adeptes de Quesnay, il apprécie l'utilité de l'industrie et ne la méprise pas, s'il fait appel à l'individualisme plus volontiers qu'à l'ordre naturel, s'il réclame pour l'individu la plus grande liberté et réprouve toute idée de despotisme, il n'en croit pas moins, comme tous les physiocrates, que seul le travail agricole produit un revenu net, que l'industrie et le commerce ne produisent pas de valeur nouvelle et que tous les impôts sont en définitive payés par les propriétaires fonciers.

Ce qui différencie heureusement Turgot des physiocrates, c'est sa précision, son éloignement pour l'abus de l'abstraction, qualités auxquelles nous devons la netteté de la formule qui pose la théorie du salaire nécessaire.

C'est dans ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, parues en 1769 que, pour la première fois, Turgot expose clairement la doctrine d'après laquelle le salaire de l'ouvrier est réglé sur ce qui lui est strictement nécessaire pour vivre.

Le § 6 de cet ouvrage porte pour titre :

« Le salaire de l'ouvrier est borné, par la concurrence entre les ouvriers, à sa subsistance. Il ne gagne que sa vie. »

La supériorité de situation des patrons et la concurrence des ouvriers amènent ce résultat :

« Le simple ouvrier, qui n'a que ses bras et son industrie, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine. Il la vend plus ou moins cher ; mais

ce prix plus ou moins haut ne dépend pas de lui seul : il résulte de l'accord qu'il fait avec celui qui paie son travail. Celui-ci le paie le moins cher qu'il peut ; comme il a le choix entre un grand nombre d'ouvriers, il préfère celui qui travaille au meilleur marché. Les ouvriers sont donc obligés de baisser le prix à l'envi les uns des autres. *En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive, en effet, que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance.* » (1)

Dans ses *Lettres sur la liberté du commerce des grains*, Turgot professe la même théorie :

« La journée de l'homme qui n'a que ses bras est communément réduite à ce qu'il lui faut pour vivre avec sa famille. » (2)

Remarquons que cette seconde formule est plus large que la première ; les subsistances nécessaires à la famille doivent aussi être fournies par le salaire.

Dans la cinquième de ses *Lettres sur la liberté du commerce des grains*, Turgot développe l'idée chère aux physiocrates que, de quelque façon que les impôts soient assis, en quelque forme qu'ils soient perçus, ils sont toujours, en dernière analyse, payés par les propriétaires des biens-fonds, soit par l'augmentation de leurs dépenses, soit par la diminution de leurs recettes.

Qu'un nouvel impôt sur les consommations augmente de deux sous la dépense de l'ouvrier, il faut ou qu'il se fasse payer sa journée plus cher, ou qu'il diminue sa

(1) Turgot. *Œuvres*, tome I, p. 10. Collection Guillaumin. Paris 1844.

(2) Turgot. *Œuvres*, p. 184.

consommation, ce qui, dans les deux cas, est aux dépens des propriétaires.

Et Turgot est ainsi amené à préciser sa loi du salaire nécessaire :

« La concurrence en mettant les salaires au rabais, réduit ceux des simples manœuvres à ce qui leur est nécessaire pour subsister. Il ne faut pas croire cependant que ce nécessaire soit tellement réduit à ce qu'il faut pour ne pas mourir de faim, qu'il ne reste rien au-delà dont ces hommes puissent disposer, soit pour se procurer quelques petites douceurs, soit pour se faire s'ils sont économes, un petit fonds mobilier qui devient leurs ressources dans les cas imprévus de maladie, de cherté, de cessation d'ouvrage ». (1)

Nous voyons s'élargir la notion du salaire nécessaire; il ne faut pas entendre la formule strictement, le nécessaire dont il s'agit n'est pas celui qui suffit juste pour éviter la mort, c'est celui qui permet à l'ouvrier de vivre à de certaines conditions; et ces conditions comportent même une sorte de superflu en regard de ce nécessaire qui suffirait juste à éviter la mort.

« Mais, dit Turgot, c'est de cette espèce de superflu surtout que l'on peut dire qu'il est chose très nécessaire; il faut qu'il y en ait comme il faut qu'il y ait du jeu dans toutes les machines. Une horloge dont toutes les roues engraineraient les unes dans les autres avec une exactitude mathématique, sans le moindre intervalle, cesserait bientôt d'aller. Si par une diminution subite de salaire ou une augmentation de dépenses (causée par

(1) Turgot. — *Lettres sur la liberté du commerce des grains*, p. 186. — *Œuvres*, Collect. Guillaumin. t. 1.

un impôt) l'ouvrier peut supporter d'être réduit à l'étroit nécessaire, les mêmes causes qui avaient forcé les salaires de se monter un peu au delà du nécessaire d'hier, continuant d'agir, les feront remonter encore jusqu'à ce qu'ils atteignent un taux plus fort dans la même proportion avec le nécessaire d'aujourd'hui. Si la diminution du revenu des propriétaires leur persuadait de se refuser à cette augmentation de salaire, l'ouvrier irait chercher ailleurs une aisance dont il ne peut se passer ; la population diminuerait et cela jusqu'au point que la diminution du nombre des travailleurs, en restreignant leur concurrence, les mit en état de faire la loi et de forcer les propriétaires à hausser les prix ».(1)

Les oscillations de la population ramènent donc toujours le salaire à son taux normal ; le nécessaire pour vivre à telle époque, suivant les habitudes de la classe ouvrière.

L'offre et la demande telle est la loi naturelle qui, pour Turgot, fixe la rémunération de l'ouvrier, rémunération nécessairement réduite à ce qu'il lui faut pour vivre avec sa famille. (2)

(1) Turgot. — *Lettres sur la liberté du commerce des grains*, p. 187. — *Œuvres*, Collect. Guillaumin, t. I.

(2) La science économique reconnaît bien aujourd'hui que l'offre et la demande règlent le taux des salaires ; seulement elle a analysé et approfondi les causes variées qui déterminent et l'offre et la demande, ce qui l'a amenée à des conclusions tout autres que celles de Turgot. Du côté de l'offre se rangent la *productivité des travailleurs*, leur nombre, leur organisation ; du côté de la demande, le nombre des entrepreneurs, la quantité de travail dont ils ont besoin, l'importance du produit qu'ils espèrent obtenir, la somme des capitaux dont ils disposent, l'état général de la richesse du pays.

Voir : E. Levasseur. — *Journal des Economistes*. Janvier 1888, p. 50.

Cette théorie nous la retrouvons dans les œuvres de Condillac aussi brillant par l'originalité et la perspicacité de ses vues économiques que connu par le retentissement de sa philosophie des sensations. Comme Turgot, Condillac admet en général les principes physiocratiques ; mais il s'en éloigne par l'excès de sa méthode déductive et psychologique et surtout par sa théorie subjective de la valeur. Il n'en adopta pas moins la doctrine du salaire nécessaire ; ce qui prouve que la conception subjective de la valeur ne suffit pas pour faire abandonner la théorie pessimiste du salaire naturel et que celle ci pourrait coexister même avec la théorie contemporaine qui prend pour base de la valeur l'utilité finale.

Dans son traité sur « Le Commerce et le Gouvernement » paru en 1776, Condillac écrit :

« Il n'y a en général que deux classes de citoyens : celle des propriétaires à qui toutes les terres et toutes les productions appartiennent ; et celle des salariés qui, n'ayant ni terres, ni productions en propre, subsistent avec les salaires dûs à leur travail... La seconde n'a pour tout argent que son salaire, et ce *salaire réduit au plus bas par la concurrence n'est précisément que ce qu'il lui faut pour subsister elle-même*... La classe salariée ne gagnant que l'argent nécessaire à sa subsistance, mettre un impôt sur elle, c'est vouloir qu'elle paie avec un argent qu'elle n'a pas ». (1)

A la même époque la théorie du salaire nécessaire

(1) Condillac. — *Le Commerce et le Gouvernement*, chap. xxviii, p. 356. Collect. Guillaumin.

est affirmée avec vigueur par un adversaire des physiocrates, par Necker, le rival de Turgot.

Necker, auteur d'ailleurs de l'*Eloge de Colbert*, ne partageait aucunement les idées de libéralisme économique, professées par l'école de Quesnay, non plus que son mépris pour l'industrie. Il annonce les misères nouvelles, qui se mêleront aux bienfaits de la libre concurrence et réclame, au nom des pauvres, des faibles, contre l'abandon de toute intervention de l'Etat dans les phénomènes économiques. Ces idées, il les développe avec éloquence, avec chaleur dans son traité sur *La Législation et le Commerce des grains*, paru en 1775.

Pour ce qui concerne le salaire de l'ouvrier il arrive aux mêmes conclusions pessimistes que Turgot et Condillac. (1)

Cette douloureuse obligation pour l'ouvrier de se contenter d'un salaire réduit au plus étroit nécessaire, Necker en voit l'origine dans la situation prépondérante, privilégiée, des propriétaires qui emploient les ouvriers. C'est une conséquence fatale du droit de propriété.

« D'où vient la misère du peuple dans tous les temps, dans tous les pays et quelle en sera la source éternelle?

C'est le pouvoir qu'ont les propriétaires de ne donner

(1) Les propriétaires profitent par l'accroissement de la population, mais il est plus difficile de concilier avec ce même avantage le bonheur des hommes qui vivent du travail de leurs mains, puisque c'est par leur nombre et leur rivalité qu'ils n'obtiennent pour récompense que le plus étroit nécessaire.

Necker. — *Législation et Commerce des grains*, p. 221
Collection Guillaumin; Paris.

en échange d'un travail qui leur est agréable que le plus petit salaire possible, c'est-à-dire celui qui représente le plus étroit nécessaire.

Or ce pouvoir entre les mains des propriétaires est fondé sur leur très petit nombre en comparaison de celui des hommes sans propriété, sur la grande concurrence de ces derniers et principalement sur la prodigieuse inégalité qu'il y a entre les hommes qui vendent leur travail pour vivre aujourd'hui et ceux qui l'achètent pour augmenter simplement leur luxe ou leurs commodités ». (1)

Les propriétaires ont toute la force nécessaire pour réduire au plus bas prix possible la récompense de la plupart des travaux qu'on leur consacre et cette puissance est trop conforme à leur intérêt pour qu'ils renoncent jamais à en profiter. Aussi, quelle que soit la distribution des impôts, *le peuple est condamné, par l'effet des lois de propriété, à n'obtenir jamais que le nécessaire en échange de son travail.* (2)

Quelles que soient les lois sur la liberté du commerce des grains, la situation de l'ouvrier restera inflexiblement la même.

« Le sort du peuple, en général, ne sera point changé, quel que soit le prix constant des grains, parce que les propriétaires régleront toujours en conséquence celui de la main d'œuvre ». (3)

Entraîné par sa thèse, Necker évoque des images

(1) Necker. *Législation et Commerce des grains*, p. 278. Collect. Guillaumin.

(2) Necker. *Loc. cit.* p. 272.

(3) Necker. *Loc. cit.* p. 345.

passionnées, il compare les propriétaires et les prolétaires à des lions et à des animaux sans défense qui vivraient en société. Par moment on croirait lire un discours enflammé de Lassalle, et certes le fougueux socialiste exposant la loi d'airain des salaires, n'arrive pas à des conclusions plus pessimistes que celle du ministre de Louis XVI.

« On voit, dit Necker, le peuple qui vit du travail de ses mains soumis au même sort d'un bout du monde à l'autre. Dans les pays tempérés de l'Europe, le peuple a du pain parce qu'il ne peut vivre sans cet aliment ; dans ceux où les fruits et les légumes peuvent y suppléer en partie il est contraint de s'en contenter

Partout on a calculé ce qui lui était exactement nécessaire pour n'attribuer que ce prix à son travail ; et au milieu des trésors de l'Indostan, quatre ou cinq sous par jour sont le salaire du peuple, parce qu'il ne lui faut que du riz, dont le terrain abonde. *S'il était possible qu'on vint à découvrir une nourriture moins agréable que le pain, mais qui fût outenir le corps de l'homme pendant quarante-huit heures, le peuple serait bientôt contraint à ne manger que de deux jours l'un »* (1)

De l'examen auquel nous venons de procéder il ressort clairement, qu'en France, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, la science économique qui venait de naître, adoptait la théorie du salaire nécessaire que nous retrouverons plus tard sous le nom de loi du salaire naturel ou de loi d'airain. C'était implicitement avec les physiocrates proprements dit, et formellement avec

(1) Necker, *Loc. cit.*, p. 348.

les dissidents des physiocrates, le psychologue Condillac, le libéral Turgot et avec l'interventionniste Necker.

CHAPITRE II

Loi du salaire naturel. — Ricardo

L'opinion d'après laquelle la rémunération de l'ouvrier est fixée nécessairement à la quantité de subsistances qui lui permet d'exister et de se reproduire, fut développée par l'école libérale anglaise, mais d'après des principes nouveaux et avec une rigueur scientifique et une puissance de déduction bien supérieures aux démonstrations des premiers économistes français.

Ce n'est pas toutefois au chef de l'école, à Adam Smith, que l'on doit la théorie du salaire naturel.

Pour Adam Smith deux circonstances règlent le salaire : la demande de travail et le prix moyen ou ordinaire des denrées. Le prix moyen des denrées détermine la quantité d'argent qu'il faut payer à l'ouvrier pour le mettre à même d'acheter sa subsistance. Or cette subsistance est abondante, médiocre ou chétive suivant que la demande de travail va en augmentant, ou reste stationnaire, ou va en décroissant. Le taux naturel du salaire est donc réglé par des lois différentes suivant les temps et suivant les nations.

« Un salaire qui donne au travail une récompense libérale, est à la fois l'effet nécessaire et le symptôme

naturel de l'accroissement de la richesse nationale ; celui qui ne fournit à l'ouvrier pauvre qu'une chétive subsistance, est l'indication d'un état stationnaire ; et enfin celui qui ne lui donne pas même de quoi subsister et le réduit à mourir de faim, signifie que les richesses décroissent avec rapidité. » (1)

Ainsi ce n'est que dans les nations dont l'état économique est stationnaire que le salaire de l'ouvrier ne dépasse pas les subsistances nécessaires à sa vie. C'est donc l'exception pour l'époque moderne. Mais dans de telles nations, le salaire reste fatalement au taux suffisant pour faire subsister les ouvriers et leur famille. (2)

En réalité Adam Smith avait sur la question du salaire une doctrine éclectique. On peut retrouver dans ses œuvres l'origine des trois grandes théories sur la fixation du salaire :

Théorie de la productivité du travail. (3)

Théorie du fonds des salaires. (4)

Théorie de la loi d'airain.

La conclusion pessimiste de cette dernière théorie semble confirmée lorsqu'il insiste sur la supériorité de situation du patron vis-à-vis de l'ouvrier.

« C'est par la convention entre l'ouvrier et le propriétaire du capital que se détermine le taux commun

(1) Adam Smith. — *Richesse des nations*. Tom. I. p. 182. Edit. Joseph Garnier. Collect. Guillaumin.

(2) Adam Smith. — *Richesse des nations*. Tom. I. p. 178. Edit. Joseph Garnier. Collec. Guillaumin.

(3) A. Smith. — *Richesse des nations*. Tome I. p. 174-192. Collection Guillaumin.

(4) A. Smith. — *Richesse des nations*. Tome I. p. 172-173-197. Collection Guillaumin.

des salaires. Les ouvriers désirent gagner le plus possible ; les maîtres, donner le moins qu'ils peuvent ; les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les abaisser. Il n'est pas difficile de prévoir lequel des deux partis, dans toutes les circonstances ordinaires, doit avoir l'avantage dans le débat, et imposer forcément à l'autre toutes ses conditions. Les maîtres, étant en moindre nombre, peuvent se concerter plus aisément. Dans toutes ces luttes, les maîtres sont en état de tenir ferme plus longtemps. Un propriétaire, un fermier, un maître fabricant ou marchand, pourraient en général, sans occuper un seul ouvrier, vivre un an ou deux sur les fonds qu'ils ont déjà amassés. Beaucoup d'ouvriers ne pourraient pas subsister sans travail une semaine, très peu un mois, et à peine un seul une année entière. A la longue, il se peut que le maître ait autant besoin de l'ouvrier, que celui-ci a besoin du maître ; mais le besoin du premier n'est pas si pressant ». (1)

Par suite de cet avantage des maîtres le salaire de l'ouvrier suffit juste à lui assurer sa subsistance et celle de sa famille, ce qui est le taux le plus bas qui soit compatible avec la simple humanité. Seul le progrès continu de la richesse nationale peut donner lieu à une hausse dans les salaires du travail.

Mais, comme depuis plus d'un siècle, nos sociétés industrielles modernes sont en constant progrès économique, la théorie d'A. Smith reste presque sans portée pratique.

(1) A. Smith. — *Richesse des nations*. Tome I, p. 169. Collection Guillaumin.

Aussi, bien qu'il ait fourni aux théoriciens socialistes, les éléments de plusieurs de leurs critiques, (1), ce n'est pas à Smith que revient la responsabilité d'avoir indiqué comme loi générale des salaires la loi du salaire naturel.

C'est son disciple le plus illustre, Ricardo, qui la déduisit logiquement des principes économiques dominant au début du 19^e siècle, sur la valeur, la population et la rente. La démonstration de Ricardo, irréfutable pour qui adopte ses conceptions pessimistes sur la rente et la population n'eut plus qu'à être habilement reprise par Lassalle pour servir à la critique de l'organisation économique.

L'œuvre de Ricardo, plus brillante mais moins solide que celle de Smith, est, en effet, l'arsenal où les adversaires des économistes ont puisé leurs armes les plus redoutables.

C'est la théorie ricardienne d'après laquelle la valeur d'une marchandise dépend de la quantité relative de travail nécessaire pour la produire, qui, reprise par Karl Marx, a servi de base à tout le socialisme scientifique. (2)

De même, les partisans de la nationalisation du sol, pour justifier leur système, ont surtout invoqué la doctrine de Ricardo sur la rente foncière.

Enfin, au point de vue des salaires, sa loi du salaire naturel, baptisée loi d'airain par Lassalle, est restée jus-

(1) A. Smith. — *Richesse des nations*. Livre I. Chap. V. Liv. I. Chap. VI. 149-150-151. Liv. I. Chap. VIII. 167-168.

(2) Ricardo. *Principes de l'Economie Politique*. Chap. 1. Sect. 1 et II. Petite biblioth. éconóm. Karl Marx. *Capital*. Chap. 1.

qu'à ces derniers temps une des principales théories de la critique socialiste.

Ricardo considère que le salaire est avant tout dominé par les lois de l'échange, que le travail est une marchandise comme une autre. C'est là son point de départ.

« Le travail, ainsi que toutes choses que l'on peut acheter ou vendre, et dont la quantité peut augmenter ou diminuer, a un prix naturel et un prix courant. Le *prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers, en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce, sans accroissement ni diminution.* » (1)

Cette conclusion pessimiste, découle pour Ricardo, de ce que ce sont les frais de production qui règlent en dernière analyse le prix des choses.

La marchandise-travail est le produit de la vie de son vendeur ; son existence ne se manifeste qu'avec celle d'un homme parvenu à un certain degré de développement physique et intellectuel ; son prix normal ou son coût de production comprend donc les frais nécessaires à l'entretien de la vie, plus les frais de reproduction.

« Le prix naturel du travail dépend donc du prix des subsistances et de celui des choses nécessaires ou utiles à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille. Une hausse dans les prix de ces objets fera hausser le prix naturel du travail, lequel baissera par la baisse des prix. » (2)

(1) Ricardo. *Principes de l'Economie Politique*, p. 67. Collection Guillaumin, Paris.

(2) Ricardo. — *Principes de l'Econ. pol.*, p. 67. Collection Guillaumin.

La science économique admet bien aujourd'hui qu'en général un certain équilibre tend à s'établir entre les prix et le taux des salaires, que là où les prix sont élevés le salaire nominal l'est aussi et réciproquement (1). Mais c'est un lien plus étroit que Ricardo veut établir entre les salaires et les prix. Pour lui, le taux du salaire se mesure constamment sur le prix des subsistances nécessaires à la vie de l'ouvrier et de sa famille.

« Diminuez les frais de l'entretien des hommes, en diminuant le prix naturel de la nourriture et des vêtements qui soutiennent la vie, et vous verrez les salaires finir par baisser, quoique la demande de bras ait pu s'accroître considérablement. » (2)

Le prix naturel du travail est sujet à des variations. Il peut varier *nominalement* ou *réellement*.

Il varie nominalement en même temps que varie la somme d'argent accordée à l'ouvrier pour subvenir à son entretien. Et cette somme est en relation directe avec le prix naturel des denrées nécessaires à cet entretien.

Donc toutes les causes qui font varier le prix des denrées font aussi varier nominalement le prix naturel du travail.

Une hausse de la rente foncière, un impôt sur les produits agricoles et sur les objets de première nécessité pour l'ouvrier entraînent fatalement une hausse nominale du salaire. (3)

(1) Beauregard. — *Théorie du salaire*. — 265.

(2) Ricardo. — *Loc. citat.*, p. 355.

(3) Voir Ricardo. — *Loc. citat.*, p. 77. — P. 128.

De même les améliorations dans l'agriculture, la découverte de

Mais le salaire naturel ne varie pas seulement nominale-ment. La quantité de subsistances qu'il représente et qui est nécessaire à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille est en relation étroite avec les conditions et les habitudes de chaque pays et de chaque époque :

« On aurait tort de croire que le prix naturel des salaires est absolument fixe et constant, même en les estimant en vivres et autres articles de première nécessité ; il varie à différentes époques dans un même pays, et il est très différent dans des pays divers. Cela tient essentiellement aux mœurs et aux habitudes du peuple. L'ouvrier anglais regarderait son salaire comme au-dessous du taux naturel, et insuffisant pour maintenir sa famille, s'il ne lui permettait d'acheter d'autre nourriture que des pommes de terre, et d'avoir pour demeure qu'une misérable hutte de terre ; et néanmoins cela paraît suffisant aux habitants des contrées où la vie est à bon marché et où l'homme n'a que des besoins aussi modérés que faciles à satisfaire. » (1)

Ce sont donc les mœurs, les habitudes sociales, l'organisation économique de chaque pays à un moment donné, qui déterminent le quantum de ce qui est nécessaire à l'ouvrier pour assurer son existence et sa reproduction.

A côté du prix naturel, Ricardo reconnaît un second prix du travail, le prix courant.

nouveaux marchés d'où l'on peut tirer des subsistances peuvent faire baisser le prix naturel des denrées. Les mêmes causes produiront un semblable effet sur le prix naturel du travail. (Ricardo *Loc. cit.*, 67.

(1) Ricardo. — *Loc. cit.* 69-70.

Le prix *courant* du travail est le prix que reçoit réellement l'ouvrier, d'après les rapports de l'offre et la demande, le travail étant cher quand les bras sont rares, et à bon marché lorsqu'ils abondent. Quelque grande que puisse être la déviation du prix courant relativement au prix naturel du travail, il tend à s'en rapprocher.

La loi de l'offre et la demande est donc la loi régulatrice qui fatalement ramène le salaire de l'ouvrier à ce qui lui est nécessaire pour vivre. Si elle ne permet pas au travailleur l'espoir d'une forte rémunération pendant une longue période, elle lui assure au moins dans une certaine mesure, la sécurité, elle lui garantit la vie.

« Quand le nombre des ouvriers s'accroît par le haut prix du travail, les salaires descendent à leur prix naturel, et quelquefois même l'effet de la réaction est tel, qu'ils tombent encore plus bas.

Quand le prix courant du travail est au-dessous de son prix naturel, le sort des ouvriers est déplorable, la pauvreté ne leur permettant plus de se procurer les objets que l'habitude leur a rendu absolument nécessaires. Ce n'est que lorsqu'à force de privations le nombre des ouvriers se trouve réduit, ou que la demande de bras s'accroît, que le prix courant du travail remonte de nouveau à son prix naturel. L'ouvrier peut alors se procurer encore une fois les jouissances modérées qui faisaient son bonheur. » (1)

Toutes les causes qui font varier soit la demande soit l'offre de travail font varier le prix courant.

(1) Ricardo. — *Loc. cit.* 68.

La *demande* dépendant de la quantité de capital qui a besoin de travail, toute amélioration dans la société, et toute augmentation de capital feront hausser le prix courant des salaires. Mais l'accumulation des capitaux ou des moyens de payer le travail est plus ou moins rapide suivant les époques et dépend toujours de la puissance plus ou moins productive du travail. Le travail étant, en général, le plus productif lorsqu'il y a abondance de terrains fertiles, dans les colonies nouvelles le prix courant du travail tend à s'élever. (1)

L'*offre* de travail qui est faite dépend de la population, de son accroissement ou de sa diminution. Si l'accroissement de la population tend à dépasser la demande des bras les salaires tendront à baisser. Avec une diminution de la population équivalant à un accroissement de la demande de travail le prix courant des salaires tendra à hausser.

L'excès de l'offre du travail sur la demande, causé par un accroissement de population plus rapide que celui des capitaux, amènera même une baisse du prix courant des salaires, d'autant plus cruelle pour l'ouvrier que cette augmentation de population aura eu aussi nécessairement pour effet de faire renchérir le prix des denrées nécessaires à l'existence (2)

(1) Ricardo. — *Loc. cit.* 70-71.

(2) Si les salaires, payés en argent à l'ouvrier, viennent à baisser pendant que toutes les denrées à l'achat desquelles il dépensait le produit de son travail haussent de prix, il se trouvera doublement atteint, et il n'aura bientôt plus de quoi subsister. C'est pourquoi, au lieu de baisser, les salaires en argent hausseraient, au contraire, mais pas suffisamment pour permettre à l'ouvrier d'acheter autant de choses nécessaires ou utiles qu'il pouvait le faire avant le renchérissement de ces denrées.

(Ricardo. — *Loc. cit.* 74.

Cette nouvelle conséquence de l'accroissement de la population, si désastreuse pour l'ouvrier, est liée à la théorie de Ricardo sur la rente foncière.

D'après cette théorie, lorsque la population augmente, la consommation des denrées agricoles s'accroît et nécessite la mise en culture des terrains moins fertiles ou plus éloignés que ceux cultivés jusque-là ; le coût de production des denrées agricoles s'élevant, leur prix deviendra plus cher, et en même temps s'accroîtra la rente des terrains précédemment cultivés.

Faisant l'application de tous ces principes abstraits à la société économique contemporaine, Ricardo aboutit aux conclusions les plus désespérantes pour l'humanité.

« Dans la marche naturelle des sociétés, écrit-il, les salaires tendront à baisser en tant qu'ils seront réglés par l'offre et la demande ; car le nombre des ouvriers continuera à s'accroître dans une progression un peu plus rapide que celle de la demande. » (1)

Comme le prix des denrées nécessaires à l'ouvrier et à sa famille suivra une augmentation parallèle à celle de la population, la situation de la classe ouvrière tendra à devenir de plus en plus misérable. De sorte que l'on se trouvera en face de cette désolante contradiction : la condition de l'ouvrier empirera en général, tandis que celle du propriétaire foncier s'améliorera. (2) Quel argument pour les théoriciens socialistes ! Quelle vigueur leurs critiques de l'organisation industrielle contem-

(1) Ricardo. — *Loco citat* : 73, 74.

(2) id. 78.

poraine ne devaient-elles pas puiser dans l'autorité des conclusions de Ricardo !

Les prévisions pessimistes du grand économiste lui furent inspirées directement par la théorie de Malthus sur la population et par sa propre conception sur la rente foncière. Il admettait, avec Malthus, que la race humaine a une tendance naturelle, fatale, à s'accroître plus rapidement que les subsistances, que les progrès de la population devancent toujours ceux de la production. (1)

Il donnait d'ailleurs, comme Malthus, le conseil aux pauvres de diminuer la fréquence des mariages entre des individus jeunes et imprévoyants. (2)

Comme Malthus, il critiquait vigoureusement la législation anglaise sur les pauvres dont il montrait la tendance funeste et dont il réclamait l'abolition dans l'intérêt même des pauvres et de l'humanité. (3)

Ricardo adopta d'autant plus facilement, les théories de Malthus qu'elles lui semblaient confirmées par les conditions des classes ouvrières en Angleterre. A l'époque troublée où il vivait, l'on ne pouvait d'ailleurs prévoir le prodigieux accroissement des forces productives, le merveilleux essor scientifique et industriel du XIX^e siècle. Et l'on conçoit fort bien qu'en présence des premiers désordres de l'organisation industrielle naissante, Ricardo se soit laissé impressionner par l'argumentation de Malthus et ait adopté ses théories.

(1) id. 74.

(2) id. 81.

(3) id. id.

Il en déduisit logiquement que l'offre des bras tendait sans cesse à dépasser la demande et ramenait ainsi toujours le salaire à son prix naturel : le nécessaire pour la vie de l'ouvrier et de sa famille (1) Mais il appréciait ainsi faussement ce qui constitue l'offre en la plaçant uniquement dans la quantité de bras ; il négligeait la qualité, la productivité du travail offert ; il n'observait pas que le travail d'un ouvrier actif et consciencieux peut être aussi productif que celui de deux ou trois ouvriers indolents ou négligents et que, par conséquent, en s'en tenant au nombre de bras offerts, on s'en tenait à une apparence souvent bien différente de la réalité. Il négligeait aussi l'organisation possible des ouvriers dans le but d'arrêter la dépréciation résultant d'une offre surabondante.

La théorie ricardienne de la rente impliquait aussi des prévisions défavorables à la classe ouvrière ; car la tendance de la rente à croître sans cesse découlait de l'enchérissement constant des prix des denrées nécessaires à la vie.

En dehors de ces prévisions quels sont les fondements de la théorie de Ricardo ?

Sur quelles données scientifiques s'appuie-t-il pour confondre le salaire normal et le salaire minimum, pour affirmer que les salaires ne peuvent d'une manière permanente dépasser la limite ni tomber au-dessous de ce

(1) Par une suite de causes qui règlent la population et qui augmentent l'espèce humaine, les salaires les plus faibles ne se maintiennent jamais beaucoup au dessus du taux que la nature et l'habitude exigent pour l'entretien des ouvriers.

(Ricardo. — *loc. cit.* chap. IX. p. 128).

qui est nécessaire pour l'existence et la reproduction de la classe ouvrière dans un pays donné, à une époque donnée ?

1° Ricardo assimile complètement le travail à une marchandise ordinaire ; cette manifestation de l'activité d'un être conscient, il en considère le prix comme soumis exactement aux mêmes lois que celui d'une chose inerte, passive. Il ne tient pas compte de ce fait que, somme toute, l'effet productif du travail acheté dépend de la volonté de l'individu qui le fournit, et que, par suite le patron peut avoir intérêt à ne pas observer la loi du coût de production et à stimuler cette volonté par un salaire élevé. Il ne tient pas compte non plus de ce que les membres de la classe ouvrière, isolément ou collectivement, peuvent opposer une résistance souvent efficace aux prétentions des patrons pour abaisser les salaires, et échapper aux rigueurs des lois économiques qui s'imposent inflexiblement au prix des marchandises. (1)

2° Pour que l'ouvrier, dans le contrat de salaire, accepte pour prix de son travail une rémunération réduite à l'entretien de la vie, Ricardo, doit supposer avec A. Smith, qu'il est dans une situation dépendante vis-à-vis de son cocontractant.

3° Cette situation inférieure se maintient naturellement par l'excès constant de l'offre des bras sur la demande, elle est fatale comme la loi de la population développée par Malthus. Il y a tendance naturelle de l'humanité à se propager plus rapidement que les moyens de subsistance et que la production. Aussi l'exu-

(1 Voir. E. Levasseur. — *Journal des Economistes*, Janvier 1888, p. 45.

bérance de population qui coïncide avec les hauts salaires, ne tarde-t-elle pas à ramener à son prix naturel la rémunération de la classe ouvrière. (1) Ricardo ne doute pas de cette conséquence des hauts salaires ; et pourtant il pouvait constater sous ses yeux que la misère est très prolifique, et que l'aisance ou une médiocre richesse ont plutôt une vertu contraire.

4° L'accroissement de la population faisant hausser la rente, et le prix des denrées, ce ne sera presque que nominalement que les salaires pourront s'élever par une augmentation de capital.

Ainsi la doctrine de Ricardo sur le salaire naturel, comme ses prévisions pessimistes sur le sort de la classe ouvrière, a pour base la théorie de Malthus sur la population.

En adoptant les idées de Malthus, Ricardo n'a pas prévu les changements considérables qui se préparaient dans l'organisation industrielle, il a regardé comme immuables les conditions de sa vie contemporaine, sa passion pour les raisonnements abstraits, son esprit déductif lui ont fait tirer de ce point de départ inexact les conséquences les plus pessimistes, en même temps que, par un penchant naturel, il négligeait toutes les chances heureuses de progrès économique. (2)

Que l'on écarte la théorie de Malthus et l'attristante doctrine de Ricardo sur le salaire naturel disparaît.

Si l'on n'éprouve plus les craintes de Malthus et de ses disciples d'un excès de population sur la production, si

(1) Ricardo. *Œuvres. Collect.* Guillaumin, 69-70.

(2) Voir Beauregard : *Introduction aux œuvres de Ricardo*, Petite bibliothèque économique.

l'on admet, comme on le fait à peu près généralement aujourd'hui, que la population et la production sont normalement en état d'équilibre, les déductions de Ricardo, manquant de base, s'écroulent.

Et en effet, pour Ricardo, le salaire naturel est déterminé à la fois par la nature, et par les habitudes ; par la nature, c'est-à-dire par la quantité de denrées que la nature nécessite pour la vie de l'ouvrier et de sa famille ; par les habitudes, c'est-à-dire par la quantité d'objets, de jouissances nécessaires à l'ouvrier pour la satisfaction des besoins que le milieu où il vit lui a fait acquérir. Ce salaire naturel restera donc peu élevé si, comme le suppose Ricardo, dès que l'ouvrier a une rémunération élevée, il procrée des enfants sans aucune prévoyance ; par suite de cette tendance fatale de la race humaine, non seulement le salaire naturel variera très peu, mais encore le salaire courant ne s'en écartera jamais, ni beaucoup, ni longtemps.

Mais si l'on repousse cette prétendue tendance naturelle, conséquence soi-disant fatale des hauts salaires, mais que dément l'expérience, l'on comprend que l'ouvrier emploie l'accroissement de ses ressources à satisfaire les nouveaux besoins que lui suggère la civilisation où il vit : il achètera des journaux, des brochures des livraisons, il fumera, il boira du café, il ira parfois au café-concert ou au théâtre, ou bien, inspiré par l'esprit de prévoyance, il prendra un livret de Caisse d'épargne ou s'affiliera à une société de secours mutuels, etc., etc. Peu à peu, il se créera ainsi des habitudes nouvelles ; il se fera une conception nouvelle de ce qui lui est nécessaire pour vivre.

Si donc la production continue à croître, l'on voit que le salaire normal peut s'élever pour ainsi dire sans limites, puisque le débordement incohérent de la population ne viendra pas fatalement détruire les effets de l'augmentation de salaire et, empêchant la classe ouvrière de se créer un idéal nouveau, la ramener à son salaire naturel primitif (1). Comme le constate M. Paul Beauregard, « la civilisation tend en progressant à élever sans cesse le salaire normal, et cette loi, contraire à celle qui s'applique à la plupart des marchandises, s'explique aisément, puisque les progrès de la civilisation et ceux des besoins de l'homme, à la fois causes et effets les uns des autres, suivent inévitablement des voies parallèles ». (2).

C'est là la preuve que, privé de l'appui des théories de Malthus, tout le pessimisme économique de Ricardo sur le salaire naturel s'évanouit. (3).

(1) Il est vrai que, par contre, si, pendant une longue période, la productivité de l'industrie diminue, l'ouvrier recevant des salaires moindres, ses habitudes se modifieront et ses besoins devenant d'une qualité plus rudimentaire, le salaire normal sera réduit.

(2) P. Beauregard. *Théorie du salaire*, p. 366.

(3) Les citations typiques que nous avons faites de Ricardo prouvent que c'est à tort que M. Maurice Block, dans ses *Progrès de la Science économique*, vol. II, chap. sur les salaires, accuse de perfidie les socialistes et, en particulier, Lassalle, pour avoir invoqué Ricardo à l'appui de leurs théories. M. A. Musco a d'ailleurs fait la même constatation dans sa *Dottrina del salario*, Napoli, 1898.

CHAPITRE III

Doctrine de Malthus sur le salaire

C'est en 1817 que parurent les *Principes de l'Economie politique* où Ricardo établissait, avec toute la précision et toute la rigueur des raisonnements scientifiques, la théorie du salaire naturel. Mais dès 1798 et ensuite 1803, Malthus était arrivé à des prévisions aussi pessimistes sur le sort des classes laborieuses (1).

Si l'on ne trouve pas, dans son *Essai sur le principe de population* une démonstration scientifique, clairement exprimée, des lois du salaire, les observations qu'il renferme, pour n'avoir pas la netteté des formules de Ricardo, n'entraînent pas moins les mêmes conclusions. Nous venons d'ailleurs de constater que ce sont les principes de Malthus sur la population, qui ont amené Ricardo à sa conception du salaire et à ses sombres prédictions.

L'*Essai sur le Principe de population* paru en 1798 et réédité en 1803 a eu une étrange fortune qui aurait fort étonné son auteur.

Malthus l'écrivit dans le but de réfuter les doctrines

(1) Ce n'est qu'en 1820 que Malthus fit paraître ses *Principes d'Ec. pol.* où il formule une théorie sur le salaire.

socialistes (nommées alors égalitaires) de ses contemporains : Godwin, Spense, Robert Owen. Et ce sont précisément les principes qui y sont développés, qui ont servi de base aux arguments des successeurs intellectuels de Godwin et d'Owen, aux arguments de Lassalle et de ses partisans (1).

Malthus regarde la misère des classes inférieures comme fatale et éternelle :

« Il y a très peu de pays, dit-il, où l'on n'observe pas un constant effort de la population pour croître au-delà des moyens de subsistance, cet effort, constant dans son action, tend non moins constamment à plonger dans la détresse les classes inférieures de la société et s'oppose à toute espèce d'amélioration dans leur état. » (2)

(1) Voir F. Lassalle. *Capital et Travail*, p. 280-285. Traduction Benoît Malon.

Vilfredo Pareto. *Principes d'Economie politique pure* p. 118.

P. Leroy. Beaulieu. *Traité de la Répartition des richesses*. Introduction, p. 25.

(2) Malthus. *Essai sur le principe de Population*, p. 16. Collect. Guillaumin.

« Supposons un pays, poursuit-il, où les moyens de subsistance soient précisément suffisants à sa population. L'effort constant, qui tend à accroître celle-ci, et qui, même dans les sociétés les plus vicieuses, ne cesse point d'avoir son effet, ne manque pas d'augmenter le nombre des hommes plus vite que ne peuvent croître les subsistances. La nourriture qui suffisait à 11 millions d'hommes par exemple, devra maintenant se répartir à 11 millions 1/2. Aussitôt le pauvre vivra plus difficilement, et plusieurs seront réduits aux plus dures extrémités. Le nombre des ouvriers étant d'ailleurs accru dans une proportion plus forte que la quantité d'ouvrage à faire, le prix du travail ne peut manquer de tomber ; et le prix des subsistances haussant en même temps, il arrivera nécessairement que pour vivre, comme il vivait auparavant, l'ouvrier sera contraint de travailler davantage. Pendant cette période de détresse, les mariages sont tellement découragés, et les embarras que cause une famille sont tellement accrus que la population s'arrête et devient stationnaire. »

Son pessimisme apparaît même plus grand que celui de Ricardo et nous rappelle celui de Necker, jusque même dans la formule :

« Le principe de population ne peut pas produire directement la famine, mais il la prépare en forçant les classes pauvres à se contenter de *l'étroit nécessaire* ; dès lors il suffit d'une mauvaise récolte pour la réduire à l'extrémité. » (1)

C'est en vain, selon lui, que les ouvriers voulant lutter contre l'exubérance de la population, s'efforceront de maintenir artificiellement de hauts salaires et d'empêcher que l'on travaille au-dessous d'un certain taux. Si l'on se place au point de vue de la masse des ouvriers, de telles tentatives sont déraisonnables et inefficaces ; lorsque l'offre d'ouvriers dans quelque branche particulière d'industrie est de nature à faire baisser les salaires, l'acte de les maintenir de force, doit avoir l'effet de priver d'occupation un nombre d'ouvriers tel, que la dépense de leur entretien égale le gain produit par la hausse des salaires. (2)

D'aussi désolantes affirmations devaient valoir à Malthus les plus injustes reproches.

Malthus fut un grand calomnié.

Alors que ses vues et ses conseils étaient inspirés par une profonde conviction scientifique et par un grand amour de l'humanité et des classes laborieuses, la plus grande partie de ses adversaires affecta de n'y voir que dureté, égoïsme, immoralité, barbarie. (3) Il pouvait

(1) Malthus. *loc. cit.* p. 309.

(2) Malthus. *loc. cit.* p. 382.

(3) Les théoriciens socialistes ont été les plus violents dans leurs attaques contre Malthus. Voir l'ouvrage de Pierre Leroux : *Y aura-*

se tromper certes, dans ses observations et ses raisonnements, mais était-ce un ennemi des classes ouvrières, celui qui écrivait :

« Il est fort à désirer que les classes ouvrières soient bien payées, par une raison bien plus importante que toutes les considérations relatives à la richesse ; je veux dire pour le bonheur de la grande masse de la société ? » (1)

C'est en 1820, trois ans après la publication de l'œuvre principale de Ricardo, que Malthus écrivit ses « Principes d'Economie Politique ». On y retrouve la théorie de Ricardo sur le salaire, mais légèrement modifiée :

« Le prix naturel ou nécessaire du travail, dans quelque pays que ce soit, me paraît être le prix qui, dans la situation actuelle de la société, est nécessaire pour qu'il y ait un nombre moyen de travailleurs suffisant pour satisfaire à la demande réelle ». (2)

Ainsi le prix nécessaire du travail est bien celui qui fournit aux ouvriers les moyens de subsister et de se perpétuer ; (3) mais de se perpétuer, non plus sans accroissement ni diminution comme le disait Ricardo,

t-il toujours des pauvres ? Et cependant l'on a pu voir ces derniers temps se fonder, à Paris notamment, des ligues neo-malthusiennes, reprenant les doctrines et les conseils de Malthus, le tout sous la direction de théoriciens socialistes comme M. Robin.

(1) Malthus. *Principes d'Economie Politique*. p. 361. Collection Guillaumin.

(2) Malthus. *Principes d'Ec. Pol.* p. 199. Collect. Guillaumin, Paris, 1846.

(3) Voir Cauwès. *Cours d'Economie Politique*. Tome III. p. 30. 3^e édition, 1893.

mais de façon à maintenir un nombre de travailleurs en rapport avec la demande qui en est faite.

La rémunération de l'ouvrier ne lui permet jamais que d'avoir des objets de première nécessité ; la quantité en varie suivant l'offre et la demande de bras, mais tend en général à se rapprocher de sa limite inférieure qui n'est pas fort éloignée, une quantité de *nourriture* suffisante pour la subsistance du travailleur et celle d'une famille dont le nombre soit précisément suffisant pour maintenir une population stationnaire. Dans la marche de la société, la rareté croissante des subsistances relativement au nombre des travailleurs, la baisse graduelle des salaires effectifs, réduisent le prix du travail à être fort près de ce minimum. (1)

C'est donc de la manière la plus étroite que Malthus entend les conditions d'entretien des forces de l'ouvrier ; le salaire suffisant pour lui, c'est la quantité de nourriture nécessaire à la vie ; les besoins de logement, de chauffage, de vêtements, de linge, tous les besoins intellectuels, ne lui apparaissent pas comme indispensables à l'existence du travailleur. Le salaire irréductible de Malthus est manifestement en dessous du minimum strictement nécessaire, dans nos pays industriels et surtout en Angleterre, pour maintenir et perpétuer l'existence de la classe ouvrière. Il est impossible de vivre, dans nos pays, si l'on ne satisfait pas certains de ces besoins que Malthus néglige ; la limite infranchissable de la rémunération de l'ouvrier est donc bien plus rapprochée qu'il ne le suppose. (2)

(1) Malthus, *Principes d'Ec. Pol.* pp. 243-244.

(2) Son salaire suffisant serait suffisant pour vivre dans l'Hindoustan ou en Chine, mais non dans les pays froids ou tempérés.

L'opinion de Malthus résulte de ce qu'il admet la tendance constante des ressources et, par suite, de la demande de bras, à croître moins rapidement que l'offre des bras ; il reconnaît bien que les habitudes de la classe ouvrière ont une influence sur la fixation des salaires (1), et par suite, on pourrait s'étonner qu'il indique, comme salaire irréductible très rapproché, un minimum aussi bas ; mais ces habitudes de la classe ouvrière, pour lui, dépendent elles-mêmes de l'accroissement des ressources qui permet l'augmentation de la demande des bras. (2) Si l'on regarde cet accroissement comme tendant à être dépassé par celui de l'offre des bras, il faut conclure que les habitudes de la classe ouvrière deviendront de plus en plus modestes et qu'elle arrivera à considérer comme son idéal normal, le salaire irréductible qu'indique Malthus.

Néanmoins il ne faudrait pas croire que Malthus ne pense pas que la classe ouvrière puisse éviter ou tout au moins retarder d'aussi tristes conséquences ; il estime au contraire que la volonté des ouvriers peut donner des résultats très efficaces. Lorsqu'il examine les conséquences des hauts salaires, produits par une demande abondante de bras, il ne conclut pas que, fatalement dans tous les cas, ils entraîneront un débor-

(1) Malthus. — *Principes d'Ec. pol.* p. 199.

(2) En général les ressources et les habitudes tendent à changer en même temps. Lorsque les ressources d'un pays vont en augmentant rapidement et que l'ouvrier dispose d'une grande quantité de denrées de 1^{re} nécessité, il est à croire que, s'il a eu l'occasion d'échanger ce qui lui est superflu pour sa nourriture contre des objets d'utilité et de commodité, il prendra du goût pour ces objets, ce qui devra influer sur ses habitudes.

(Malthus. — *Principes d'E. p.* p. 199).

dement de population qui rétablira l'équilibre de l'offre avec la demande. Moins logicien que Ricardo, il se montre, dans cette circonstance, meilleur observateur et plus habile analyste.

Pour lui, les hauts salaires peuvent produire des résultats bien différents ; tantôt c'est un accroissement rapide de la population, et dans ce cas, les salaires sont principalement employés à l'entretien de beaucoup de familles nombreuses ; (1) tantôt c'est une notable amélioration dans la manière de se nourrir, et une grande aisance qui n'est pas accompagnée d'une accélération proportionnée dans la population. En général l'accroissement rapide de la population est la suite, de tout ce qui, dans les vieilles sociétés, contribue à avilir les classes inférieures du peuple, de tout ce qui leur ôte la puissance ou la volonté de juger de l'avenir par le passé, enfin de tout ce qui les porte, pour se procurer des jouissances du moment, à se résigner à vivre ordinairement avec très peu d'aisance et de considération ; le second résultat est, au contraire, l'effet de tout ce qui tend à élever le caractère des classes inférieures. (2)

Nous voyons donc que Malthus, comme Ricardo, admet une théorie du salaire, très pessimiste pour le sort des classes ouvrières : la rémunération de l'ouvrier doit osciller, sans jamais beaucoup s'en écarter, autour de la quantité de denrées nécessaires à sa vie et à celle de sa famille ; par l'effet des lois naturelles de la

(1) Ricardo et Lassalle semblent ne voir que ce seul résultat des hauts salaires.

(2) Malthus. — *Principes d'Ec. pol.* p. 201.

population, elle tend constamment à se rapprocher de la quantité de nourriture suffisante pour le maintien de l'existence. La classe ouvrière ne pourrait améliorer sa condition qu'en se soustrayant à ces lois, par sa propre volonté.

CHAPITRE IV

J.-B. Say et la théorie du salaire nécessaire

Tandis qu'en Angleterre, les deux plus grands économistes du début du XIX^e siècle développaient la théorie du salaire naturel ou suffisant, et n'envisageaient l'avenir de la classe ouvrière que sous les plus sombres aspects, en France, J.-B. Say, l'habile vulgarisateur des principes d'A. Smith, professait des doctrines analogues.

Les doctrines économiques de J.-B. Say, par de nombreux points et des plus importants, diffèrent de celles de Ricardo ; c'est la méthode d'observation qu'oppose le grand économiste français aux abstractions et aux déductions exagérées de l'école anglaise (1) ; c'est dans l'utilité plus que dans le travail qu'il place le fondement de la valeur (2) ; il n'accepte pas non plus la distinction du prix naturel et du prix courant, il ne reconnaît que le prix courant réel ; etc. Ses conclusions sur les lois du salaire n'en sont pas moins tout aussi pessimistes que celles des économistes anglais. Pour lui

(1) J.-B. Say. — *Traité d'Economie politique*, p. 15, 16, 10, 41. 6^e édition. Collection Guillaumin.

(2) J.-B. Say. — *Loc. cit.*, livr. I, chap. I, p. 57. Liv. II, chap. I.

comme pour eux, comme pour Turgot, Necker et Condillac, le salaire de l'ouvrier, paraît devoir être réduit fatalement au nécessaire pour vivre ; c'est une conséquence inévitable des tendances de la population et de l'infériorité de situation des ouvriers vis-à-vis des patrons.

« Le salaire des travaux simples et grossiers, dit-il ne s'élève guère, en chaque pays, au delà de ce qui est rigoureusement nécessaire pour y vivre, et le nombre des concurrents s'y élève toujours au niveau de la demande qui en est faite, et trop souvent l'excède ; car la difficulté n'est pas de naître, c'est de subsister » (1).

Les ouvriers trouvent d'ailleurs dans cette rémunération non seulement de quoi s'entretenir, mais encore de quoi élever leurs enfants (2).

Mais, pour J.-B. Say, ce n'est là la rémunération que des ouvriers dont l'ouvrage n'exige point ou presque point d'étude ; du moment qu'ils ont un talent quelconque, les ouvriers ont un salaire plus élevé, car ce talent est une des causes qui tendent à diminuer la quantité de travail mis en circulation relativement à la quantité qu'on en demande. « Le travail de l'homme de métier est constamment un peu plus cher que l'autre,

(1) J.-B. Say. — *Traité d'Ec. pol.* p. 372, 6^e édition. Collection Guillaumin.

(2) Si le salaire des ouvriers les plus grossiers ne leur permettait pas d'entretenir une famille et d'élever des enfants, le nombre de ces ouvriers ne serait pas tenu au complet. La demande de leur travail deviendrait supérieure à la quantité de ce travail qui pourrait être mise en circulation ; le taux de leur salaire hausserait, jusqu'à ce que cette classe fût de nouveau en état d'élever des enfants en nombre suffisant pour satisfaire à la quantité de travail demandé. — J.-B. Say. *Traité d'Ec. pol.* p. 373.

car il exige un certain degré d'intelligence et d'adresse qui ne se rencontre généralement pas chez tous les hommes ; il faut en outre que les familles qui fournissent cette qualité de travail fassent quelques frais d'apprentissage, et par conséquent un peu plus de dépense pour élever la famille » (1).

Par cette importante distinction de deux catégories d'ouvriers, Say se sépare de Ricardo qui ne semble pas en tenir compte, et surtout de son école qui par Mac-Culloch proclame l'égalité théorique de tous les salaires (2). Lassalle, développant sa loi d'airain, paraît aussi ignorer la différence si clairement indiquée par Say, et adopter les vues de Mac-Culloch.

C'est bien néanmoins l'inflexibilité d'une loi d'airain qui, pour J.-B. Say, semble régler le taux des salaires des ouvriers les plus grossiers; aussi pense-t-il, que c'est avec raison que les moindres variations dans le prix de la main d'œuvre ont de tout temps été regardées comme de très grands malheurs.

« Dans la classe dont le revenu est de niveau avec le rigoureux nécessaire, une diminution de revenu est un arrêt de mort, sinon pour l'ouvrier même, au moins pour une partie de sa famille » (3).

Say regarde la situation des femmes comme encore bien plus mauvaise, car leurs ouvrages, en général, sont fort peu payés, par la raison qu'un très grand nombre

(1) J.-B. Say. — *Cours complet d'Ec. pol. pratique*, 2^e édit. tome II, p. 48. Collect. Guillaumin.

(2) Mac Culloch. — *Principes d'Econ. pol.*, tome II chap. I. Paris. Guillaumin, 1864, Traduction A. Planche.

(3) J.-B. Say. — *Traité d'Econ. pol.*, p. 375.

d'entre elles sont soutenues autrement que par leur travail, et peuvent mettre dans la circulation le genre d'occupations dont elles sont capables au-dessous du taux où le fixerait l'étendue de leurs besoins (1).

Ainsi c'est l'étendue des besoins de l'ouvrier qui fixe sa rémunération ; par suite de la situation désavantageuse où le maintiennent vis-à-vis du patron la surabondance naturelle des bras, et son impossibilité d'attendre, son salaire ne lui permet de satisfaire que les besoins nécessaires à la vie. Le salaire baissera en dessous de ce taux si d'autres ressources lui permettent de subvenir à une partie de ces besoins.

Comme Ricardo, J.-B. Say admet d'ailleurs que les besoins des ouvriers varient beaucoup avec leurs habitudes :

« Il ne me paraît pas assuré, dit-il, que les ouvriers de certains cantons de France pussent vivre sans boire un seul verre de vin. A Londres, ils ne sauraient se passer de bière, cette boisson y est tellement de première nécessité, que les mendiants vous y demandent l'aumône pour aller boire un pot de bière, comme en France pour avoir un morceau de pain ; et peut-être ce dernier motif, qui nous semble fort naturel, paraît-il impertinent à un étranger, qui arrive pour la première fois d'un pays, où la classe indigente peut vivre avec des patates, du manioc, ou d'autres aliments plus vils encore.

La mesure de ce qu'il faut pour vivre dépend donc

(1) J.-B. Say. — *Traité d'E, p.*, page 374 : « Il y a telle fileuse dans certains hameaux, qui ne gagne pas la moitié de sa dépense bien que sa dépense soit modique ».

en partie des habitudes du pays où se trouve l'ouvrier. » (1)

Ainsi, ce n'est pas uniquement à raison du genre de vie plus ou moins passable de l'ouvrier et de sa famille, que varie le taux du strict nécessaire, mais encore à raison de toutes les dépenses regardées comme indispensables dans le pays où il vit (2).

Il ne faut pas craindre, pour cela, que les consommations de la classe des ouvriers s'étendent bien loin, car leur position est trop désavantageuse. « L'humanité aimerait à les voir, eux et leur famille, vêtus selon le climat et la saison; elle voudrait que dans leur logement ils pussent trouver l'espace, l'air et la chaleur nécessaires à la santé; que leur nourriture fut saine, assez abondante, et même qu'ils pussent y mettre quelque choix et quelque variété; mais il est peu de pays où des besoins si modérés ne passent pour excéder les bornes du strict nécessaire, et où par conséquent ils puissent être satisfaits avec les salaires accoutumés de la dernière classe des ouvriers. » (3)

Sur quels principes s'appuie J.-B. Say pour professer sa théorie du salaire ?

Uniquement sur la loi de l'offre et de la demande,

(1) J.-B. Say. *Traité d'Ec. Pol.* p. 376.

(2) « Les moyens d'existence des ouvriers ne sont point une quantité fixe. Il faut plus ou moins de moyens d'existence selon les climats et les mœurs des nations. Lors donc que je dis que les salaires des ouvriers ne s'élèvent que jusqu'au point de leur procurer les moyens d'exister, je sous-entends toujours, selon les mœurs du pays qu'ils habitent. »

(J.-B. Say. *Cours d'Ec. Pol. pratique.* Tome II, 5^e partie, chap. X, p. 48).

(3) J.-B. Say. *Traité d'Ec. Pol.* p. 377.

car il ne veut connaître qu'un prix courant et il repousse la dénomination de salaire naturel.

La connaissance des lois qui déterminent le taux des salaires, il l'obtient par l'analyse des causes qui influent sur l'offre et sur la demande de travail.

1° La demande de travail varie selon les demandes que les consommateurs font des produits du travail.

2° L'offre du travail dépend de la quantité de travailleurs capables d'exécuter chaque espèce de travail. Il faut donc distinguer dans les fonctions de l'ouvrier, différentes espèces ou qualités de travail; d'abord le travail du simple manouvrier.

L'explication donnée par Say dans son *Cours d'Economie politique pratique*, de la loi qui règle son salaire est absolument analogue à celle que Lassalle donnera plus tard mais pour tous les ouvriers. Le raisonnement est identique :

« L'offre qui est faite du travail du simple manouvrier s'étend facilement avec la demande qui en est faite. Cette demande peut porter les salaires un peu, mais très peu, au dessus du taux nécessaire pour que les familles des ouvriers puissent s'entretenir et se perpétuer, c'est-à-dire du taux nécessaire pour que chaque famille puisse élever jusqu'à l'âge adulte assez d'enfants pour remplacer le père et la mère. Quand les salaires vont un peu au delà de ce taux, les enfants se multiplient, et une offre plus grande se proportionne bientôt à une demande plus étendue. Quand, au contraire, la demande de travailleurs reste en arrière de la quantité de gens qui s'offrent pour travailler, leurs gains déclinent au-dessous du taux nécessaire pour que

la classe puisse se maintenir en même nombre. Les familles les plus accablées d'enfants et d'infirmités dépérissent, dès lors l'offre du travail décline ; et le travail étant moins offert, son prix remonte.

Il est donc difficile que le prix du travail du simple manouvrier s'élève ou s'abaisse longtemps au-dessus ou au-dessous du taux nécessaire pour maintenir la classe au nombre dont on a besoin. Le revenu du simple manouvrier ne s'élève guère au-dessus de ce qu'il faut pour entretenir les familles. » (1)

La rémunération du travailleur ordinaire reste fixée au nécessaire pour vivre, parce que la position de la classe ouvrière qui offre ses bras, est bien inférieure à celle des maîtres ou patrons qui en ont besoin. Cette infériorité a une double cause :

1^o La situation sociale des employeurs ou maîtres.

2^o La loi naturelle de la population.

1^o Le maître a sur l'ouvrier l'avantage de sa fortune, de la considération sociale, de l'instruction ; dans l'entreprise industrielle il a une fonction toute d'autorité, il commande, il impose ses volontés. Dans la convention faite entre l'ouvrier et le chef d'industrie pour régler le salaire, le premier cherche à recevoir le plus, le second à donner le moins qu'il est possible ; « mais dans cette espèce de débat, il y a du côté du maître un avantage indépendant de ceux qu'il tient déjà de la nature de ses fonctions. Le maître et l'ouvrier ont bien également besoin l'un de l'autre, mais le besoin du maître est moins immédiat, moins pressant. Il en est peu qui ne pussent

(1) J.-B. Say. *Cours d'Ec. Pol. pratique*. 2^e édit. Tome II, 5^e partie. Chap. X, p. 47. Coll. Guill.

vivre plusieurs mois, plusieurs années même, sans faire travailler un seul ouvrier ; tandis qu'il est peu d'ouvriers qui pussent, sans être réduits aux dernières extrémités, passer plusieurs semaines sans ouvrage. » (1)

Nous avons vu qu'A. Smith avait déjà fait la même observation, et que Necker l'avait aussi développée avec une violente éloquence. Say et Smith la voyaient confirmée à leur époque, par ce fait que ni la loi ni les mœurs n'autorisaient les coalitions d'ouvriers. Les conditions ont bien changé aujourd'hui, à cet égard, surtout en Angleterre ; les conclusions des deux grands économistes en seraient sans doute modifiées :

2° La cause principale, qui maintient la classe des travailleurs ordinaires dans une situation dépendante vis-à-vis des maîtres et patrons, c'est la loi naturelle de la population. Par la nature de l'homme et des choses, constamment la population tend à dépasser les moyens de subsistance. Aussi, fatalement le nombre des ouvriers ne cesse de s'étendre que lorsque leur salaire ne leur permet plus de subsister, eux et leur famille, selon les mœurs du pays. Il en résulte que les entrepreneurs exercent toujours un monopole à l'égard des ouvriers. Ceux-ci ne trouvent pas autant de maîtres qu'ils veulent ; mais les maîtres trouvent toujours le nombre d'ouvriers dont ils ont besoin, s'ils peuvent leur fournir les nécessités de la vie. (2)

Ainsi, pour Say comme pour Ricardo, la théorie du salaire nécessaire dérive principalement de ses croyan-

(1) J. B. Say. *Traité d'Ec. Pol.* p. 379.

(2) J. B. Say. *Cours d'Ec. Pol. pratique*, tome II. p. 49.

ces pessimistes sur les tendances de la population. Il regarde comme une tendance naturelle de la race humaine une multiplication plus rapide que celle des moyens de subsistance. Accuser l'état social de ce mal est une injustice ; se flatter qu'on pourra s'en affranchir est une illusion. (1)

« Il est évident, dit-il, que la multiplication des hommes va toujours non seulement aussi loin que leurs moyens d'exister le permettent, mais encore un peu au-delà. Il est affligeant de penser, mais il est vrai de dire que, même chez les nations les plus prospères, une partie de la population périt tous les ans de besoin. Ce n'est pas que tous ceux qui périssent de besoin meurent positivement du défaut de nourriture, quoique ce malheur soit beaucoup plus fréquent qu'on ne le suppose ; je veux dire seulement qu'ils n'ont pas à leur disposition tout ce qui est nécessaire pour vivre, et que c'est parce qu'ils manquent de quelque chose qui leur serait nécessaire qu'ils périssent. » (2)

J. B. Say acceptait d'ailleurs complètement les théories de Malthus sur la population. Il prétendait être arrivé en même temps que lui aux mêmes conclusions. (3)

Ce n'est jamais que pour l'approuver avec de grands éloges qu'il parle de l'« Essai sur la Population » de l'économiste anglais. (4).

(1) J. B. Say, *Traité d'Ec. Pol.* p. 380.

(2) J. B. Say, *Traité d'Ec. Pol.* p. 421.

(3) J. B. Say, *Cours d'Ec. Pol. pratique*, 6^e partie, Chap. II, Tome II.

(4) J. B. Say, *Cours d'Ec. Pol. pratique*, Tome II, p. 135.

Nous voyons donc que J.-B. Say admet, lui aussi, que le salaire de l'ouvrier ordinaire ne peut jamais dépasser, sensiblement ni longtemps, ce qui lui est nécessaire pour vivre et entretenir sa famille. Il aboutit ainsi aux mêmes conclusions que Ricardo, bien qu'il s'en sépare nettement sur d'importantes questions doctrinales (1), bien que notamment il n'admette pas un prétendu antagonisme entre les salaires et les profits (2) et qu'il repousse toute idée de corrélation entre les hauts salaires et le haut prix des denrées. (3)

Avec lui, la théorie du salaire nécessaire revêt encore une autorité nouvelle, et bénéficie du succès de son habile vulgarisation.

Ainsi patronnée par les plus illustres économistes, elle semble vraiment constituer, dans la première moitié du XIX^e siècle, une vérité admise par la science économique, vérité attristante, mais temporaire heureusement comme tant de ces vérités soi-disant scientifiques dont nous parle Renan dans *l'Avenir de la Science*.

« Cet ouvrage, écrit-il, rempli de recherches et de raisonnements judicieux a résisté aux nombreuses critiques qu'on a dirigées contre lui, parce qu'il est fondé sur la méthode expérimentale et sur la nature des choses telles qu'elles sont. »

(*Traité d'Ec. Pol.*, p. 424, note).

(1) Voir la correspondance de J.-B. Say avec Ricardo. *Œuvres diverses* de J.-B. Say.

(2) J.-B. Say. — *Critique du discours de Mac-Culloch*. — *Œuvres diverses*, p. 273.

(3) J.-B. Say. — *Critique du discours de Mac-Culloch*. — *Œuvres diverses*, p. 274.

CHAPITRE V

Généralisation de la théorie du salaire naturel dans l'opinion économique

Ainsi présentée à la science économique par les trois noms les plus retentissants de l'école libérale du 19^e siècle, Malthus, J.-B. Say, Ricardo, la théorie qui condamne fatalement le salaire de l'ouvrier à ne jamais s'écarter, de façon permanente, du nécessaire pour vivre et élever une famille, fut acceptée en général par les économistes qui leur succédèrent et qui ne firent que reproduire et commenter leurs principes. On peut dire qu'elle régna presque sans conteste dans l'école libérale, jusqu'au moment où Stuart Mill (1) la relégua au deuxième plan, en consacrant de l'autorité de sa science la théorie tout aussi pessimiste du fonds des salaires.

A mesure que cette doctrine d'origine plus récente voyait croître son importance, la loi du salaire naturel était de plus en plus négligée ; ce n'est que lorsqu'elle

(1) James Mill, Mac Culloch, Senior, les premiers, formulèrent la théorie du fonds des salaires, en s'inspirant de certains passages d'A. Smith. Mais c'est Stuart Mill qui lui a donné tout son éclat. Nous étudierons rapidement cette théorie dans la dernière partie de cette étude, lorsque nous chercherons le véritable mécanisme du salaire.

était déjà éclipsée par la théorie du wage-fund, qu'elle fut reprise par les agitateurs socialistes, qui semblent toujours marcher à la suite de l'école libérale, pour reprendre à leur compte ses théories vieilles.

La théorie du wage-fund découle d'ailleurs des mêmes principes que celle du salaire naturel; seulement, tandis qu'en examinant l'influence de l'offre et de la demande sur le salaire, la théorie du salaire naturel insiste surtout sur l'offre et l'analyse d'une façon plus ou moins exacte, l'autre théorie envisage principalement la demande et l'apprécie aussi fausement.

Montrons, pour le moment, la généralisation dans le monde des économistes du début du 19^e siècle, des principes établis par Ricardo, Malthus, J.-B. Say, sur le salaire.

Les successeurs anglais immédiats de Ricardo, reprirent tous ses principes sur la valeur, la rente et en particulier sur le salaire, tout en tendant constamment à changer sa théorie sur le salaire naturel en celle du fonds des salaires.

Mac-Culloch (1), dans son article de l'*Encyc'opedia britannica* et dans ses *Principes d'Economie politique* parus en 1825, reprend toutes les doctrines de David Ricardo. Il insiste particulièrement sur celle du salaire qu'il indique de façon un peu moins pessimiste.

Pour établir les lois qui déterminent le taux du salaire, Mac-Culloch commence par considérer le salaire gagné par les travailleurs engagés dans les diverses industries,

(1) Mac-Culloch (1779-1864) économiste écossais fut choisi pour remplir la chaire d'Economie politique créée par des souscriptions publiques pour offrir à la mémoire de Ricardo un tribut digne de lui.

comme à peu près identique. Il néglige les différences qui existent réellement dans la somme d'argent ou de denrées, gagnée par les différentes classes d'ouvriers, et suppose que le salaire accordé à tous les genres de travail est réduit au même étalon commun (1).

Le travail étant une marchandise, son prix se règle par les mêmes lois que celui de toute marchandise. Or le prix ou la valeur des marchandises, représentée par les frais de production, est, en dernière analyse, le régulateur constant de la valeur échangeable. Il y a donc deux taux du salaire : le taux *naturel* ou *nécessaire* et le taux du salaire du marché ou salaire réel.

Le taux naturel ou nécessaire est déterminé par les frais de production du travail (2). Les travailleurs, en effet, ne voudront, et en réalité ne pourront être fournis, si le taux du salaire n'est tel, qu'il ne puisse, en moyenne, suffire à les attirer sur le marché et à les entretenir. Aussi, quelque faible que soit la demande du travail, si le prix des articles nécessaires à l'entretien du travailleur augmente, le taux naturel ou nécessaire du salaire, doit, en dernière analyse, augmenter également (3).

Mais, de même que Ricardo et J.-B. Say, Mac-Culloch ne regarde pas comme fixe et invariable le taux naturel du salaire ; il n'admet pas d'étalon absolu pour le salaire nécessaire (4).

(1) Mac-Culloch — *Principes d'Economie politique*, tome II, p. 7, 8. Traduction A. Planche, 2^e édit. Paris. Guillaumin.

(2) « La race des travailleurs s'éteindrait complètement, si on ne leur fournissait la quantité de subsistances et d'autres denrées suffisantes au moins pour leur entretien et celui de leurs familles ».

Mac-Culloch : *Principes d'E. p.*, II, p. 37.

(3) Mac-Culloch. — *Principes d'Ec. pol.*, II, p. 39.

(4) « Il est impossible d'affirmer quelles sont les denrées indis-

Le taux du marché ou salaire réel indique la rémunération véritablement obtenue par le travailleur, d'après le rapport entre le capital du pays et sa population ouvrière. Il gravite sans cesse autour du taux naturel dont il ne peut jamais s'écarter de façon permanente (1). Le bien-être des classes ouvrières dépend donc surtout du rapport existant entre elles et le capital. Si la population de ces classes s'accroît plus rapidement que le capital, leur condition empire, et si elle s'accroît plus lentement, cette condition s'améliore (2).

Les variations du taux du marché entraînent celles du taux naturel du salaire, parce que la quantité de travailleurs ne peut jamais ni augmenter de suite lorsqu'il y a hausse de salaire, ni diminuer de même lorsque ce salaire vient à diminuer. Lorsque le salaire hausse, il peut s'écouler une période de dix-huit à vingt ans, avant que le marché du travail puisse subir les effets d'un accroissement de population. Pendant cette période, les ouvriers peuvent se procurer en plus grande quantité ce que nécessitent leurs besoins ; par suite

— — — — —
pensables au soutien de l'existence ; car ces denrées, aussi bien que les autres qui sont nécessaires à l'usage des classes inférieures, dépendent essentiellement des circonstances physiques au milieu desquelles chaque peuple se trouve placé, de ses coutumes et de ses habitudes ».

Mac-Culloch : *Pr. d'E*, p., II, 43.

(1) « Le prix de marché et le prix réel ne coïncident pas constamment, mais ces deux prix ne peuvent bien longtemps être profondément distincts et ils ont une tendance constante à s'équilibrer. Les frais de production sont le grand régulateur du prix, les variations causées par les variations correspondantes dans l'offre et la demande ne sont jamais que temporaires.

Mac-Culloch : *Loc. cit.* I, 368-370.

(2) Mac-Culloch : *Loc. cit.* II, 28.

leurs habitudes s'améliorent, ils se forment des idées plus élevées de ce qui est nécessaire pour leur entretien, il y a accroissement du salaire nécessaire (1). Le phénomène inverse se produit en cas de baisse du salaire réel.

Ainsi le changement d'habitude de la classe ouvrière précède toujours l'accroissement ou la diminution de population résultant des variations du taux réel du salaire ; ce qui entraîne un changement dans le taux naturel.

La baisse du salaire du marché peut donc amener un amoindrissement des idées de la classe ouvrière par rapport à sa manière de vivre ; ce qui est le mal le plus grave qui puisse l'atteindre ; car si elle arrive une fois à se contenter d'une espèce inférieure de subsistances et d'une mesure inférieure de bien-être, elle dira pour longtemps adieu à toute amélioration de son sort (2).

Pour éviter ce malheur, il faudrait dans la classe ouvrière, une prédominance croissante du principe de la contrainte morale et une diminution de l'accroissement de la population.

Mais, Mac-Culloch, bien qu'il repousse le pessimisme outré de Malthus, n'a pas là-dessus un espoir d'une nature bien vive (3).

Avec Mac-Culloch, en définitive, la science économique condamne donc une fois de plus la classe ouvrière à n'être rétribuée, que de façon à pouvoir vivre et se perpétuer dans un pays donné, à une époque donnée (4).

(1) Mac-Culloch : *Loc. cit.* II, 45.

(2) Mac-Culloch *Principes d'Ec. pol.* II, p. 48. — (cpr. Necker).

(3) Mac-Culloch. *Loc. cit.* II, 53.

(4) En 1851, Mac-Culloch publia un opuscule *On the circums-*

Thomas de Quincey (1), fanatique admirateur de l'œuvre de Ricardo, reprend aussi la même théorie du salaire dans sa *Logic of Political Economy*, publiée en 1844. Il indique quatre facteurs du salaire normal : la proportion de l'accroissement de la population — la proportion de l'accroissement du capital — les variations dans le prix des subsistances — les habitudes de vie de la classe ouvrière. Le prix des subsistances a seul une action directe sur le salaire normal ; les autres facteurs n'ont qu'une action plus lente. Quant au salaire courant, il est déterminé d'après le rapport entre le capital et la population, comme l'avait enseigné Ricardo (2).

James Mill, dans ses *Elements of Political Economy* (3), développe la conception ricardienne du salaire, mais en la corrigeant par la distinction du capital fixe et du capital circulant ; cette distinction lui a fait ébaucher, bien vaguement, la théorie du fonds des salaires ; mais, en réalité quand il indique la loi générale du salaire, il adopte les vues de Ricardo (4),

tances which determine the rate of wages, où il parle de façon précise d'un fonds des salaires. Il est curieux de voir Léon Faucher devancer presque une expression de Lassalle, dans le compte-rendu de cet ouvrage qu'il fit dans le *Journal des Economistes* en 1852, lorsqu'il dit : « L'âge d'airain suivra nécessairement l'âge d'argent, si l'espèce humaine continue à s'abandonner à ses penchants sans contrainte. »

(Voir *Journal des Economistes*, 1852, vol. I, p. 388).

(1) Voir F. W. Taussig. *Wages and Capital*, p. 196. London, 1896, — et A. Musco : *Dottrina del salario*, p. 119.

(2) Th. de Quincey. *Logic of Political Economy*, London, 1844. Voir Musco.

(3) James Mill. *Elements of Political Economy*, 1811, London. Voir Musco, loc. cit.

(4) Voir A. Musco. *Dottrina del salario*, p. 105. Napoli, 1898.

bien qu'avec moins de pessimisme, et il reprend son ancienne confusion des deux variétés de capital, ne parlant plus de partie du capital destinée aux salaires (1).

C'est encore la théorie du salaire nécessaire qu'adopte William Thompson, dans sa *Distribution of Wealth* parue en 1824. Elle le conduit d'ailleurs à fonder, bien avant Karl-Marx (2), la doctrine de la plus-value. « Dans notre organisation juridique actuelle, écrit Thompson, les ouvriers obtiennent non pas le produit entier de leur travail, mais seulement ce qui est indispensable à leur existence. » (3)

Avec Robert Torrens et William Senior, nous voyons s'accentuer la théorie du fonds des salaires. Aussi l'étude de leur opinion sur le salaire appartient-elle à l'histoire de la doctrine du wage-fund. L'école libérale anglaise se contente dès lors de la nouvelle explication donnée pour la fixation du salaire, qui régna sans conteste jusque vers 1866-67, dès que Stuart Mill l'eut précisée et consacrée.

Nous retrouvons en Allemagne, la théorie pessimiste du salaire naturel, affirmée surtout par deux des

(1) « On peut en général dire que, toutes choses égales d'ailleurs, si le rapport entre le capital et la population reste invariable, le prix du travail ne change pas, si le capital dépasse la population, le salaire augmente, si la population croît plus vite que le capital il diminue. »

(James Mill, *Elements of Polit. Econ.*, p. 41, 2^e édit. London, 1891.

(2) Voir Anton Menger, *Le droit au produit intégral du travail*. Trad. Bonnet, Paris, Giard, 1900.

(3) William Thompson. *Distribution of Wealth*, 1824, 2^e édit. p. 133. Voir Menger, loc cit.

plus importants économistes de la première moitié du XIX^e siècle : Rau et von Thünen, l'un reproduisant les raisonnements de Ricardo, l'autre ne voyant dans la fixation du salaire au nécessaire pour vivre, que le résultat d'une situation de fait.

Rau, professeur à Heidelberg (1), l'un des plus célèbres représentants de l'école libérale allemande, dans ses *Principes d'économie populaire*, reproduit la théorie ricardienne sur le salaire, avec tout son pessimisme. C'est ce que souligna F. Lassalle, dans un article publié le 10 mai 1863 par la *Vossische Zeitung*. Les libéraux allemands avaient sollicité Rau de réfuter la loi d'airain de Lassalle ; le savant professeur ayant déclaré cette loi insoutenable, le théoricien socialiste lui répondit aussitôt qu'elle découlait précisément de ses propres leçons, et il lui citait le passage suivant de ses *Principes d'Economie Populaire* :

« Les frais attribués au travailleur comme salaire dans les entreprises d'ordre simple ne se composent que des besoins d'entretien ; mais dans les travaux plus compliqués, on y joint encore les dépenses faites pour l'obtention de l'habileté nécessaire. En général le salaire des travailleurs doit suffire à l'entretien de leurs familles. Si le salaire ne suffisait pas, la classe travaillante deviendrait moins nombreuse, et on commencerait à manquer de travailleurs, jusqu'à ce que l'offre de travail diminuée ait produit une hausse de salaires. » (2)

(1) Rau (1792 1870), connu surtout par son *Dictionnaire d'Administration* qui servit longtemps de manuel au monde officiel allemand. (Voir Ingram. *Histoire de l'Econ. Polit.*).

(2) Rau. *Principes d'Economie Populaire*. 5^e édit., p. 236. Cité dans *Capital et Travail*, de Lassalle, édition B. Malon.

Rau ne regarde pas d'ailleurs l'entretien nécessaire usuel et conforme aux habitudes du peuple, comme un point fixe du salaire ; ce dernier est compris dans une gravitation constante autour de ce point central :

« Le salaire peut très bien monter pour un temps, par suite de la hausse de la demande, mais par l'accroissement des mariages et du nombre des travailleurs, il retombe toujours à ce point central de l'entretien nécessaire en usage chez le peuple, ou bien, comme il arrive quelquefois, encore plus bas ; par conséquent le salaire ne peut jamais le dépasser pendant longtemps. » (3)

Von Thünen (1), plus connu que Rau, grâce à l'originalité de ses travaux, grâce aussi aux traductions françaises de M. Wolkoff, et grâce enfin aux savantes recherches de M. Charles Andler sur les origines du socialisme d'État, croit aussi qu'en réalité la rémunération de l'ouvrier est aussi strictement et aussi faiblement déterminée que l'indiquent la plupart des économistes libéraux.

« Si quelques auteurs, dit-il, prennent pour le salaire naturel la quantité de subsistances indispensable aux

(3) Rau. *Loc. cit.* — L'opinion de Rau, comme celle de Ricardo, découle des principes de Malthus :

« Un salaire plus abondant, dit-il, donne à chaque travailleur les moyens d'améliorer sa vie ou de se marier, et de fonder une nouvelle famille qui sert à l'accroissement de la population... Ordinairement l'offre de travail manuel relativement à la demande est telle, que le salaire ne donne que l'entretien indispensable ou un peu plus au-delà. »

(Rau. — *Economie populaire*. 5^e édit., p. 251).

(1) Von Thünen (1783-1850), célèbre par son ouvrage : *Der Isorlthe Staat*, paru en 1826.

besoins les plus nécessaires à la vie ; si d'après d'autres le taux du salaire est abandonné à la concurrence sans règle, ils ne font par là que citer ce qui a lieu dans la réalité » (1).

Il croit d'ailleurs, que le salaire, provenant de l'essence de l'industrie, son élévation est impossible (2).

Toutefois, ces constatations des conditions réelles du milieu où il vivait, n'ont pas empêché Thünen de chercher la formule des gages naturels ; et son originalité dans la question des salaires réside principalement dans les résultats auxquels il a abouti.

En France, dans la première moitié du XIX^e siècle, nous voyons la doctrine du salaire nécessaire acceptée, à la fois par une partie de l'école libérale proprement dite et par l'école des économistes sentimentaux, que l'on peut considérer comme les précurseurs des *Kathe der Sozialisten* contemporains.

Simonde de Sismondi, le chef de cette dernière école, fut d'abord un des plus orthodoxes adeptes de l'école libérale ; son traité *De la Richesse commerciale* paru en 1803, où il suivait strictement les principes d'Adam Smith, semblait un sûr garant de la pureté et de la rigidité de son libéralisme. Aussi l'étonnement fut-il grand, en 1819, à l'apparition des *Nouveaux principes d'Economie politique*, où il couronnait la lente évolution de ses pensées par des affirmations tout opposées à celles qu'il avançait seize ans auparavant. Dans cet

(1) Von Thünen. *Le Salaire naturel*, traduction M. Wolkoff, p. 73. Paris, Guillaumin, 1857.

(2) Von Thünen. *Le salaire naturel*, traduction M. Wolkoff p. 99. Voir M. Block, *loc. cit.* tome II.

ouvrage retentissant, il se proclame adversaire de l'école économiste anglaise, qui réduit l'économie à une simple chrématistique, résumée en ces deux préceptes : pour accroître la richesse, il faut produire beaucoup, produire à peu de frais.

A la recherche des richesses, Sismondi oppose la recherche du bonheur (1), à la chrématistique la science de la bonne répartition des biens. Il s'élève contre les abstractions de l'école anglaise et son abus des hypothèses ; il vante la méthode d'observation et s'efforce de la suivre. Il n'admet plus le libéralisme comme principe absolu, il réclame dans certaines circonstances l'intervention de l'Etat. Il insiste obstinément sur les défauts du régime industriel nouveau, surtout sur les crises de surproduction (2) ; il regrette l'ancienne organisation des corporations (3).

Malgré ces profondes divergences, il est un point sur lequel ses tendances pessimistes et son esprit hostile au régime industriel ne pouvaient manquer de lui faire adopter les vues téméraires et exagérées de l'école libérale anglaise : c'est la théorie du salaire.

La doctrine du salaire naturel concordait trop avec sa propre thèse pour qu'il ne l'adoptât pas. Aussi, après Turgot et Necker, après Smith, en même temps que J.-B. Say voyons-nous Sismondi écrire :

« La lutte entre le capitaliste et l'ouvrier est inégale.

(1) Voir : Aftalion. *L'Œuvre économique* de S. de Sismondi. Paris, Pedone, 1899.

(2) Sismondi. *Etudes sur l'Econ. pol.* II, p. 345. Paris, 1836 ; cité par Aftalion.

(3) Sismondi. *Nouveaux principes d'Ec. pol.*, I, p. 311. 1819. 2^e édition. Paris.

Ils sont nécessaires l'un à l'autre, mais cette nécessité presse chaque jour l'ouvrier ; elle donne du répit au fabricant» (1) ; en effet ce que demande l'ouvrier au chef d'atelier, c'est la subsistance pour vivre, tandis que le chef ne demande du travail que pour gagner (2).

De plus Sismondi constate qu'avec la liberté du travail moderne il y a opposition des intérêts entre ouvriers, la concurrence sévit entre ouvriers ; acceptant les vues de Malthus, il estime que la population ouvrière va sans cesse en se multipliant ; par suite, le nombre de ceux qui demandent du travail étant toujours plus grand, ils ont dû être toujours plus empressés d'accepter le travail quelconque qu'on leur offrait, de se soumettre aux conditions qu'on leur imposait (3).

Mais d'un autre côté, la concurrence sévit également entre les entrepreneurs, et les contraint fatalement à diminuer leurs frais de production, et à réduire les salaires au minimum. On a vu que Sismondi croit que, dans la lutte qui s'engage à ce sujet entre salariés et capitalistes, toutes les chances sont avec ces derniers.

La conséquence c'est que « l'ouvrier a dû borner presque toujours sa demande à l'étroit nécessaire, sans lequel le travail qu'il offrait n'aurait pas pu se continuer. » (4)

Aussi, que l'industrie soit prospère ou non, la rémunération de l'ouvrier ne hausse pas ; l'entrepreneur

(1) Sismondi. *Nouveaux principes*, I, p. 377.

(2) Sismondi. *Nouveaux principes*, I, p. 91.

(3) Sismondi. *Nouveaux principes*, I, p. 92.

(4) Sismondi. — *Nouveaux Principes d'Econ. Polit.* 2^e édit. Paris, 1827, tome I, p. 91.

s'efforce de ne laisser à l'ouvrier que justement ce qu'il lui faut pour maintenir sa vie, et se réserve à lui-même tout ce que l'ouvrier a produit par delà la valeur de cette vie (1).

Nous voyons ainsi, que non seulement Sismondi, après Turgot, Ricardo, etc. regarde le salaire comme fixé au plus étroit nécessaire, et précède ainsi la loi d'airain de Lassalle, mais encore, de même que Thompson, formule, avant Karl Marx la théorie de la plus-value (2).

A la différence de Ricardo, Sismondi ne voit pas dans le bas prix de la main-d'œuvre une application de la théorie de la valeur. Il ne présente que des observations de faits, et pour lui, la fixation du salaire au strict nécessaire résulte simplement de l'inégalité qui existe dans l'état social de son temps entre le capitaliste et l'ouvrier (3).

L'œuvre de Sismondi eut un grand retentissement; violemment attaquée par les uns, elle servit de base aux autres pour une nouvelle école économique, celle des économistes sentimentaux que Blanqui aîné appelle les économistes sociaux. Les disciples de Sismondi développèrent ses doctrines, et outrèrent même son pessimisme sur le sort des classes ouvrières. Les plus

(1) Sismondi. — *Nouveaux Principes d'Econ. Polit.* 2^e édit. Paris, 1827, tome I, p. 103.

(2) Sismondi, parle même de la *mieux-value* du capitaliste, dans ses *Nouveaux Principes*, tome I, p. 103.

(3) F. Lassalle reconnut très bien que Sismondi l'avait précédé dans la formulation de sa loi des salaires. Il l'invoque en compagnie de Tooke, de Malthus, etc. Voir Lassalle, *Capital et Travail*, p. 285.

éminents furent Villeneuve-Bargemont (1) et Buret (2), le premier, mystique chrétien, le second, violent novateur. Comme Sismondi, ils insistent sur la misère et la stagnation des classes ouvrières; comme lui ils les regardent comme purement contingentes, ils ne croient pas qu'elles résultent de lois économiques immuables, et ils préconisent des plans de réformes pour les éliminer.

A la même époque (vers 1830-40), en France, se trouve un petit groupe spécial d'économistes qui, tout en appartenant à l'école libérale, ont néanmoins subi l'influence de l'école de Sismondi et admettent certaines atténuations aux doctrines classiques. On y remarque surtout Droz et Blanqui aîné (3).

Blanqui aîné reprend, implicitement au moins, les vues de Sismondi sur le salaire :

« Les ouvriers sont aujourd'hui placés dans la nécessité de se faire une perpétuelle concurrence au rabais, c'est-à-dire, d'accroître leurs chances de misères et de privations. La dime de nos jours se lève dans les ateliers, nos forges et nos filatures sont devenues des donjons où siègent, revêtus de leurs armures d'or, les hauts et puissants seigneurs de l'industrie moderne. » (4).

Mais les économistes sentimentaux ou sociaux ne

(1) Villeneuve-Bargemont publia en 1831 : *Economie Politique chrétienne* ou Recherches sur la nature et la cause du paupérisme.

(2) Buret publia en 1842 : *Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*, où il constate que les salaires des ouvriers restent stationnaires tandis que les entrepreneurs bénéficient de tout le progrès de la productivité.

(3) Voir *Aftalion*. — L'œuvre économique de Sismondi.

(4) Blanqui aîné. — *Histoire de l'Economie Politique*, 5^e édit. Coll. Guillaumin, 1882, p. 483.

sont pas seuls à adopter alors la doctrine du salaire nécessaire; nous la voyons reprise à la suite de J.-B. Say, par une partie de l'école libérale française.

Le célèbre Pellegrino Rossi, dans son *Cours d'Economie Politique*, au Collège de France, expose la même théorie du salaire que Ricardo.

Il distingue le salaire courant et le salaire nécessaire. Le salaire nécessaire est la rétribution indispensable au travailleur pour subsister, pour entretenir et pour élever sa famille (1), c'est la limite en dessous de laquelle il n'y aurait plus aucun intérêt à faire le moindre effort, parce qu'on périrait de faim (2).

Les besoins que le salaire nécessaire sert à satisfaire sont d'ailleurs variables avec les temps et les pays.

Quant au salaire courant, c'est la loi de l'offre et de la demande qui le détermine.

Les salaires doivent être en raison inverse du nombre des travailleurs. Ils ne peuvent donc s'élever de façon permanente au-dessus de leur taux nécessaire, puisque l'espèce humaine, en suivant ses seuls penchants naturels, est portée à se presser contre la dernière limite des subsistances (3).

Rossi repousse la théorie du wage-fund, du fonds d'entretien, pour s'en tenir à la doctrine de Ricardo (4).

(1) P. Rossi. — *Cours d'Economie Politique*, 4^e édit. Coll. Guillaumin, 1865, tome III, p. 152.

(2) P. Rossi. — *Cours d'Economie Politique*, 4^e édit. Coll. Guillaumin, 1865, tome III, p. 131, 157.

(3) P. Rossi. — *Cours d'Economie Politique*, 4^e édit. Coll. Guillaumin, 1865, tome III, p. 159 à 170.

(4) P. Rossi. — *Cours d'Economie Politique*, 4^e édit. Coll. Guillaumin, 1865, tome III, p. 194 à 196.

L'opinion de Ch. Dunoyer sur la loi du salaire n'est pas bien clairement exprimée dans sa *Liberté du travail* parue en 1845. Cependant, malgré son optimisme, il subit l'influence des grands économistes libéraux sur cette question délicate. C'est ainsi qu'il adopte les vues de Malthus sur les tendances de la population à croître plus rapidement que les ressources, surtout dans les derniers rangs. « Il faudrait, dit-il, que pour améliorer leur situation, les classes pauvres fussent plus en état de régler le penchant qui porte l'homme à se reproduire. Or un de leurs malheurs est d'être encore moins capables de cette réserve que les classes qui en auraient moins besoin. » (1)

Il admet également, avec J. B. Say, que l'ouvrier se trouve toujours dans une position inférieure à celle du patron, parce qu'il ne peut pas attendre, et parce qu'il a un marché moins étendu que l'entrepreneur. « L'ouvrier ne travaille que pour l'entrepreneur, tandis que l'entrepreneur travaille pour le public. » (2)

Cherbuliez, dans son « *Précis de la science économique* », distingue le salaire normal et le salaire courant. On peut, jusqu'à un certain point, le ranger parmi les partisans de la théorie que nous étudions. Il distingue, comme J. B. Say, deux catégories de travailleurs : les prolétaires qui forment l'immense majorité de la société entière (3), et les hommes rangés dans la catégorie supérieure parce que leur travail exige des

(1) Dunoyer. — *Liberté du travail*. Coll. Guillaumin, p. 356.

(2) Ch. Dunoyer. *Loc. cit.* p. 392.

(3) Cherbuliez. *Précis de la science économique*, Paris, 1862. Coll. Guillaumin, II, 223.

aptitudes et des avances spéciales, ou comporte certains dangers. « Le prolétaire n'a d'autre revenu que le salaire de son travail ; son travail s'applique soit à un fonds productif, soit à une matière première qui ne lui appartient pas ; son travail essentiellement corporel, ne requiert ni ne favorise le développement des facultés intellectuelles. »

Quelle est la situation de cette classe la plus nombreuse de travailleurs ?

La conclusion de Cherbuliez est la même que celle de J. B. Say et de Ricardo.

« Dans la plupart des pays de l'ancien monde, dit-il, le salaire normal des travailleurs de cette classe est réduit à ses moindres termes, et le salaire courant se maintient habituellement fort rapproché de cette limite. » (1)

Pourquoi la rémunération des prolétaires ne dépasse-t-elle pas ce niveau ? Parce que leur travail échappe à la plupart des causes qui tendent à élever le salaire normal ; il n'exige ni développement intellectuel, ni avances préalables, ni facultés éminentes. « Son prix normal ne peut donc s'élever au dessus de la limite déterminée par les nécessités de la vie, que sous l'influence d'habitudes générales et grâce à des besoins factices créés par ces habitudes. Or, il faut bien reconnaître que dans la réalité, l'existence de cette cause chez la masse des prolétaires n'est qu'une exception. » (2)

(1) Cherbuliez. *Précis de la science économique*, Paris, 1862. Coll. Guillaumin, II, 228.

(2) Cherbuliez. *Précis de la science économique*, Paris, 1862. Coll. Guillaumin, II, p. 227-228.

Le salaire courant est ramené sans cesse au prix normal, parce que l'ouvrier en général est dans une position bien inférieure à celle du patron, et parce que la concurrence, qui déploie tout son effet à l'égard de l'offre du travail, ne la déploie pas au même degré à l'égard de la demande. (1)

Cherbuliez cependant, se sépare de Say, de Ricardo, de Sismondi, en ce que dans le prix normal du travail, il ajoute les besoins moraux à la somme des besoins physiques du travailleur libre. (2) De plus, dans l'analyse du prix courant, s'il accepte comme les économistes ci-dessus les vues pessimistes de Malthus sur les tendances de la population, il prétend déterminer avec plus de précision qu'eux ce qui constitue la demande de travail ; il estime que cette demande est réglée par un fonds spécial d'approvisionnements pour les salaires, par un fonds d'entretien, non fixé d'ailleurs. (3)

Cherbuliez peut donc aussi être compté parmi les partisans de la théorie du wage-fund.

Cela ne l'eut pas empêché d'ailleurs d'être revendiqué par Lassalle comme précurseur de sa loi d'airain, puisque ce dernier invoque l'autorité de Stuart Mill, le créateur de la doctrine du wage-fund. (4)

Dans la même période, il est curieux de constater qu'un économiste libéral, dix ans avant Lassalle, qua-

(1) Cherbuliez. *Précis de la science économique*. Guillaumin, 1862. Tome II, p. 241.

(2) Cherbuliez. *Précis de la science économique*, Guillaumin. 1862. Tome I, p. 425.

(3) Cherbuliez. *Précis de la science économique*. Guillaumin. 1862. Tome I, p. 441-443.

(4) Lassalle. *Capital et travail*. Traduct. B. Malon, p. 285.

liffe de loi de fer, de loi d'airain, la loi qui règle le taux des salaires. C'est M. Henri Baudrillart qui, dans son discours d'ouverture du cours d'Economie Politique au Collège de France, en 1853, employa le premier (1) l'expression qui devait avoir plus tard un si grand retentissement.

« Le prix de la main-d'œuvre, dit-il, est déterminé par le rapport entre le capital actuellement disponible pour la production, et la quantité des ouvriers qui se présentent : voilà la loi. Elle est *de fer* et *d'airain*. (2). »

Il est vrai que si M. Baudrillart admettait la théorie du salaire nécessaire, il croyait aussi qu'il pouvait s'élever, jusqu'à permettre aux travailleurs la satisfaction de plus en plus grande des besoins moraux et intellectuels. Mais il ne faut pas oublier que Lassalle, lui aussi, admettait la variation du minimum de salaire avec les époques, et qu'il réservait ses plus cinglantes moqueries aux prétendues objections, faites à sa théorie des salaires au moyen de l'élévation de ce minimum à travers les siècles.

M. G. de Molinari, l'un des représentants les plus autorisés et les plus renommés de l'école libérale, souscrivait également à la doctrine pessimiste du salaire naturel. Après avoir constaté que le travail étant une marchandise comme le coton ou la soie, son prix s'établissait de la même manière que celui des autres matières premières indispensables à la production,

(1) Léon Fanches avait déjà parlé de l'âge *d'airain* futur dont l'humanité était menacée par l'exubérance de sa reproduction. *Journal des Economistes*, 1852, vol. I, p. 388.

(2) Henri Baudrillart. *Journal des Economistes*, 15 mars 1853. p. 391.

c'est-à-dire par le mouvement de l'offre et de la demande, voici ce qu'en 1855, il écrivait dans l'*Economiste belge* :

« Les entrepreneurs d'industrie, acheteurs de travail, parviennent dans la plupart des foyers de la production à demeurer les maîtres absolus du marché, à dicter aux ouvriers les conditions du salaire. C'est un véritable monopole dont ils sont investis et le plus oppressif de tous ! Quel est le résultat de ce régime ? C'est que le salaire est tombé au niveau du minimum de subsistances nécessaires au travailleur ; c'est que le prix des choses nécessaires à la vie venant soudainement à s'élever, tandis que le salaire, comprimé dans son essor, demeurait stationnaire, l'ouvrier n'a plus même obtenu le minimum qui lui était indispensable. » (1)

- Ce n'était pas là une opinion accidentelle, car dans son *Cours d'économie politique*, publié en 1863, M. de
- Molinari reprend la théorie ricardienne du salaire, distinguant le prix naturel ou nécessaire du travail, (2) déterminé par ses frais de production, (3) et le prix

(1) G. de Molinari, *Economiste belge*, 20 septembre 1855.

(2) « Au point de vue économique les travailleurs doivent être considérés comme de véritables machines. Ce sont des machines qui fournissent une certaine quantité de forces productives et qui exigent, en retour, certains frais d'entretien et de renouvellement pour pouvoir fonctionner d'une manière régulière et continue. Ces frais d'entretien et de renouvellement que le travailleur exige, constituent les frais de reproduction du travail. »

(G. de Molinari, *Cours d'Ec. Pol.* Paris, Guillaumin, 1863. 2^e édit., tome I. 203-204).

(3) M. de Molinari admet avec Smith, Say, Mill, etc. que les frais de production du travail varient selon le nombre, l'espèce et l'étendue des facultés dont chaque fonction exige le concours,

courant (1) fixé par la loi de l'offre et de la demande. Si le prix naturel du travail s'élève à travers les siècles, c'est que le progrès industriel élève le niveau des facultés requises pour la production et rend le travail de plus en plus intellectuel. (2)

Le prix courant du travail gravite vers le prix naturel sous une impulsion analogue à celle qui détermine la chute des corps. Pour sa fixation les patrons ont le plus souvent l'avantage, car l'offre de travail est presque toujours plus intense que la demande :

« Sous l'influence de cette situation inégale, bientôt le salaire descend au point de ne plus suffire à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille. Alors l'ouvrier ajoute à l'offre de son propre travail celle du travail de sa femme et de ses enfants. Mais à mesure que ces quantités supplémentaires de travail arrivent sur le marché en progression arithmétique, le prix courant du travail baisse en progression géométrique. Le salaire doit finir par tomber ainsi à son minimum extrême, c'est-à-dire à la somme indispensable pour maintenir l'ouvrier en état de travailler. Il descendrait encore plus bas si, en s'abaissant davantage, c'est-à-dire au-dessous du taux nécessaire à la réparation immédiate des forces de l'ouvrier, il ne provoquait point une diminution de l'offre du travail et par conséquent une hausse dans la rémunération du travailleur. » (3)

(1) G. de Molinari. *Cours d'Ec. Pol.* 2^e édit. Paris. Guillaumin. 1863. T. I. p. 225.

(2) « L'intelligence nécessaire à l'exercice d'une industrie perfectionnée exige des frais d'entretien et de renouvellement plus considérables que la force musculaire requise par une industrie encore dans l'enfance. » De Molinari. *Loc. cit.* p. 220.

(3) G. de Molinari. *Loc. cit.* I pp. 261-262.

M. de Molinari estime que cette situation antinaturelle résulte de ce que les lois économiques ne peuvent encore librement agir. Il n'y a pas d'équilibre entre l'offre et la demande de travail, et la balance tend sans cesse à pencher du côté de la demande, parce que « l'ouvrier vendeur de travail ne dispose pas ordinairement, au même degré que l'acheteur, de l'espace et du temps » Comment l'ouvrier attendrait-il pour vendre son travail le moment le plus favorable ? Les nécessités physiques sont là qui le pressent ; et puis la marchandise qu'il vend ne peut se mettre en réserve ; à chaque jour d'attente il y a une perte définitive. L'ouvrier ne peut non plus porter son travail où il est à haut prix ; la difficulté des déplacements, le manque de renseignements s'y opposent. Cette situation n'est heureusement que temporaire ; elle disparaîtra lorsque la loi de l'offre et de la demande jouera en pleine indépendance. C'est par la spécialisation et le développement du commerce du travail qu'on arrivera à placer sur le marché, agrandi à la fois dans l'espace et dans le temps, l'ouvrier le plus pauvre au niveau de l'entrepreneur le plus riche (1).

L'influence des conditions économiques de leur temps, la faveur dont jouissaient les théories de Malthus, étaient si fortes, que même certains économistes libéraux qui combattaient la doctrine absolue de Ricardo, admettaient en fait ses conclusions pour leur époque. Joseph Garnier fut de ceux-là.

Joseph Garnier critiquait les expressions de salaire naturel, de salaire nécessaire, il ne voulait parler que d'un salaire suffisant ; il niait ce principe de Ricardo

(1) De Molinari, *Cours d'Ec. pol.*, I, 265 et suiv.

que le salaire courant se règle forcément sur le prix des vivres. Il ne voulait reconnaître d'autre théorie du salaire que celle-ci :

« Le taux du salaire est réglé avant tout par la loi de l'offre et de la demande, laquelle avec un excès de population le rabat vers le montant du strict nécessaire, c'est-à-dire sur le prix des subsistances réduites au minimum possible. » (1).

Mais pour lui, cet excès de population qui ramène le salaire au strict nécessaire, existait en fait (2).

Par suite de la facilité de multiplier les enfants, de la difficulté de former les capitaux, il s'est établi parmi les ouvriers une concurrence par suite de laquelle le progrès de l'offre des bras a dépassé celui de la demande ; ils ont dû limiter leurs besoins très près du strict nécessaire (3).

Pour n'être pas absolu comme celui de Ricardo, le pessimisme de Joseph Garnier sur le salaire de l'ouvrier, n'en existait donc pas moins et ses constatations venaient confirmer celles sur lesquelles s'appuyaient les disciples de Sismondi. Compter sur la prévoyance de l'ouvrier pour améliorer sa rémunération, comme il le faisait, c'était compter un peu sur le hasard.

Nous n'insisterons pas davantage sur les autorités

(1) Joseph Garnier. — Etude sur la répartition des richesses. *Journal des Economistes*, octobre 1847, p. 215.

(2) « En fait et généralement parlant, les ouvriers trop nombreux courent plus après les maîtres que ceux-ci ne courent après eux ; il en résulte un monopole naturel en faveur des maîtres. » (J. Garnier. *Loc. cit.*, p. 212). Partisan des doctrines de Malthus, il prêche la contrainte morale.

(3) J. Garnier. *Loc. cit.*, p. 213.

dont la théorie du salaire naturel pouvait se réclamer.

Aussi bien la grande importance que lui attribuaient la plupart des économistes libéraux dans la première moitié du XIX^e siècle, nous semble t-elle suffisamment ressortir de l'examen auquel nous venons de procéder.

Lassalle pouvait, en 1863, proclamer que le salaire moyen ne dépasse pas ce qui est indispensable pour entretenir l'existence des ouvriers et continuer leur race ; à l'appui de cette assertion, il pouvait invoquer les noms les plus illustres de l'économie politique : Turgot, Necker, Condillac, Heivétius, Arthur Young, Ricardo, Mac Culloch, Rau, de Quincey, J.-B. Say, Malthus, Sismondi, Rossi, Stuart Mill, etc.

Tant par le nombre que par la qualité de ses partisans, la doctrine du salaire nécessaire, résultat de deductions compliquées ou simple constatation de fait, pouvait sembler acquise comme vérité économique par l'école libérale ; et la loi d'airain n'en devait être que l'habile transposition dans les doctrines socialistes.

DEUXIEME PARTIE

La théorie du salaire naturel et les socialistes

Une théorie et des constatations aussi pessimistes, devaient fatalement être invoquées ou développées par les critiques de l'organisation actuelle, humanitaires, utopistes et socialistes.

Les premiers théoriciens socialistes ne s'attardèrent pas à déterminer une loi des salaires ; ils constatèrent seulement avec Sismondi, de Molinari, Garnier, S. Mill, etc, qu'en fait à leur époque, le salaire ouvrier était généralement réduit au nécessaire pour vivre.

Les autres par une tactique plus habile, prirent au contraire comme fondement de leurs doctrines, les lois mêmes de l'économie politique, et en particulier la loi des salaires élaborée par les économistes libéraux les plus illustres.

Nous étudierons la doctrine du salaire naturel, d'abord chez les théoriciens socialistes, que l'on appelle habituellement socialistes utopistes ou sentimentaux et

que nous appellerons avec Malon et Sombart, socialistes idéalistes, puis chez les théoriciens récents qui se sont eux-mêmes donné le nom de socialistes scientifiques et que nous appellerons socialistes réalistes.

CHAPITRE VI

La théorie du salaire naturel et les socialistes idéalistes

Les écrivains socialistes du début du XIX^e siècle, St-Simon, Owen, Fourier, etc, et leurs disciples, ont un caractère commun qui les différencie nettement de leurs successeurs immédiats les socialistes scientifiques : ils sont idéalistes. Leurs critiques de l'organisation économique actuelle sont toutes faites d'après un système a priori, préconçu. Ils ne cherchent pas dans les phénomènes économiques à découvrir le sens de l'évolution qui entraîne les sociétés industrielles modernes et à la faciliter.

Tout imprégnés de l'esprit métaphysique du siècle précédent, ils ont, à l'exemple des fabricants de constitutions de la période révolutionnaire, imaginé des systèmes sociaux idéaux, parfaits en théorie, et qu'ils veulent imposer aux hommes pour leur bonheur, sans se soucier des lois économiques.

Le plus souvent leurs critiques de la société actuelle manquent de force ; les déclamations sentimentales remplacent pour eux les arguments.

Dans leurs œuvres, l'analyse pénétrante des condi-

tions économiques et de leurs causes fait place aux constatations banales des misères contemporaines.

Ils appliquent toute la force de leurs raisonnements à montrer la supériorité de leur organisation idéale sur les conditions présentes ; sans tenir compte des facteurs réels de la vie sociale, et au lieu de s'adresser aux intérêts, ils s'adressent à la bonne volonté de tous les hommes. Ils supposent, comme les physiocrates, que c'est l'ignorance seule qui maintient l'organisation mauvaise actuelle. Le régime nouveau peut d'ailleurs, pour eux, se réaliser du jour au lendemain. Le socialisme peut s'emparer du monde comme un voleur pendant la nuit, dit Owen ; il n'y faut que du savoir et ce savoir peut comme un éclair illuminer l'intelligence de l'humanité.

Les doctrines des socialistes idéalistes ont aussi, en général, une tendance à devenir religion ; leurs adeptes s'estimant posséder une révélation supérieure, dédaignent la science en général et l'économie politique en particulier. (1)

Aussi toutes les argumentations des économistes contre leurs systèmes les laissent-elles impassibles. Pour eux l'économie politique est négligeable puisqu'elle se contente de décrire ce qui est, sans s'inquiéter de savoir si cela est juste.

Lors donc qu'ils parviennent aux mêmes constatations que les économistes libéraux sur la condition des ouvriers, c'est par des chemins tout différents.

(1) Voir Pierre Leroux. *Malthus et les économistes*, tome I, Paris, librairie Pfluger, 1897.

Nous n'en noterons pas moins ces rencontres qui peuvent servir à montrer l'imprudence de l'école pessimiste libérale.

L'un des plus intéressants précurseurs du socialisme contemporain, Robert Owen (1771-1858), décrivait, au début du XIX^e siècle, l'état des classes ouvrières comme étant celui de la misère. Il indiquait l'insuffisance de leurs salaires qui, jointe à leur état de sujétion, en faisait une race physiquement, intellectuellement et moralement dégénérée. D'après lui, le salaire du travailleur lui assure à peine les subsistances nécessaires. « Le sort des ouvriers, dit-il, est plus lamentable que celui de l'esclave dans l'antiquité ou du serf à l'époque féodale. » (1)

En France, les deux plus célèbres disciples de Saint-Simon, Bazard et Enfantin, considéraient aussi que dans la société actuelle le salaire ne dépasse pas normalement le taux que lui assignait Turgot.

Enfantin, dans ses conférences de la rue Taitbout, à Paris, (2) montrait avec indignation que « le salaire correspond au minimum indispensable à la vie matérielle et à l'entretien de la force mécanique de l'ouvrier. » (3)

Bazard, le rival d'Enfantin, dans l'exposition de la doctrine saint-simonienne qu'il fit en 1829-1830, déve-

(1) R. Owen. *Observations ou the effects of the manufacturing system*, 1815. London. 3^e édit. p. 23. Cité par Aftalion. *Loc. cit.*

(2) Voir B. Malon. *Histoire du socialisme*, et Louis Blanc. *Histoire de dix ans*.

(3) *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*. Paris. 1877. 41^e vol., p. 250.

loppait cette théorie que l'exploitation de l'homme par l'homme se manifeste encore de nos jours par le salariat, qui n'est que la forme atténuée de l'esclavage et du servage. Il argumentait en montrant le salaire réduit au plus strict nécessaire :

« Il est évident, disait-il, que l'ouvrier peut à peine subvenir par son travail à ses propres besoins et qu'il ne dépend pas de lui de travailler. Il aggrave encore sa position s'il est assez imprudent pour prendre une compagne et se créer une famille. » (1)

L'immense majorité de la population est ainsi vouée à la misère et à l'abrutissement, expliquait Bazard, par le fait de deux institutions juridiques : la propriété privée sans autre fondement que le droit de conquête, et l'héritage. C'est grâce à elles que l'ouvrier, qui n'a que son travail pour tout bien, se trouve à la merci du maître qui veut l'employer et doit se contenter du nécessaire pour vivre (2).

Dans ses virulentes critiques de l'organisation industrielle moderne. Charles Fourier regardait aussi comme un axiome, cette proposition que le salaire du travailleur est fixé juste à ce qui lui permet de ne pas mourir de faim. Avant Pierre Leroux et Rodbertus, il remarquait que le salaire étant ainsi constant, comprend une portion de plus en plus petite de la production sociale.

« La multitude, loin de participer à l'accroissement de richesse n'en recueille qu'un surcroît de privations, car elle voit une plus grande variété de biens dont elle

(1) *Œuvres de Saint-Simon*. Paris. Leroux. 1877. 41^e vol. p. 230.

(2) *Œuvres de Saint-Simon*. Paris. Leroux, 1877. 41^e vol., p. 224-225.

ne peut pas jouir; elle n'est pas même assurée d'obtenir le travail répugnant qui fait son supplice et qui ne lui offre d'autre avantage que de ne pas mourir de faim. » (1)

F. Vidal, intermédiaire entre les socialistes utopistes et les socialistes scientifiques, dans sa « *Répartition des richesses* » parue en 1846, à l'appui des mêmes constatations, invoqua la loi de Ricardo sur le salaire naturel.

« Le minimum de subsistances, dit-il, est le taux normal des salaires. Les salaires gravitent vers ce minimum fatalement comme le liquide vers son niveau. » (2).

S'il en est ainsi c'est que l'ouvrier est à la merci du capitaliste, et n'est plus qu'un simple instrument de production. L'offre et la demande sous l'influence du principe de population proclamé par Malthus, ramènent toujours le salaire au taux naturel indiqué par Ricardo (3).

Le plus éloquent et le plus renommé des socialistes d'Etat, Louis Blanc, estimait aussi que le salaire de l'ouvrier était réduit au strict nécessaire. « Dans une organisation, disait-il, qui a adopté le lâche et cruel principe de chacun pour soi, chacun chez soi, la misère des classes laborieuses est inévitable. » La loi de Turgot sur le salaire nécessaire, il la considérait seulement comme temporaire et liée au régime économique individualiste.

« Sans doute, il doit arriver que l'ouvrier soit réduit

(1) Ch. Fourier. — *Nouveau Monde industriel*. Paris, 1829, p. 41-42.

(2) Vidal. — *Répartition des richesses*. Paris, 1846, p. 175.

(3) Vidal. — *Répartition des richesses*. Paris, 1846, p. 174.

au strict nécessaire quand on a pris pour point de départ le droit individuel ; mais en sera-t-il de même dans un régime de fraternelle association ? » (1)

L'adversaire de Louis Blanc, le puissant critique des systèmes utopiques, P.-J. Proudhon, n'en admettait pas moins que ceux qu'il accablait de sa verve et de sa dialectique impitoyables, la fixation du salaire à l'entretien de la vie de l'ouvrier.

Dès son premier mémoire, *Qu'est-ce que la propriété?* paru en 1841, il écrivait :

« Le salaire est la dépense qu'exige l'entretien et la réparation journalière du travailleur. » (2)

C'était pour lui, comme pour Necker, une conséquence de l'institution de la propriété, grâce à laquelle l'ouvrier ne tient son travail que du bon plaisir et des besoins du maître et du propriétaire (3).

Signalons enfin l'attitude trop longtemps méconnue de Pierre Leroux à l'égard de la loi du salaire naturel.

Pierre Leroux a encore d'autres titres à l'attention que sa réfutation des doctrines de Malthus, sa création du mot socialisme, ses théories du circulus et de l'humanité ; presque en même temps que Rodbertus et bien avant Lassalle il appuya sa critique socialiste sur la loi économique du salaire naturel.

Après les journées de juin 1848 l'Assemblée nationale était saisie de la proposition d'abroger le décret

(1) Louis Blanc. — Voir Levasseur. *Journal des Econ.*, janvier 1888, p. 29.

(2) P.-J. Proudhon. — *Qu'est-ce que la propriété?* Paris, 1841. Librairie Prevot, p. 118.

(3) P.-J. Proudhon. — *Qu'est-ce que la propriété?* Paris, 1841. Librairie Prevot, p. 123.

de mars précédent limitant la durée de la journée de travail. Le débat sur cette proposition fut pour P. Leroux l'occasion d'un large et éloquent exposé de ses idées.

« La loi la plus importante qu'enseigne l'économie politique, disait-il, est celle de l'augmentation continue du revenu net et de la baisse ou de la stagnation des salaires. » (1)

Pour lui, d'ailleurs, cette loi n'était fatale qu'à cause de notre aveuglement et de notre ignorance. Pour l'établir il se fondait sur la loi du salaire nécessaire qu'il empruntait à Turgot, Necker et Ricardo. Des théories de ces économistes il déduisait la loi suivante du salaire :

« Quel que soit le développement de la richesse publique, les travailleurs restent toujours pauvres et toujours condamnés, même lorsqu'ils ont du travail, à ne recueillir de ce travail que le salaire absolument nécessaire pour les empêcher de mourir. »

Si dans l'ordre économique actuel le travailleur ne reçoit pour son travail, quelque durée qu'ait ce travail, que la quantité de nourriture nécessaire pour soutenir son existence, s'il n'a que l'habillement et le logement indispensables pour l'abriter des intempéries des saisons, quelle en est la cause ?

« C'est que, dit P. Leroux, la demande de travail faite par les possesseurs du revenu net est limitée, et le nombre de ceux qui peuvent la remplir est en quelque sorte illimité. »

Il explique cette surabondance de l'offre des bras, et

(1) Pierre Leroux. — *Débats de l'Assemblée nationale de 1848*, séance du 30 août 1848.

par suite cette effroyable concurrence des ouvriers qui les réduit au nécessaire pour vivre, par deux causes : 1° l'abolition des jurandes, des corporations, existant avant la révolution, qui a amené la multiplication indéfinie des ouvriers dans toutes les professions ; 2° les machines qui ont permis d'employer hommes, femmes, enfants, sans aucune préparation, sans habileté, sans apprentissage, et qui, de plus, ont remplacé les travailleurs eux mêmes (1).

(1) P. Leroux devance ainsi Karl Marx dans son explication de la surpopulation relative.

CHAPITRE VII

La loi du salaire naturel et les socialistes réalistes. — Rodbertus. — Lassalle et la loi d'airain

Les socialistes réalistes se distinguèrent de leurs prédécesseurs les socialistes idéalistes par leur esprit et par leur méthode.

Ils ont tenté, dans leurs théories, de faire prévaloir l'observation sur l'imagination, la science historique sur les aspirations sentimentales. Ils n'ont plus fait l'ancienne distinction entre les institutions naturelles ou légitimes et les institutions artificielles ou oppressives ; ils se sont moqués des cités idéales de l'avenir sorties toutes construites des cerveaux utopistes ; ils ont prétendu simplement indiquer les contradictions de l'organisation économique présente, et la synthèse en laquelle elles doivent fatalement se résoudre pour réaliser une phase supérieure de la société. La conception idéaliste a donc disparu de leurs théories devant une conception réaliste, comme l'idée de révolution dans le mouvement social devant l'idée d'évolution. Ils n'ont plus prétendu que l'homme est naturellement bon ; aussi ne se sont-ils plus adressés à l'amour éternel mais aux intérêts.

Ils n'ont plus traité cavalièrement la science ; au contraire ils ont prétendu la prendre pour seule inspiratrice. L'étude de l'économie politique que dédaignaient leurs prédécesseurs est devenue le centre de toutes leurs théories. Ils ont adopté les principes posés par les économistes libéraux pour en tirer des conséquences hostiles à l'organisation sociale actuelle.

C'est ainsi qu'ils se sont emparés de la théorie de Smith, de Ricardo, etc. qui considère le travail comme le véritable fondement de la valeur.

C'est ainsi que pour eux la loi du salaire nécessaire est devenue une arme d'agitation redoutable contre l'organisation juridique présente du système de production et de répartition.

Le premier socialiste réaliste qui reprit la théorie de Ricardo sur le salaire fut Ch. Rodbertus-Jagetzow, dont l'importance n'a été pleinement reconnue que depuis quelques années, grâce surtout aux études de A. Wagner, de A. Menger et de M. Ch. Andler.

Rodbertus, non seulement développa, d'après Thompson et Sismondi, la théorie de la plus-value en même temps que Karl-Marx, mais encore eut une influence décisive sur Lassalle dont il devança et inspira la loi d'airain (1).

Dès 1842 reprenant la théorie du salaire nécessaire il écrivait :

« Par suite de l'existence de la propriété foncière et

(1) Dans sa lettre publique au Comité de la Société des travailleurs allemands, en 1863, Rodbertus écrivait : Lassalle vous a exposé la loi des salaires dans ses moindres modalités et si suffisamment qu'il n'y a plus à perdre un mot sur ce sujet.

capitaliste, les ouvriers n'obtiennent sur l'ensemble du revenu national, que ce qui est nécessaire à leur entretien. » (1)

Le salaire a ainsi une grandeur relativement constante : les frais d'entretien du travailleur; mais par suite des progrès généraux et en particulier de la technique industrielle la productivité du travail va croissant. Il en résulte que le salaire des classes ouvrières comprend une portion toujours plus petite de la production (2).

Cette loi funeste n'était pas inéluctable pour Rodbertus. Il croyait qu'elle disparaîtrait devant des lois humaines, qui détermineraient une part proportionnelle constante du travailleur dans son produit, de manière à le faire participer à tous les accroissements de ce produit.

Jusqu'au moment de la vulgarisation de Lassalle (1863), la théorie du salaire naturel n'était guère sortie du domaine de la science économique et de la littérature utopiste. Elle était acceptée en général par les économistes libéraux qui la recueillaient avec l'héritage des autres principes de Ricardo et de Say. Quant aux écrivains socialistes, ils se bornaient à confirmer les conclusions de cette loi, et il leur paraissait d'une telle évidence que le salaire ouvrier ne dépassait pas le nécessaire pour vivre, qu'ils insistaient à peine, préférant élaborer dans les moindres détails les systèmes de l'avenir (3).

(1) Rodbertus. — *Zur Erkenntniss unserer Staatswirthschaftlichen Zustände*. 1842, p. 72 Cité par Andler. *Loc. cit.*

(2) Rodbertus. — *Zur Beleuchtung der socialen Frage*, p. 24. Voir Andler, *loc. cit.*

(3) Exception faite pour Rodbertus, Vidal et Pierre Leroux.

C'était à Ferdinand Lassalle qu'il appartenait d'attirer l'attention générale sur la loi du salaire naturel et de lui donner un éclat nouveau.

Il fallait toute sa merveilleuse éloquence, toute son ardeur juvénile et son grand talent (1) pour créer à cette loi, la renommée générale qu'elle a acquise dès qu'il en eut fait la loi d'airain.

On ne peut s'étonner du retentissement donné ainsi à la doctrine de Ricardo, lorsqu'on connaît la puissante et originale personnalité de celui qui restera au moins comme un des plus habiles et des plus remarquables vulgarisateurs du XIX^e siècle.

Lassalle avait tous les dons de la séduction; il laissait une impression d'admiration à tous ceux qui l'approchaient et à qui il communiquait ses pensées. La haute estime en laquelle le tenait Bismarck n'est plus un secret.

Le grand poète Henri Heine, lui-même, ce critique impitoyable si perspicace, fut enthousiasmé par sa personnalité. Il écrivait le 5 janvier 1846 en parlant de Lassalle :

« Je n'ai jamais vu un homme d'un savoir aussi profond et d'une perspicacité aussi surprenante. A un immense talent d'écrivain, il unit une énergie extraordinaire et une habileté merveilleuse dans l'action... J'ai été enthousiasmé de trouver chez lui, avec cette réunion de vastes connaissances, des aptitudes si pratiques, un caractère si ferme. Lassalle représente une génération

(1) A. Wagner, recteur de l'Université de Berlin, nommait récemment dans un discours solennel, Lassalle, un penseur de premier ordre.

nouvelle ; c'est un de ces héros audacieux qui vont à la mort le sourire aux lèvres. » (1).

Ce qui permit aussi à Lassalle de répandre facilement les théories qu'il avait adoptées, ce fut son tour d'esprit qu'il avait bien français, et analogue à celui qui domina le XVIII^e siècle admiré d'ailleurs par lui aussi vivement que la Révolution française. Les théories de Hegel dont il était l'élève et de Fichte qu'il honorait particulièrement, ne réussirent pas à enlever à son style et à ses raisonnements cette clarté et cette force de déduction qui en faisaient le plus persuasif des orateurs et le plus redoutable des controversistes.

Voici comment Lassalle fut amené à formuler sa loi d'airain.

Vers 1858, à côté des sociétés patriotiques réclamant l'unité allemande, Leipzig avait vu se fonder une société d'ouvriers réclamant le suffrage universel. Cette société avait adressé une délégation à un économiste libéral renommé Schultze-Delitsch. Mal accueillie, la délégation quittait Berlin, lorsqu'on lui conseilla d'aller voir un docteur en philosophie nommé Lassalle. Dans l'entrevue qui eut lieu, il fut convenu que Lassalle répondrait publiquement aux questions des ouvriers. Lassalle publia dans ce but la « Lettre ouverte au Comité central de convocation d'un congrès général d'ouvriers allemands à Leipzig. »

Dans cette lettre parue à Berlin le 1^{er} mars 1863, la loi d'airain était exposée avec une précision mathématique.

(1) Henri Heine, *Correspondance*. 3^e partie, 1846. — Lettre à Warnhagen.

« La cruelle loi d'airain des salaires, dit Lassalle, est la suivante : le salaire moyen du travail est toujours réduit à la stricte limite de l'entretien de la vie, à ce qui, chez un peuple, est nécessaire à la conservation de l'existence et à la reproduction de l'espèce. C'est le point autour duquel gravite le va et vient du salaire quotidien, lequel ne peut jamais longtemps descendre au-dessous de cette moyenne ni longtemps monter au-dessus. Il ne peut pas pour une période durable s'élever au-delà, car alors cette situation meilleure du travailleur amène une augmentation de mariages et un surcroît de procréation d'où accroissement de population ouvrière, et, par suite, offre de bras plus grande qui fait de nouveau tomber le salaire au-dessous de la période passagère dans laquelle le travailleur avait plus de bien être. Le salaire ne peut pas non plus tomber, d'une façon durable, au-dessous de ce qui est indispensable à l'existence, car, en ce cas par l'émigration, par le célibat, par le *moral restraint*, et enfin par la misère, est produite une diminution qui, vu l'offre plus restreinte des bras, ramène le salaire à son état primitif. » (1)

Lassalle reconnaît d'ailleurs que les nécessités strictes d'existence varient avec les époques et que par suite la situation des travailleurs peut s'améliorer un peu dans le temps ; mais il s'élève contre ceux qui voudraient voir là un argument détruisant la loi d'airain. Ils commettent en effet cette grave erreur de se placer à un point de vue absolu pour apprécier les besoins

(1) Lassalle Lettre ouverte, 1^{er} mars 1863. *Revue socialiste*, juillet 1888, p. 14.

humains ; ils ne voient pas qu'au contraire l'essence de toute souffrance humaine c'est la relativité, et que par suite pour apprécier la situation sociale d'une classe il faut toujours la comparer avec les autres classes de la même époque.

« Votre condition humaine, écrit-il aux ouvriers, ne doit pas être comparée à la condition de l'animal dans la forêt vierge, du nègre d'Afrique, du serf au moyen-âge, ou du travailleur d'il y a plusieurs siècles. On ne peut établir de comparaison qu'entre votre situation et celle de vos contemporains des autres classes. » (1)

Si le salaire revient toujours à la limite de ce qui constitue les nécessités strictes d'existence pour une époque donnée, c'est, pour Lassalle, en raison de l'existence du régime économique actuel qui est celui de la libre concurrence. Dans un tel régime, l'entrepreneur regarde le travailleur comme une marchandise, comme une chose ; le prix du travail est donc déterminé à la longue par les frais nécessaires de sa production (2) ; ainsi les capitalistes entrepreneurs, qui, à la suite d'une longue évolution historique, sont arrivés à confisquer à leur profit individuel la loi sociale naturelle de la division du travail, nourrissent le peuple absolument comme ils chauffent et graissent leurs machines à vapeur, pour les entretenir dans un état propre au travail (3).

(1) Lassalle. — *Lettre ouverte*. *Loc. cit.*, p. 17.

(2) Lassalle. — *Capital et travail*. Trad. B. Malon. Paris, 1880, p. 231-237.

(3) Lassalle. — *Capital et travail*. Trad. B. Malon. Paris, 1880, p. 249-250.

Partant du même point que Ricardo, le travail marchandise, Lassalle devait aboutir aux mêmes conclusions. Et en effet il montre que les frais de production du travail ne constituent que son prix moyen, mais que son prix réel ou prix du marché est déterminé par les rapports de l'offre et de la demande. Et pour lui qui, comme Ricardo, accepte les principes de Malthus (1), c'est précisément la loi de l'offre et de la demande qui enserme les ouvriers dans un cercle d'airain, c'est elle qui, inflexible et cruelle les contraint à se contenter du nécessaire pour vivre que leur octroient les bénéficiaires du régime économique présent. Au fond, ce qui constitue le caractère de fatalité désespérante et inévitable de la loi d'airain, c'est la croyance de Lassalle en un principe erroné de la population. Et en effet cette loi n'est d'airain, que parce qu'elle regarde comme actuellement impossible toute élévation durable des salaires au-dessus de l'entretien habituel de la vie. Or la raison invoquée par Lassalle, et qui est la base en dehors de laquelle sa loi d'airain devient une loi de caoutchouc, c'est que les hauts salaires entraînent fatalement une surabondance de population ouvrière, c'est que toute amélioration actuelle du sort des travailleurs se traduit par un surcroît de procréation.

Cette base pouvait paraître solide à une époque où les principes de Malthus sur la population jouissaient de la plus grande autorité ; elle semble aujourd'hui d'autant plus fragile que ces principes sont infirmés

(1) Dans « *Capital et travail*, » p. 234, il écrit : « l'augmentation des capitaux occasionne un accroissement encore plus considérable de la classe ouvrière. »

tant par l'observation et l'expérience que par les lois de la biologie.

Ainsi la loi des salaires de Lassalle n'est que la conséquence logique des théories de Malthus sur la population et de Ricardo sur le travail-marchandise et le coût de production. C'est la théorie du salaire naturel de Ricardo, de Rossi, de Rau, etc.

La différence entre Ricardo et Lassalle c'est que l'économiste anglais regarde la fixation du salaire au nécessaire pour vivre comme une loi naturelle de la société, tandis que le socialiste allemand n'y voit qu'une manifestation transitoire d'une organisation économique destinée à être remplacée par une forme supérieure. (1)

Malgré cette opposition dans l'appréciation de la portée réelle de la loi, l'on voit que Lassalle, en formulant sa loi d'airain, n'a été que l'écho retentissant mais fidèle des théoriciens pessimistes de l'école libérale.

Et lorsqu'en terminant son virulent pamphlet contre Schulze-Delitsch, il s'écriait :

« Chaque ligne que j'écris, je l'écris armé de tout le savoir de mon siècle. Dans toute l'école libérale il n'y a pas un seul économiste digne d'être nommé qui nie la loi d'airain. A. Smith aussi bien que Say, Ricardo que Malthus et S. Mill sont d'accord pour la reconnaître », il n'y avait pas là simplement une affirmation de polémiste, nous avons vu que c'était la vérité.

Il n'adopte pas seulement la théorie du salaire natu-

(1) Pour Lassalle la loi d'airain disparaîtra avec le salariat lui-même lorsque par une généralisation du principe d'association, la classe ouvrière deviendra son propre entrepreneur.

rel dans le sens large que nous lui avons donné et qui permet de réunir comme partisans de la même loi, Turgot et Necker, Ricardo et Sismondi, Say et Thunen, etc., parce qu'ils affirment tous que le salaire est réduit au nécessaire, il l'adopta dans le sens restreint de Ricardo, Malthus, Rossi, etc., c'est à-dire avec l'explication particulière donnée par ces économistes.

Et c'est en quoi d'ailleurs, il se distingua nettement, comme nous le verrons, de Karl Marx qui développa une loi des salaires originale et qui critiqua violemment sa trop scrupuleuse répétition des théories libérales anglaises.

Tout ce qui revient à Lassalle dans sa loi des salaires, c'est donc la qualification nouvelle, c'est l'éclat de la forme, l'éloquence de la démonstration, c'est l'habileté de la vulgarisation, c'est surtout l'agitation formidable dont elle fut le point de départ. (1)

Avec le grand orateur socialiste allemand le pessimisme de la loi élaborée par l'école libérale anglaise, acceptée jusque-là pour ainsi dire avec résignation par la plupart des économistes, apparut dans toute son horreur. Les imaginations furent vivement frappées. Les socialistes saluèrent avec enthousiasme le don de cette arme merveilleuse échappée de l'arsenal des lois économiques. Les économistes libéraux attaqués ainsi à l'improviste par leurs propres armes restèrent un moment désarmés.

(1) Il faut noter aussi qu'ayant exposé le plus souvent sa théorie dans des œuvres de polémique, Lassalle a forcément exagéré le pessimisme des économistes anglais et dans plusieurs de ses formules s'est écarté de la rigueur scientifique de ses précurseurs.

L'œuvre de Lassalle et plus tard en 1867 celle de Marx servirent de point de départ à un double mouvement : d'une part, progrès rapides du socialisme réaliste en tant que parti politique, et adoption générale de la loi d'airain comme base des critiques contre la société présente ; d'autre part, évolution de la science économique libérale, dans le sens de l'abandon successif des principes posés par Ricardo et l'école anglaise qui avaient servi de bases aux doctrines des théoriciens socialistes réalistes.

Lassalle fut le fondateur du parti socialiste allemand ; il lui donna une organisation politique en créant l'association générale des ouvriers allemands dont le credo fut précisément la loi d'airain. Après sa mort, il se forma en Allemagne et en Autriche un autre groupement socialiste composé des adhérents de Marx ; il fut définitivement constitué au Congrès d'Eisenach en 1869. (1) Ce fut la guerre avec le parti de Lassalle. Mais après de nombreuses négociations les deux partis fusionnèrent en 1875 au Congrès de Gotha. Malgré la protestation et les critiques de Marx l'union se fit sur un programme qui déclarait que le but du parti ouvrier socialiste d'Allemagne était de supprimer *la loi d'airain du salariat*.

C'est ainsi que la loi formulée par Lassalle a servi d'arme de guerre à l'un des plus puissants partis politiques d'Allemagne, jusqu'en 1891.

Et comme le parti socialiste allemand a été depuis 1870 l'inspirateur direct des autres partis socialistes

(1) Voir B. Malon. *Revue socialiste*, novembre 1891.

européens, l'on a pu dire avec raison jusqu'à ces derniers temps, qu'une des caractéristiques de la critique socialiste était la loi d'airain. Nous verrons s'il en est encore ainsi.

Certains catholiques allemands eux-mêmes acceptèrent aussi la loi de Lassalle entre autres Joerg et Monseigneur de Ketteler, archevêque de Mayence, (1) pour lesquels il était absurde de penser seulement que le sort des travailleurs pouvait s'améliorer sans une intervention de la société.

Ainsi, c'est avec Lassalle que la théorie du salaire naturel a acquis sa plus grande renommée et l'apogée de son succès.

Nous verrons que, depuis un quart de siècle elle est allée en perdant chaque jour de son prestige, et que tout le bruit fait alors autour de son nom n'a été que le prélude de son élimination de la science économique.

(1) Abbé Kannengieser. Mgr de Ketteler. Paris. Lethielleux, 1894.

CHAPITRE VIII

Karl Marx et la loi d'airain — La loi du salaire décroissant. — Théorie d'Henry George.

Trop souvent Karl Marx a été présenté comme un partisan de la loi d'airain de Lassalle. C'est là une vue superficielle, démentie tant par l'œuvre de Marx que par ses personnelles critiques de la loi adoptée par Lassalle (1). En dehors de sa théorie de la plus-value, il a élaboré une loi des salaires fort originale, qui ne peut être confondue avec la loi d'airain malgré l'analogie des conclusions.

Un adversaire de l'organisation économique moderne, comme Marx, ne pouvait laisser tomber les affirmations pessimistes des économistes libéraux anglais sur la rétribution normale des ouvriers. Il les a donc reprises. Mais il ne s'est pas contenté, comme Lassalle, de reprendre aussi les explications formulées à cet égard par Ricardo, Malthus, Say et leurs disciples. Il a fait œuvre personnelle, en élaborant à son tour une théorie du salaire, nettement distincte des précédentes.

Marx a exposé sa doctrine sur le mécanisme du sa-

(1) Voir Karl Marx, — Critique du programme de Gotha. — Die Neue Zeit, janvier 1891.

laire dans un opuscule écrit en anglais et lu devant le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, le 20 juin 1865 (1), puis dans le premier volume de son « *Capital* » paru en juillet 1867.

Et d'abord, pour Marx, qu'est-ce que le salaire ? Sur ce point, il se sépare aussitôt des économistes libéraux et de Lassalle. Il regarde le salaire non pas comme le prix du travail, mais comme le prix de la force du travail, c'est-à-dire de l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles. Le travail n'a pas de prix, car il a la propriété de créer de la valeur et est ainsi exclu, comme élément formateur de la valeur, d'en avoir aucune (2). Dire que le salaire est le prix du travail, c'est donc confondre la force de travail et sa fonction, c'est ne pas distinguer une machine de ses opérations. En réalité ce qui sur le marché fait directement vis-à-vis au capitaliste ce n'est pas le travail mais le travailleur. Ce que celui-ci vend c'est lui-même, c'est sa force de travail (3). C'est ce qu'ont d'ailleurs implicitement reconnu les économistes libéraux, lorsque, pour déterminer la valeur du travail ils ont, en fait, déterminé la valeur de la force de travail, puisqu'ils l'ont cru fixée par la valeur des subsistances

(1) La traduction en a été donnée dans le *Devenir social de 1898*, p. 503, sous le titre de : *Salaires, prix et profits*. — Librairie Giard et Brière.

(2) Karl Marx. — *Le Capital*. Traduction Roy. Librairie du Progrès. Paris, p. 234.

(3) Karl Marx. — *Le Capital*. Traduction Roy. Librairie du Progrès. Paris, p. 232.

nécessaires pour l'entretien et la reproduction du travailleur.

Comme l'ouvrier reçoit son salaire après que son travail est achevé et qu'il sait du reste qu'effectivement ce qu'il livre c'est son travail, il s'en suit nécessairement que le prix de sa force de travail lui paraît être le prix de son travail même; tout son travail est censé être payé; même le surtravail producteur de la plus-value ou travail non payé, revêt ainsi l'apparence de travail payé (1).

« Le changement de forme, dit Marx, qui fait apparaître la rétribution de la force de travail comme salaire du travail, le prix de la force comme prix de sa fonction, a donc une immense importance dans la pratique. Cette forme qui n'exprime que les fausses apparences du travail salarié, rend invisible le rapport réel entre capital et travail et en montre précisément le contraire. » (2)

C'est là, pour Marx, on le comprend, une observation fondamentale. Aussi, dans sa critique du programme de Gotha (3), reproche-t-il durement à Lassalle, de ne l'avoir pas faite, et d'avoir dans sa loi des salaires, adopté le point de vue et les quiproquos des économistes libéraux.

La forme actuelle de la production lui semble caractérisée par ce fait que la force de travail acquiert, pour le travailleur lui-même, la forme d'une marchandise qu'il est obligé de vendre pour vivre. Il en résulte que

(1) Voir Marx : *Salaires, prix et profits*, p. 506.

(2) Karl Marx. — *Le capital* Trad. Roy, p. 233.

(3) Voir *Die neue Zeit von Stuttgart*, n° 18, janvier 1891.

la valeur de la force de travail est déterminée par la quantité de travail qu'il faut pour la produire. La puissance de travail de l'homme n'existe pas en dehors de sa personnalité vivante. Pour se développer et entretenir son existence il doit consommer une certaine masse de denrées nécessaires. Donc la valeur de la force de travail est déterminée par la valeur des choses de première nécessité qu'il faut pour produire, développer, maintenir et perpétuer la force de travail (1). Le prix de la force de travail atteint son minimum lorsqu'il est réduit à la valeur des moyens de subsistance physiologiquement indispensables, c'est-à-dire à la valeur d'une somme de marchandises qui ne pourrait être moindre sans exposer la vie même du travailleur (2).

Malgré cette conséquence du caractère de marchandise donné actuellement à la force de travail, on ne peut, selon Marx, déterminer le salaire naturel absolument de même façon que le coût de production d'une marchandise ordinaire ; car il y a, enfermé dans la force de travail au point de vue de la valeur, un élément moral et historique, absent des autres marchandises. Cet élément c'est le mode de vie traditionnel, résultant des conditions sociales, des conditions de temps et de lieu où les gens sont placés et ont été élevés ; il fait varier en quantité et en intensité les besoins regardés comme nécessaires à la vie. Le salaire naturel n'a donc pas une valeur constante ni uniforme.

Ainsi Marx adopte bien les conclusions de Turgot,

(1) Karl Marx. — *Devenir social*, 1898, p. 503.

(2) Karl Marx. — *Le Capital*, trad. Roy. Chap. VI, p. 74.

Ricardo, Say, Lassalle, etc. sur le prix normal, naturel ou nécessaire, de ce qu'ils nomment le travail et lui force de travail.

Mais pour indiquer la loi qui détermine le salaire courant et la tendance de la rémunération des ouvriers dans la marche actuelle de la société, il se sépare nettement des explications jusque-là données.

Il admet bien que la fixation du salaire courant dépend de la puissance respective du travail et du capital en présence, et que cette puissance varie suivant la loi de l'offre et de la demande; mais c'est précisément la façon de comprendre les lois qui règlent à leur tour et l'offre et la demande, qui constitue la différence fondamentale entre sa théorie et celle de Ricardo et Lassalle.

Ce qui est la base de la loi d'airain de Lassalle, des doctrines et des prévisions pessimistes de Ricardo sur le salaire, c'est, nous l'avons vu, la théorie de Malthus sur la population.

Eh bien ! Karl Marx repousse absolument les principes posés par Malthus (1). Plus perspicace que Lassalle il a compris qu'ils étaient incompatibles avec les doctrines socialistes.

Pour lui, une loi de population abstraite et immuable comme celle formulée par Malthus, n'existe que pour la plante et l'animal. Il n'y a pas pour l'humanité de loi générale de la population; il n'y a que des lois de population particulières à chacun des modes historiques de la production sociale, et ces lois n'ont jamais qu'une valeur historique (2).

(1) Karl Marx. — *Le Capital*. Trad. Roy, p. 228-310-312.

(2) Karl Marx. — *Le Capital*. Trad. Roy, p. 278-279.

Le mode actuel de production a donc sa loi de population propre.

Et cette loi qui est la suprême régulatrice de l'offre de travail et qui contribue ainsi à déterminer le salaire courant n'est pas celle indiquée par Malthus. Celui-ci avait raison de constater un excès de la population par rapport à la demande de travail. Mais il se plaçait à un point de vue borné, lorsqu'il expliquait cette surpopulation par un excédent *réel* de bras et de bouches (1). Il se trompait en voulant l'expliquer par une tendance naturelle de la race humaine.

L'excès de population n'est que relatif, pour Marx, et résulte uniquement des conditions actuelles du régime de production industrielle, et des progrès constants de l'accumulation du capital fixe.

« La surpopulation, écrit-il, provient non d'un accroissement positif de la population ouvrière qui dépasserait les limites de la richesse en voie d'accumulation, mais au contraire d'un accroissement accéléré du capital social qui lui permet de se passer d'une partie plus ou moins considérable de ses manouvriers. Comme cette surpopulation n'existe que par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste, elle peut s'enfler et se resserrer d'une manière subite. En produisant l'accumulation du capital, et à mesure qu'elle y réussit, la classe salariée produit donc elle-même les instruments de sa métamorphose en surpopulation relative. » (2).

La cause principale de toutes les variations du taux

(1) Karl Marx. — *Le Capital*, p. 280.

(2) Karl Marx. — *Le Capital*, p. 278.

des salaires, ne réside donc pas, comme l'ont cru Ricardo et Lassalle, dans les principes de population proclamés par Malthus. Aux yeux de l'auteur du *Capital*, les vicissitudes du taux des salaires sont uniquement corrélatives aux mouvements du capital en voie d'accumulation. Tantôt c'est un excès en capital provenant de l'accumulation accélérée qui rend le travail offert relativement insuffisant et tend par conséquent à en élever le prix. Tantôt c'est un ralentissement de l'accumulation qui rend le travail offert relativement surabondant et en déprime le prix.

« Le mouvement d'expansion et de contraction du capital en voie d'accumulation produit donc alternativement l'insuffisance ou la surabondance relatives du travail offert, mais ce n'est ni un décroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital surabondant dans le premier cas, ni un accroissement absolu ou proportionnel du chiffre de la population ouvrière qui rend le capital insuffisant dans l'autre. » (1)

Il y a, pour Marx, un fait évident, c'est le progrès de l'accumulation du capital ; mais en même temps que progresse l'accumulation, il s'opère un changement progressif dans la composition du capital. Cette portion de l'ensemble du capital qui consiste en capital fixe ou constant : machines, matières premières, etc., augmente d'après une progression croissante en comparaison de l'autre portion du capital, qui est employée aux salaires, à l'achat du travail, c'est à-dire en com

(1) Karl Marx. — *Le Capital*, p. 272.

paraison de la somme de force ouvrière nécessaire pour le mettre en œuvre. A mesure donc que l'accroissement du capital rend le travail plus productif, il en diminue la demande proportionnellement à sa grandeur propre (1).

L'offre de travail devient alors surabondante, de sorte qu'une fraction plus ou moins considérable de la classe salariée ayant cessé d'être nécessaire pour la mise en valeur du capital et perdu sa raison d'être, est maintenant devenue surnuméraire. Comme ce jeu continue à se répéter avec la marche ascendante de l'accumulation du capital, celle-ci traîne à sa suite une surpopulation croissante. (2)

Ainsi la surpopulation ouvrière est le produit nécessaire de l'accumulation, du progrès de la richesse sur la base capitaliste. Elle forme une *armée de réserve industrielle* qui appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais. Elle fournit à ses besoins de valorisation flottants, et, en dehors de l'accroissement naturel de la population, la matière humaine toujours disponible. (3)

Le progrès industriel agit d'ailleurs d'une autre façon encore pour diminuer la demande de travail et rendre l'offre surabondante : il augmente la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir, soit en prolongeant la journée de travail, soit en rendant le labeur plus intense.

(1) Karl Marx. — *Le Capital*. Chap. XXV. — Marx admet que la demande de travail absolue qu'occasionne un capital est en raison non de sa grandeur absolue mais de celle de sa partie variable qui seule s'échange contre la force ouvrière.

(2) K. Marx. *Capital*. p. 278.

(3) K. Marx. *Capital*. p. 279.

Marx entend donc l'influence de la loi de l'offre et de la demande de toute autre façon que l'école anglaise et Lassalle.

« Vraiment, dit-il, ce serait une belle loi pour l'industrie moderne que celle qui ferait dépendre le mouvement du capital d'un mouvement dans le chiffre absolu de la population ouvrière, au lieu de régler l'offre du travail par l'expansion et la contraction alternative du capital fonctionnant, c'est-à-dire d'après les besoins momentanés de la classe capitaliste. » (1)

C'est se placer à un point de vue superficiel que de croire, comme l'école anglaise, que l'accroissement des capitaux entraînera une élévation du salaire, car cet accroissement peut consister en nouvelles machines qui ont pour effet, au contraire, de diminuer la demande de bras.

Ainsi, grâce aux méthodes nées du progrès industriel qui concourent à rendre des travailleurs surnuméraires, l'offre et la demande de travail cessent d'être des mouvements partant de deux côtés opposés, celui du capital et celui de la force ouvrière. Le capital agit des deux côtés à la fois. Si son accumulation augmente la demande de bras, elle en augmente aussi l'offre en fabriquant des surnuméraires. Ses dés sont pipés. (2)

Partant de ces observations, à quelles conclusions aboutit Marx, sur la tendance du taux des salaires dans la marche actuelle de la société ?

L'industrie allant sans cesse en progressant et la de-

(1) K. Marx. *Le Capital*, p. 281.

(2) K. Marx. *Le Capital*, p. 283.

mande de travail marchant plus lentement que l'accumulation du capital, il en déduit que la loi de l'offre et de la demande a une tendance générale à faire pencher la balance en faveur du capital.

« La tendance générale de la production capitaliste est non d'élever mais bien d'abaisser l'étalon moyen des salaires, c'est-à-dire de pousser la valeur du travail plus ou moins à sa limite minima » (1).

La loi qui d'après Marx, règle le taux des salaires, c'est donc la loi du salaire décroissant, corrélative de la loi de l'accumulation du capital. Les principes de Malthus sur la population sont sans rapport avec le mécanisme du salaire, et c'est faire œuvre inutile que de prêcher aux travailleurs d'accomoder leur nombre aux besoins du capital. Car, c'est le mécanisme du capital lui-même, qui le réalise continuellement cet accord désiré dont le premier mot est : création d'une réserve industrielle, et le dernier : invasion croissante de la misère jusque dans les profondeurs de l'armée active du travail (2).

La preuve nous semble faite que la loi des salaires de Marx ne saurait être confondue avec la loi d'airain de Lassalle. Elle est originale, et autrement profonde, autrement scientifique, autrement conséquente avec son but, que les variations exécutées par le grand orateur socialiste allemand sur les principes posés par Ricardo et Malthus (3).

(1) K. Marx. Salaires, prix et profits. — *Devenir social* 1898, p. 524.

(2) K. Marx. *Capital*, p. 284.

(3) Elle se distingue aussi très nettement de la théorie du fonds fixe des salaires dont il a fait une critique spéciale dans la section V, du chap. 24, de son *Capital*.

La doctrine du salaire décroissant est une conséquence logique de tout le système de Marx, basé sur la théorie du travail fondement de la valeur, sur la considération fatale de la force de travail comme une marchandise dans l'organisation économique actuelle, et sur l'antinomie naturelle entre salaires et profits dans la même organisation. Pour la repousser, il ne suffit plus de rejeter les principes de Malthus, il faut adopter un concept différent de la valeur et une théorie différente sur les rapports entre les diverses catégories de producteurs.

Le socialiste américain Henry George, aboutit à des conclusions presque semblables à celles de Ricardo, de Lassalle et de Marx, sur la situation des classes ouvrières ; mais il cherche aussi à l'exemple de Marx, à en donner une explication originale.

Dans son livre retentissant « Progrès et pauvreté », il affirme que malgré l'accroissement de la production les salaires tendent à se réduire au strict nécessaire. Mais il repousse les explications de ce désolant phénomène fournies par les économistes libéraux anglais. Et il critique longuement la théorie du fonds des salaires et la loi de population de Malthus, base de la loi du salaire naturel.

Il soutient une conception tout opposée à celle du fonds des salaires en prétendant que, bien loin d'être avancés par le capital de l'entrepreneur, les salaires ne sont en fait payés que sur la valeur d'échange du produit ; dans le procès de la production celui qui avance, c'est l'ouvrier qui fournit au capitaliste son travail avant de recevoir un salaire, et ce travail est créateur

de valeur. George s'appuie sur la rémunération en nature fournie dans le métayage et la pêche, cas dans lesquels le salaire n'est bien qu'une partie du produit. Mais, comme le fait remarquer M. Cauwès, il s'agit là moins de salaires que de parts de bénéfices, car dans les cas cités les travailleurs doivent supporter les risques industriels.

Quoi qu'il en soit, après avoir également repoussé la loi de Malthus parce que, la matière étant éternelle, et la force destinée à agir perpétuellement, l'augmentation de la population augmentera aussi les subsistances, H. George prétend donner la véritable explication du salaire.

« La raison, dit-il, pour laquelle, malgré les progrès de la force productrice, les salaires tendent constamment au strict nécessaire pour vivre, c'est la tendance de la rente foncière à s'accroître parallèlement à la force productrice. » (1)

Pour lui la loi des salaires n'est qu'un corollaire de la loi de la rente ; les salaires sont en raison inverse de la rente ; ils s'élèvent sous l'influence des causes qui font décroître la rente et vice-versa. Mais comme il admet la théorie de Ricardo sur la rente et qu'il croit à sa marche ascendante progressive, il en conclut que le salaire doit être fatalement réduit à ce qui est indispensable à la vie et à la reproduction normale de l'ouvrier.

C'est ainsi qu'il ajoute un nouveau méfait à la liste de tous ceux qu'il impute déjà à la propriété privée du sol.

(1) Henri George, *Progress and poverty*. London, 1884, cité par Musco. *Loc. cit.* p. 65.

« On peut comparer le travail, dit-il, à un homme qui, rapportant son gain chez lui, serait guetté sur sa route par une série de voleurs embusqués. L'un demande telle somme, l'autre telle autre, et enfin un dernier surgit dans l'ombre qui demande tout ce qui reste, sauf une *petite partie, juste suffisante pour permettre à la victime de conserver la vie et de retourner à l'ouvrage le lendemain...* Le voleur qui prend tout ce qui reste à prendre c'est la propriété privée du sol. Ni améliorations, ni progrès, ni réformes quelque vastes qu'ils soient, ne peuvent rien pour soulager cette classe d'hommes qui est privée de tout droit quelconque à se servir des éléments matériels œuvre et don de la nature, et qui ne possède qu'une force au monde, son travail — force aussi inutile par elle-même qu'une voile sans le secours du vent, qu'une pompe sans eau ou qu'une selle sans cheval. » (1)

H. George, pour expliquer la réduction du salaire à la subsistance nécessaire pour vivre, ne fait en somme que reprendre et développer l'explication donnée par Necker qui s'élevait avec une aussi âpre éloquence contre les conséquences de la propriété privée du sol. Il lui donne seulement une apparence plus scientifique en la doublant de la théorie de Ricardo sur la rente foncière.

Reprenant aussi les idées de Rodbertus et de P. Leroux, il répète que malgré l'augmentation dans la production de la richesse ou l'économie dans son emploi, le travailleur ordinaire n'aura jamais une rémunération

(1) H. George. *Libre échange et protection*.

supérieure à celle des salaires de l'esclave, tant que la terre restera propriété privée ; et c'est la conséquence fatale des progrès scientifiques et industriels incessants ; car les inventions et découvertes qui augmentent la puissance de production du travail et diminuent ainsi la valeur des articles dont la production exige ce travail, ont au contraire un effet inverse sur la terre ; elles augmentent sa valeur parce qu'elles augmentent le montant des redevances que le travail est contraint de payer pour avoir le droit d'en faire usage.

Comme on le voit, la loi du salaire de George n'est qu'une dépendance de sa théorie spéciale de la rente, et par suite tombe dès qu'on repousse celle-ci.

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE IX

Abandon de la théorie du salaire naturel par l'école libérale

La théorie qui regarde le salaire comme fatalement réduit au nécessaire pour vivre, est aujourd'hui à peu près généralement abandonnée.

L'école libérale, qui fut la première à la proclamer, fut aussi la première à la remplacer par la théorie du wage-fund puis par celle de la productivité du travail.

La doctrine du fonds des salaires, guère moins pessimiste que celle du salaire naturel, la supplanta assez tôt auprès d'une bonne partie des économistes libéraux. Le plus célèbre de ses partisans, J. Stuart Mill, l'exposait ainsi :

« Le taux des salaires dépend principalement du rapport entre la population et le capital. Par population, on comprend seulement la classe laborieuse et par capital, seulement le capital circulant et non pas même

la totalité de celui-ci, mais seulement la portion qui est employée à l'acquisition directe du travail. » (1)

D'après cette théorie les salaires sont donc payés par une quote part fixe et prédéterminée du capital social, ce qui entraîne les conséquences suivantes :

« Le capital circulant d'un pays est son fonds d'entretien du travail. Pour calculer le salaire moyen qu'obtient l'ouvrier, il suffit donc de diviser tout simplement ce capital par le chiffre de la population ouvrière. » (2)

Comme la plupart des partisans du fonds des salaires estimaient nuls les obstacles qui s'opposent aux progrès de la population ouvrière, ils aboutissaient aux plus attristantes conclusions.

Cette théorie réduisait l'ouvrier à un état passif et, quelle que soit la productivité de son travail, à une impuissance fatale d'améliorer son sort, tant que la classe des travailleurs ne s'accroîtrait pas moins rapidement que son fonds d'entretien.

Ebauchée par James Mill et les autres successeurs immédiats de Ricardo (3), précisée en 1848 par Stuart Mill, elle se propagea rapidement dans l'école libérale anglaise. En France elle fut adoptée par J. Garnier, J.-G. Courcelle-Seneuil, consacrée par Léon Faucher dans l'article salaire du *Dictionnaire d'Economie politique*, développée par Cherburliet, et à un certain

(1) J. Stuart Mill. *Principes d'Ec. pol.* 3^e édit. Paris, 1873. I. 397.

(2) H. Fawett. *La position économique du travailleur anglais*. Londres, 1865, p. 120, cité par Marx. *Loc. cit.*

(3) Voir A. Musco. *Loc. cit.*, chap. III.

moment, on peut dire qu'elle était devenue la théorie classique.

Cependant devant les attaques de son ami Thornton, Stuart Mill publia avec précipitation dans la *Fortnightly Review* (mars 1869) un article dans lequel il répudiait la conception du wage fund. Mais son disciple le plus éminent J. Elliot Cairnes la reprit à son compte en 1874 dans ses *Principes fondamentaux d'Economie politique*, avec des observations qui en atténuent l'importance ; et de son côté Lampertico vulgarisa en Italie les idées de Cairnes.

La théorie du fonds des salaires avait donc acquis une importance considérable dans la science économique. Elle avait résisté aux critiques de Longe (1), de Thornton (2), de Cliffe Leslie (3), de Marx (1867). Mais en présence des progrès parallèles de l'industrie, de la productivité du travail, et du prix de la main d'œuvre, elle devenait de moins en moins soutenable. Elle fut définitivement éliminée de la science, grâce aux travaux de l'économiste américain F.-A. Walker qui y substitua la doctrine de la productivité du travail.

Bien que d'autres économistes aient tenu compte avant lui de la productivité du travail, c'est à Walker, néanmoins, que revient l'honneur de l'avoir fait reconnaître par la science économique, comme facteur principal du taux des salaires. Depuis ses deux ouvrages : *The wages question* (1876) et *Political Economy* (1883),

(1) Longe. *A refutation of the wage fund theory*. 1866.

(2) Thornton. *On labour*. 1869.

(3) *Frazer's magazine*. Juillet 1868.

la théorie du fonds des salaires a été condamnée. MM. Levasseur, Gide, P. Leroy-Beaulieu, Cauwès, Beauregard, V. Pareto, Thorold Rogers, Taussig, Marshall, Lujo Brentano, Musco, etc., etc., s'accordent pour la repousser. L'erreur de ses partisans était de croire qu'au milieu de l'incessante activité de l'industrie, la quantité de capital destinée à rémunérer le travail était stable et fixe, privée d'élasticité et incapable d'accroissement. (1)

On admet généralement aujourd'hui, au contraire, que le taux des salaires est en relation moins directe avec le capital constitué, qu'avec le résultat futur de la production engagée, qu'avec la productivité espérée du travail. Peu importe, qu'en fait, les salaires soient le plus souvent avancés par le capital ; en réalité ce qui les limite ce n'est pas la fortune antérieure de l'entrepreneur, mais le résultat de la production, la richesse créée par les ouvriers. Et ainsi, tous les salaires payés par l'entrepreneur peuvent faire un total bien supérieur à la fraction du capital primitif qui lui restait, déduction faite des frais d'outillage et de matières premières.

Le discrédit de la théorie du wage-fund ne fit qu'accentuer davantage celui de la théorie parallèle du salaire naturel. Et l'adoption par l'école libérale de la doctrine de la productivité du travail marque le moment décisif où, définitivement elle rejeta la conception

(1) La proportion entre la partie du capital, en fait affectée aux salaires, et les autres fractions du capital varie continuellement. Il y a des travaux urgents que l'on paie coûte que coûte, d'autres que l'on ne commande que si la main d'œuvre est à bon marché, d'autres que l'on fait faire par les machines lorsque les salaires sont trop élevés. Cauwès, *Cours d'Ec. pol.* III. 48.

pessimiste de Ricardo et de Turgot. Ce changement fut la conséquence d'un double mouvement, survenu dans les faits comme dans les doctrines : d'une part les progrès accomplis dans les conditions industrielles économiques et sociales au XIX^e siècle ; d'autre part la revision des principes économiques posés par Ricardo et l'école anglaise, revision inspirée par les critiques de de l'école historique, de l'école autrichienne, de l'école psychologique-mathématique, et par la nécessité de briser dans les mains des socialistes-réalistes les armes que leur avaient fournies les premiers économistes libéraux. Revision et corrections n'ont laissé intacts presque aucun des principes adoptés au début du XIX^e siècle (1), sur la valeur, la rente, la population, le coût de production, les rapports entre salaires et profits, etc.

La disparition de la théorie du salaire naturel, corollaire de ces principes surannés, et expression d'un état de fait temporaire, était donc inévitable.

Dès 1868, M. E. Levasseur niait que le travail dut sous la loi de l'offre et de la demande, être ramené à son prix de revient, il disait qu'au contraire le travail tendait à se vendre ce qu'il vaut, c'est-à-dire d'après l'utilité qu'il procure, en raison de ce qu'il produit. (2)

La théorie du salaire naturel fut vivement attaquée aussi en 1881 par M. Paul Leroy-Beaulieu, qui, dans son

(1) Cette grande école de Ricardo, ses théories, elles subissent le sort des choses de ce monde. Peu à peu sous des coups répétés elles perdent quelques défenseurs, quelques pièces avancées ; et même ce qui est plus triste, on commence à ne plus les attaquer du tout.

St-Marc, *Revue d'Ec. pol.* 1890, p. 431.

(2) Levasseur, *Précis d'Ec. Pol.* 1886, 3^e édit. p. 128.

Traité de la Répartition des richesses, déclarait que toute la théorie du salaire était à refaire : « Le développement de la civilisation, disait-il, a singulièrement modifié la situation respective de l'ouvrier et du patron. Les observations de Smith, la théorie du salaire naturel sont des réminiscences d'un temps où le plus grand nombre des hommes croupissait dans un état de servitude mentale et d'incapacité légale. » (1) Il montrait ensuite que l'histoire dément la loi d'airain tout aussi bien que les faits actuels, et que le principe de Turgot sur le salaire nécessaire n'est qu'une proposition creuse, sans fondement, et sans caractère scientifique.

Aujourd'hui nul parmi les économistes n'admet plus comme loi du salaire la désolante théorie du salaire nécessaire ou du salaire naturel. M. Ch. Gide la repousse par la raison scientifique qu'il n'admet pas la théorie qui fait dépendre la valeur des choses de leur coût de production. (2)

M. Cauwès, qui combat les théories de Malthus et qui considère que le travail est payé sur le produit de la production engagée, rejette aussi la doctrine pessimiste de l'école anglaise sur le salaire. (3)

M. Jourdan dans son « Cours analytique d'Economie politique » (p. 273) et M. Maurice Block dans ses « Progrès de la Science Economique » (chap. XIX), repoussent également la théorie du salaire naturel. La

(1) P. Leroy-Beaulieu. *Répartition des Richesses*. 1881. Introduction. p. 24. Voir aussi : *Précis d'Ec. Pol.* (1888). p. 173. *Traité d'Ec. Pol.* (1895).

(2) Gide. *Principes d'Ec. Pol.* 4^e édit. p. 77-532.

(3) Cauwès. *Cours d'Ec. pol.*, 3^e édit, 1893. III, 30-31-49-87.

condamnation est générale ; MM. Vilfredo Pareto, d'Avenel, G. Colin, A. Held, Musco, Schulze Gavernitz, Dalla Volta, Thorold Rogers, etc., etc., sont d'accord pour la signer.

Nous ne multiplierons pas davantage les citations. Nous rappellerons seulement qu'en 1886, l'Institut a couronné les travaux de MM. E. Chevallier, P. Beauregard, E. Villey, qui tous trois condamnaient formellement les vieilles théories du salaire naturel et du wage-fund pour proclamer la loi de la productivité du travail comme règle des salaires.

Aussi bien la généralisation de cette nouvelle théorie est-elle la meilleure preuve de l'abandon des anciennes.

D'après elle le facteur décisif du taux des salaires c'est la productivité du travail. L'entrepreneur ne paie des ouvriers que parce qu'il espère en retirer une utilité ; par suite c'est la valeur présumée du produit qui limite le prix qu'il peut leur donner. C'est donc le produit et non le capital qui est la raison de l'emploi et la mesure du salaire (1).

Ces principes ont pris une place prépondérante dans la science économique ; la productivité du travail prise pour base du taux des salaires est devenue la caractéristique de la nouvelle théorie des salaires, acceptée avec plus ou moins de variations de détails par E. Levasseur, Stanley Jevons, F. Walker, P. Leroy-Beaulieu, Stuart Wood, P. Cauwès, A. Marshall, H. Sigdwick, Clark, etc , etc.

(1) Voir F. Walker. *The wages question*. 1876 New-York, chap, VIII et IX, cité par E. Levasseur.

Les économistes partisans d'autres théories du salaire n'en condamnent pas moins énergiquement la théorie du salaire naturel.

Il en est ainsi par exemple de Thorold Rogers ardent sectateur de la méthode inductive, critique acerbe de Ricardo et de Malthus, et qui estime que la rémunération du patron et celle de l'ouvrier sont génériquement identiques et ne diffèrent que spécifiquement, en dépendance étroite d'ailleurs avec les institutions humaines (1).

De même A. Musco, qui n'admet pas la théorie de la productivité du travail, rejette néanmoins celle du salaire naturel (2).

La doctrine ricardienne est aussi repoussée par ceux qui, avec Hermann, Mac-Léod, Roscher, Mithoff, Lujo Brentano, estiment que le taux du salaire dépend du revenu des consommateurs.

Il est enfin presque inutile de faire remarquer qu'elle est en contradiction absolue avec l'opinion des partisans du système des hauts salaires, lord Brassey, Nitti, Schoenoff, Dalla Volta, Gould, Schultze Gavernitz, L. Brentano, etc. qui insistent sur ce fait que le coût de la main d'œuvre est en raison inverse de sa rétribution.

Comme dernier partisan de la théorie du salaire naturel, parmi les économistes, l'on ne peut plus guère citer que le professeur américain Georges Gunton. Mais avec lui le pessimisme de Ricardo a fait place aux

(1) Thorold Rogers. — *Interprétation économique de l'histoire*. Paris, 1892, p. 30-206.

(2) A. Musco. *Loc. cit.* Chap. II et VI.

vues les plus optimistes, et la loi d'airain est devenue la loi d'or des salaires. Il admet bien que le salaire est déterminé par son coût de production, mais il reconnaît que les salaires montent régulièrement dans les pays en progrès ; et pour lui le taux des salaires s'élèvera avec le désir du confort, des objets de luxe, des améliorations sociales. Ainsi les jouissances de l'ouvrier ne dépendent pas de son salaire, mais son salaire dépend de ses jouissances (1).

M. Achille Loria dans son « Analyse de la propriété capitaliste » parue à Turin en 1889, regardait le salaire comme réduit au minimum par suite de la disparition de la terre libre et de l'association mixte. Mais, malgré ses violentes polémiques avec F. Engels, ses conceptions se rattachent plus facilement aux doctrines socialistes qu'aux doctrines économiques. Et d'ailleurs elles ne concernent que les pays où les ouvriers n'ont aucune organisation, n'offrent aucune résistance aux prétentions des entrepreneurs.

(1) G. Gunton. — *Wealth and progress*. Analyse, par Star Hoyt Nichols. *Revue d'E. P.*, 1890, p. 620.

CHAPITRE X

Abandon de la loi d'airain par les théoriciens socialistes

Les théoriciens socialistes ont eux aussi abandonné la théorie du salaire naturel qui, sous la forme de la loi d'airain de Lassalle, caractérisa longtemps leur critique économique.

Lorsqu'en 1875 les deux fractions rivales du parti socialiste allemand fusionnèrent à Gotha, elles adoptèrent la loi d'airain dans leur programme commun. Ce programme resté pendant seize ans la charte du parti socialiste allemand fut vivement désapprouvé par Karl Marx ; dans une lettre privée du 5 mai 1875 il se livra à une critique serrée du projet de programme, le blâmant surtout d'avoir repris la loi d'airain. Cette lettre intéressante ne fut publiée qu'en janvier 1891 par Engels dans le n° 18 de la *Neue Zeit* de Stuttgart. Elle contribua puissamment à l'abandon définitif de la loi d'airain par le parti socialiste.

On y voit Marx s'indigner qu'avec le programme de Gotha le parti ouvrier allemand ait à croire à la prétendue loi d'airain de Lassalle.

« De la loi, d'airain du salaire, écrit il, Lassalle

n'entend que le mot « d'airain », qu'il emprunte aux fameuses « lois éternelles », aux lois d'airain de Goethe. Le mot « d'airain » est la griffe à laquelle se reconnaissent les vrais croyants. Mais le fondement de la loi de Lassalle c'est la théorie de la population de Malthus. Et si cette loi est exacte, impossible de l'abolir, dussé-je cent fois abolir le travail salarié, parce que la loi régit non seulement le système du travail salarié, mais tout système social. C'est en se fondant là-dessus que depuis cinquante ans et plus, les économistes ont démontré que le socialisme ne pouvait supprimer la misère résultant de la nature des choses, mais seulement la généraliser, la répandre en même temps sur toute la surface de la société » (1).

Mais le principal reproche de Marx à Lassalle, c'est d'avoir, dans sa loi d'airain, adopté sur le salaire la conception des économistes libéraux, d'avoir pris comme eux l'apparence pour la réalité, en croyant que le salaire est le prix du travail, tandis qu'il n'est qu'une forme déguisée du prix de la force de travail. Que le salaire du travailleur soit plus élevé ou plus bas, le système salarié est un système d'esclavage ; et par suite Lassalle manque le véritable but en attaquant le système parce qu'il ne permet pas de dépasser un certain maximum — trop bas — de dépenses pour l'ouvrier.

Marx d'ailleurs avait trop souci de l'exactitude pour croire qu'inexorablement le salaire devait toujours se réduire à son minimum ; il ne pouvait admettre que c'était une loi de fer qui liait les ouvriers ; et il recon-

(1) Marx. Critique du programme de Gotha. Traduc. G. Platon. *Revue d'Ec. pol.* 1894. p. 762-763.

naissait que dans certaines circonstances ce pouvait être une chaîne d'or, ce qui n'enlevait rien néanmoins à la force de ses conclusions.

« Si un meilleur traitement, disait-il, une nourriture plus abondante, des vêtements plus propres et un surcroît de pécule, ne font pas tomber les chaînes de l'esclavage, il en est de même de celles du salariat. Le mouvement ascendant imprimé au prix du travail par l'accumulation du capital, prouve, au contraire, que la chaîne d'or, à laquelle le capitaliste tient le salarié rivé et que celui-ci ne cesse de forger, s'est déjà assez allongée pour permettre un relâchement de tension.... L'augmentation du salaire n'indique qu'une diminution relative du travail gratuit que doit toujours fournir l'ouvrier ; mais cette diminution ne peut jamais aller assez loin pour porter préjudice au système capitaliste. » (1)

Malgré Marx la loi d'airain continua à servir de moyen d'agitation au parti socialiste allemand. Mais en 1890 une modification se produisit ; une tendance nouvelle s'était fait jour dans le parti, celle des « Jeunes » dirigés par Schippel, Bruno Wille et Werner qui préconisaient une tactique révolutionnaire. Au congrès de Halle (1890) les Jeunes se réclamèrent de la loi d'airain pour prouver l'impossibilité d'améliorer sérieusement le sort de la classe ouvrière dans la société actuelle. C'est alors, que les deux véritables chefs de la démocratie socialiste allemande, Bebel et Liebknecht, en protestant contre cette affirmation, déclarèrent que la loi d'airain n'existe pas, que la science l'a réfutée.

(1) K. Marx. *Capital*, trad. J. Roy. p. 272.

Liebknecht demanda que la loi d'airain fût biffée du programme socialiste. (1)

Le congrès de Halle se sépara en votant la nécessité d'un nouveau programme.

Il avait marqué l'abandon définitif, comme vieille ferraille, suivant l'expression de M. Brentano (2) de la terrible et sonore loi de fer de Lassalle.

Peu après fut publiée la lettre de Marx citée plus haut.

Au congrès d'Erfurt (1891), un nouveau programme fut adopté à l'unanimité des deux cent cinquante délégués. La loi d'airain en a disparu, remplacée par les théories marxistes de la concentration des capitaux et de la formation d'une armée de réserve industrielle croissante. La dure mais trop précise formule de Lassalle sur le salaire s'y vit substituer des considérations vagues et générales sur l'incertitude de l'existence, l'asservissement, l'humiliation, l'extorsion des prolétaires. (3)

En France, les deux théoriciens les plus autorisés du socialisme réaliste : MM. Paul Lafargue et G. Deville, repoussent aussi la loi d'airain.

« Marx, écrit M. Lafargue, ne peut être rendu responsable, ainsi qu'on le fait, de la loi d'airain que Lassalle, plus agitateur qu'économiste, formula pour les besoins de sa propagande.

(1) Voir : *Protokoll du congrès de Halle*, 1890, p. 167. — A. Menger. *Loc. cit.* p. 165. — B. Malon. *Revue socialiste*, 1891, p. 564.

(2) St-Marc. *Revue d'Ec. pol.* 1890, p. 594.

(3) *Revue socialiste*, novembre 1891. Programme d'Erfurt, p. 727.

« La loi d'airain, générale et inflexible, ne peut rendre compte des variations de salaires d'une industrie à une autre dans le même pays, ni de ceux d'une même industrie dans des localités ou des pays différents; elle ne peut expliquer la réduction constante des salaires dans une même industrie et un même pays, à mesure que les ouvriers pressés par leur concurrence mutuelle s'habituent à réduire leurs besoins et à se contenter des aliments les plus grossiers. » (1)

M. Deville ne se montre pas moins hostile à l'égard de « la prétendue loi d'airain d'après laquelle le salaire serait déterminé par le minimum des moyens d'existence. » « Comment avec une loi pareille, écrit-il, pourrait-on expliquer les variations souvent importantes de salaires dans le même lieu, c'est-à-dire avec le même prix des moyens d'existence, d'une industrie à une autre n'exigeant toutes les deux qu'une somme équivalente de connaissances techniques, ou la réduction fréquente des salaires dans un même endroit et une même industrie, sans réduction correspondante du prix des moyens de subsistance..... Il n'y a pas de loi économique qui oblige les besoins des ouvriers à se trouver toujours réduits à leur strict minimum. » (2)

Mais les socialistes purement réalistes ne sont pas seuls à rejeter la loi d'airain ; les socialistes qui se rattachent à l'ancienne tradition idéaliste ne l'admettent point non plus.

(1) P. Lafargue. *Le Capital*. (K. Marx), petite édition Guillaumin. Notes, pp. 172-173.

(2) Gabriel Deville. *Principes socialistes*. Paris. Giard, 1896, pp. 128-129.

C'est ainsi que dans une conférence faite à Bordeaux le 1^{er} février 1900, M. Jaurès s'écriait : « La loi d'airain de Lassalle, Karl Marx en a proclamé la fausseté ; la loi du salaire n'est pas une loi d'airain, c'est une loi flexible, qui ne peut se briser, mais qui comporte bien des atténuations ; » (1) et il terminait en montrant que les ouvriers pourraient faire fléchir jusqu'au plus haut degré la règle des salaires, en se groupant, en se syndiquant.

Et d'ailleurs ce n'est plus seulement la loi d'airain qui est attaquée dans les milieux socialistes, ce sont aussi les principes de Marx. Il y a une crise du marxisme. En même temps se produit une vigoureuse renaissance de l'idéalisme socialiste en opposition avec la théorie purement matérialiste, jusque-là souveraine (2). M. A. Naquet, ancien député, qui, ces derniers temps, a adhéré aux doctrines socialistes collectivistes, dans son ouvrage *Les Temps futurs* arrive à conclure que : « la théorie de la valeur de Marx est aussi fausse, sinon plus, que celle de Lassalle sur la loi d'airain, mais ces deux erreurs n'entraînent pas nécessairement la condamnation du collectivisme. »

Et M. E. Fournière, appréciant le livre de M. Naquet et sa conclusion dit :

« C'est la conclusion à laquelle mon regretté maître B. Malon et moi-même sommes arrivés, il y a environ quinze ans.

(1) *Revue socialiste*, mars 1900, pp. 263-264.

(2) Retournons à Kant, s'écrie le socialiste allemand Bernstein. Et en France, M. Rappoport répète son cri dans la *Revue socialiste*, tandis que M. Fournière établit les bases de l'« idéalisme social. »

Graziadeis, en Italie et Bernstein en Allemagne, dans des ouvrages qui ont eu l'an dernier un grand retentissement, sont également de cet avis. » (1)

Ainsi après l'œuvre de Lassalle, c'est celle de Marx lui-même qui est entamée par la propre critique socialiste (2). Cela seul indique dans quel discrédit la loi d'airain peut être tombée parmi les socialistes. Rappelons encore néanmoins qu'elle a été condamnée énergiquement par le socialiste belge Hector Denis, l'éminent auteur de l'*Histoire des doctrines économiques*, et par le socialiste fabien anglais, S. Webb, justement réputé pour son *Histoire des Trades-Unions anglaises* (3).

La véritable accusation portée contre le régime économique présent par les socialistes, n'est donc plus de soumettre l'ouvrier à la loi d'airain du strict nécessaire ; c'est, quel que soit le salaire de l'ouvrier, de ne lui payer qu'une partie de son travail.

(1) Fournière. — *Revue des Revues*, 1^{er} juin 1900.

(2) Voici des exemples de socialistes attaquant Marx : W. Tcherkesoff, dans ses « *Pages d'histoire socialiste*, montre avec indignation que le fameux manifeste des communistes, rédigé en 1848, par Marx et Engels n'est qu'un plagiat du manifeste à la Démocratie, rédigé en 1847 par Considérant. — Arthur Labriola, dans son livre renommé : *La Théorie de la valeur de Marx*, démontre l'impuissance des doctrines économiques de Marx à donner une explication de la répartition des profits individuels. — Vandervelde repousse la théorie marxiste de la concentration des capitaux, etc.

(3) Sidney Webb, dans son « *Labour in the longest reign*, paru à Londres, en 1897, constate que les panégyriques des statisticiens modernes sur l'amélioration du sort des ouvriers, sont justifiés.

Voir aussi Hector Denis : *La dépression économique* et l'*Histoire des prix*, Bruxelles, 1895. — G. Rouanet : *Revue socialiste*, avril 1895, p. 479 à 483.

Des variations des doctrines socialistes, de l'abandon de la loi d'airain, de la crise du marxisme, il ressort clairement que toutes les théories économiques ou philosophiques du socialisme ne sont jamais que les vêtements changeant avec la mode du jour, sous lesquels il essaie de faire passer l'idée d'égalité économique.

Qu'elles soient le résultat d'une méthode déductive, idéaliste, a priori, ou d'une méthode inductive, historique, a posteriori, ce qui est toujours le substratum des doctrines socialistes c'est la tendance à l'égalité économique. Et au fond la loi d'airain ne servait à attaquer l'organisation sociale qu'en prenant pour base cette idée d'égalité. En effet, la situation des ouvriers pouvait s'être améliorée d'une façon absolue à travers les siècles, Lassalle le reconnaissait, mais peu lui importait ; pour lui l'iniquité de la loi d'airain était de maintenir fatalement la classe ouvrière dans une situation inférieure à l'égard des autres classes ; la loi des salaires était cruellement d'airain, non pas tant parce qu'elle réduisait les travailleurs à la satisfaction minima de leurs besoins, que parce qu'elle ne leur permettait pas le même bien-être dont jouissaient à la même époque les autres catégories sociales. L'inégalité des conditions économiques, voilà le grief qui se découvre sous l'inutile et inexact appareil scientifique élaboré par Lassalle ; c'est le reproche éternel, et unique en réalité, que tous les socialistes adressent à la société.

Que le fondement du socialisme soit le principe d'égalité c'est ce que constatent d'ailleurs et socialistes et libéraux.

« Est socialiste, dit M. Aulard, quiconque veut réfor-

mer le droit de propriété en vue d'amener une *égalité* plus grande » (1)

L'un des maîtres du socialisme contemporain, M. G. Renard dit aussi : « Est socialiste quiconque veut comme but diminuer l'inégalité sociale. La quintessence du socialisme se condense dans cette formule, le socialisme tend à *l'égalité* par la solidarité des hommes et des intérêts. » (2)

Le poète socialiste anglais William Morris ne disait pas autre chose : « Le socialisme est la réalisation d'une nouvelle société fondée sur *l'égalité* pratique des conditions pour tous ».

L'« *Egalité* » c'était le titre de l'œuvre la plus importante de celui qui créa le mot socialisme, de Pierre Leroux. Il y disait : « L'égalité est une loi divine, une loi antérieure à toutes les lois et dont toutes les lois doivent dériver.

Dans son premier mémoire sur la Propriété paru en 1841, Prondhon résumait tous ses griefs contre la propriété en disant qu'elle est la négation de l'égalité. (p. 239).

Si toutes les doctrines socialistes, et la loi d'airain comme les autres, ne renferment que le principe irréductible de l'égalité économique (3), la véritable tacti-

(1) *Revue de Paris*, août 1899. *Origines du socialisme français*.

(2) *Revue de Paris*, août 1897. p. 793.

(3) *Systèmes égalitaires*, c'est ainsi qu'avec juste raison Malthus désignait les théories communistes utopistes de son temps professées par Spense, Godwin, Owen,

Société des *Egaux*. c'était le nom des premiers socialistes communistes français qui à la fin du 18^e siècle suivirent Gracchus Babbœuf.

tique qui s'impose aux adversaires du socialisme, comme aux théoriciens socialistes eux-mêmes, apparaît nettement. Pour les socialistes il est inutile de s'emparer, en les exagérant, de certaines propositions hasardées de la science économique, et d'élaborer des théories aussi compliquées qu'éphémères ; s'efforcer uniquement de montrer que les inégalités économiques sont condamnées par la science, le droit, la justice, les nécessités nouvelles de la production, les progrès de la civilisation, voilà ce que leur commandent la logique et la bonne foi.

Quant aux économistes libéraux et à tous ceux qui ont à cœur de défendre la société, ils n'ont pas à s'attarder trop à la réfutation des théories plus ou moins scientifiques des socialistes. A quoi bon perdre leurs efforts contre des doctrines auxquelles les socialistes eux-mêmes n'attachent pas une importance essentielle et qu'ils adoptent ou délaissent avec la plus grande désinvolture ? (1) Toutes ces doctrines se trouveront radi-

L'Egalité, c'était le titre du premier journal socialiste collectiviste français fondé en France par M. Jules Guesde.

Edouard Bellamy, le socialiste américain, auteur du roman bien connu « l'an 2000 », a aussi appelé son dernier ouvrage : *Egalité*, titre en lequel il condense toute la quintessence du socialisme.

Voir aussi : René Viviani : *Par le socialisme*, *Revue politique et parlementaire*, 10 février 1900, p. 250. — *Revue socialiste*, novembre 1888, p. 504. — C. Bouglé : les *Idées égalitaires*, Paris, 1892. — J. Jaurès : *Revue de Paris*, décembre 1898, etc.

(1) « Nous ne saurions même prévoir quelles seront les doctrines qu'appliqueront les socialistes ; leur doctrines actuelles sont profondément différentes de celles suivies, il y a un demi-siècle ; dans un autre demi-siècle, les différences pourront être encore plus considérables. Que l'on compare les utopies de St-Simon et de Fourier au socialisme scientifique de Marx, puis encore ce dernier socialisme à celui de Schœffle. Le progrès est immense. » V. Pareto. *Principes d'Ec. Pol. pure*, II, p. 133.

calement ruinées, si, concentrant toutes leurs critiques centre l'essence même du socialisme, ils prouvent que la tendance à l'égalité économique est injustifiée et injustifiable. Montrer que les différentes catégories sociales résultent nécessairement de la division du travail, que la différenciation des conditions reflète simplement la différenciation des fonctions sociales résultant des progrès de la civilisation, que l'égalité économique est en contradiction avec le libre et plein développement de chaque individualité et serait un obstacle fatal à tout progrès, voilà la méthode la plus directe et la plus efficace pour écarter le socialisme, de quelque armure qu'il se pare. Une fois établi, par exemple, que l'inégalité de la répartition des revenus dépend beaucoup plus de la nature même des hommes que de l'organisation économique de la société, la loi d'airain de Lassalle, l'armée de réserve industrielle de Marx, n'offrent plus qu'un intérêt historique, tant leur inutilité et leur impuissance apparaissent clairement. (1)

Aussi, à ce point de vue, réfuter la loi d'airain de Lassalle pour terrasser le socialisme, combien cela paraît insuffisant, et combien peu efficace à côté des puissantes théories antiégalitaires d'un H. Taine (2) ou d'un Hœckel, par exemple!

(1) V. Pareto, *Principes d'Ec. Pol. pure*, II, p. 363.

(2) Pour Taine, les meilleurs organismes sociaux sont ceux qui sont conformes à la nature. Or la nature a fait les hommes essentiellement inégaux. La nature est aristocrate. C'est elle qui a mis des différences extraordinaires entre un homme et un autre. C'est elle aussi qui a prédisposé les hommes à être hiérarchisés par classes. C'est la sélection seule qui fait des hommes supérieurs; ce n'est que dans une classe soumise séculairement à un certain régime,

Pour résumer ce chapitre, nous dirons : la loi d'airain n'est plus acceptée par les théoriciens socialistes contemporains. Son étude concerne donc l'histoire des doctrines économiques ; l'économie politique proprement dite n'a pas à en faire une réfutation spéciale, d'autant plus que cette loi n'est au fond qu'une représentation particulière du principe d'égalité, base du socialisme, et qu'elle est déjà réfutée par le seul fait de la non justification des tendances à l'égalité économique.

que peuvent se recruter les états-majors d'une nation. Plus une société est civilisée, plus les citoyens sont forcément spécialisés chacun dans sa fonction et subordonnés, de proche en proche, à des organes superposés les uns aux autres. (Emile Faguet).

CHAPITRE XI

Fausseté de la théorie du salaire naturel et de la loi d'airain. — Conclusion.

La théorie du salaire naturel aujourd'hui abandonnée, l'a été à juste titre ; l'observation et la déduction prouvent qu'il n'existe pas de loi constante et générale fixant les salaires naturellement à l'étroit nécessaire pour vivre

Bien loin d'avoir donné raison aux sombres prophéties de Ricardo ou démontré l'existence du cercle de fer de Lassalle, les faits ont au contraire réduit à néant les conclusions ricardiennes et l'argumentation lassallienne.

Dans le cours du XIX^e siècle les salaires se sont accrus autant réellement que nominalement.

Dans tous les Etats on note une amélioration générale des conditions des ouvriers ; (1) les ouvriers consomment aujourd'hui les choses nécessaires en plus grande quantité, ils se sont même créé des besoins nouveaux et font des consommations de luxe inconnues jadis.

En France, constate M. E. Villey, de 1850 à 1886,

(1) A. Musco, loc. cit. p. 99,

« les salaires ont augmenté de plus de 50 0/0, tandis que la moitié seulement des dépenses de l'ouvrier a augmenté de prix et dans une proportion notablement intérieure. » (1)

Pour M. Chevallier, depuis le commencement du siècle les salaires ont triplé pendant que le prix de la vie n'a pas doublé. (2)

Après avoir comparé les variations des prix des subsistances et celles des salaires, M. P. Beauregard aboutit aux conclusions suivantes :

« Les prix des objets nécessaires à la vie de l'ouvrier ont augmenté d'environ 25 1/3 0/0 depuis 1853 et de 34,49 0/0 depuis 1826. Comparés aux chiffres du salaire nominal, ceux-ci indiquent une amélioration réelle de 42 0/0 depuis 1853 et de plus de 60 0/0 depuis 1826. Le salaire nominal n'a pas seul monté et une famille d'ouvriers en 1880 pouvait, tout en vivant mieux qu'une famille de même catégorie en 1830, pratiquer plus largement l'épargne ou l'assurance, et à un plus grand confortable de la vie ajouter la sécurité. » (3)

M. de Foville, qui fait la comparaison entre 1820 et 1870, estime que dans le cours de ce demi-siècle les salaires en général ont augmenté de 75 0/0 et les dépenses seulement de 40 0/0.

« L'usage de plus en plus répandu du pain blanc, dit M. Paul Leroy-Beaulieu, de la viande, du vin, de la bière, du café, du sucre, de vêtements comportant une

(1) E. Villey. *La question des salaires*. Paris. Larose. 1887. p. 62.

(2) E. Chevallier. *Les salaires au XIX^e siècle*. p. 186.

(3) P. Beauregard. *Théorie du salaire*. p. 114.

certaine élégance, de meubles plus confortables détruit le système du salaire naturel. Ces progrès incontestables laissent l'espoir de progrès nouveaux au fur et à mesure que la civilisation se développera. » (1)

M. Cauwès reconnaît aussi qu'au XIX^e siècle « une amélioration signalée s'est produite dans la condition matérielle des classes ouvrières. » (2)

M. Sidney Webb un socialiste cependant, constate en termes formels cette amélioration pour l'Angleterre. « Depuis 1837, dit-il, dans le plus grand nombre des métiers, les salaires nominaux se sont beaucoup élevés et l'ouvrier obtient une plus grande quantité de produits en échange de son travail..... Le progrès est donc incontestable. » (3)

Ce progrès s'est surtout manifesté dans les pays ou régions où s'est développée la grande industrie (4) ; il laisse subsister des cas encore trop nombreux de salaires insuffisants partout où les conditions économiques n'ont pas encore permis son introduction (5). Mais de toutes les statistiques, de tous les travaux sur les salaires, ne ressort pas moins cette conclusion que si jadis l'ouvrier était généralement malheureux aujourd'hui la minorité seule est dans la misère.

(1) Paul Leroy-Beaulieu. *Précis d'Ec. Pol.* p. 173.

(2) Cauwès. — *Cours d'Economie politique*, III, p. 75.

(3) S. Webb. — *Labour in the longest reign (1837-1897)*. Cité par Musco. London, 1897.

(4) Voir Schulze-Gavernitz. — *La grande industrie*. Paris, 1896.

(5) Sur le mouvement ascensionnel des salaires. Voir :

Levasseur. — *Histoire des classes ouvrières depuis 1789*.

De Foville. — *Transformation des moyens de transport*, p. 366.

Coste. — *Statistique des salaires des travailleurs*, 1890.

Les faits donnent donc un éclatant démenti aux prévisions de Ricardo ; mais ils ne permettent pas aussi facilement d'écarter la loi d'airain de Lassalle ; en effet, Lassalle appréciait la situation des travailleurs d'un point de vue non absolu mais relatif, et reprochait en réalité au régime industriel moderne de maintenir l'inégalité des conditions économiques. (1) Par suite, pour montrer qu'en fait ses conclusions sont inexactes, il ne suffit pas de prouver que le sort des ouvriers s'est amélioré au xix^e siècle, il faut encore prouver que le sort des autres classes ne s'est pas amélioré dans la même proportion. A cette œuvre d'ailleurs, les économistes n'ont pas manqué ; c'est dans ce but que M. Paul Leroy-Beaulieu écrivit son *Traité sur la répartition des richesses*. Mais la théorie Lassallienne se trouve encore plus complètement réfutée par la réfutation même de l'idée d'égalité économique. (2)

Ce qui ressort des faits et des statistiques, c'est l'inexactitude du mécanisme invoqué pour justifier et la loi d'airain et la théorie du salaire naturel. En effet, si, par une loi de fer, toute élévation du taux des salaires entraînait un accroissement de la population avilissant à nouveau le prix du travail, la condition des ouvriers

D'Avenel. — *Histoire économique des prix depuis 1200 jusqu'à 1800*. Paris, 1894.

Giffen. — *The progress of working classes*.

Lavollée. — *Les classes ouvrières en Europe*.

Léon Levi. — *Wages and Earnings*, 1835. London.

Hector Denis. — *Histoire des prix*. Bruxelles, 1895.

(1) Lassalle. — Lettre ouverte. — *Revue socialiste*, juillet 1888 p. 18.

(2) Voir chap. X.

serait toujours restée la même, les habitudes populaires n'auraient pu varier et élever à travers les siècles le niveau du strict nécessaire à la vie. Or l'amélioration du sort des ouvriers à travers l'histoire et surtout dans ce siècle est indéniable. (1) L'examen attentif des faits ne confirme pas l'inéluctable nécessité affirmée par Ricardo et Lassalle. « L'ouvrier ne consacre pas exclusivement les ressources supplémentaires d'un salaire plus élevé à sa reproduction. Il embellit son home, il contracte de nouveaux besoins qui restreignent dans une mesure relative l'accroissement de sa natalité. » C'est la conclusion à laquelle arrivent deux socialistes, MM. Hector Denis et G. Rouanet, après avoir comparé le mouvement des salaires et celui de la population de 1830 à 1895. (2)

Quand pressé par un tel argument, Lassalle en arrivait à reconnaître l'élévation, à travers les siècles, du nécessaire pour vivre, il commettait une inconséquence qui ruinait radicalement tout son système.

Mais l'observation établit encore l'inexactitude de la théorie du salaire naturel et de la loi d'airain, en prouvant qu'il n'y a pas de corrélation constante et nécessaire entre les salaires et le prix des subsistances.

Thorold Rogers, dans son Histoire des prix et des salaires, démontre que pendant cinq siècles, le renchérissement du blé ne fut jamais accompagné en Angleterre d'une élévation des salaires. Au XV^e siècle les prix des denrées s'élevèrent de 275 0/0 et les salaires restè-

(1) Voir : Thorold Rogers. — *Six centuries of work and labour*. London. 1888.

(2) H. Denis, *Dépression économique*. Analyse par Rouanet, *Revue socialiste*. Avril 1895, p. 442.

rent stationnaires. Vers 1550 les salaires étaient toujours les mêmes et les prix augmentèrent encore de 150 o/o. (1)

Aux Etats Unis les salaires sont bien plus élevés qu'en Europe, et à part les vêtements, les subsistances ne sont pas à un prix supérieur à celui de nos pays (2)

En Australie les maçons et les charpentiers avec des salaires de 12 fr. 50 par jour, les tondeurs avec des salaires de 15 à 20 fr., achètent leur viande à 4 sous la livre, leur pain pas plus cher qu'en France, et se logent et s'habillent à bas prix. Le berger australien qui est nourri, touche en plus, de 975 à 1300 fr. par an. L'Australie, surnommée à juste titre, le Paradis des ouvriers, est la preuve la plus éclatante de la fausseté de la loi d'airain. (3)

Que le salaire n'ait pas pour base le prix des subsistances, cela ressort encore des salaires croissants des domestiques bien que pour eux le coût de la vie ait plutôt baissé ; le prix des vêtements a diminué et ils ne paient ni nourriture ni logement. (4)

Si le coût de la vie était le facteur principal du taux des salaires, comment expliquer que le salaire des journaliers paysans et des domestiques dans les fermes

(1) Thorold Rogers. *Six centuries of work and labour*. London, 1858, p. 57 à 79, cité par Musco.

(2) Voir : P. Leroy Beaulieu : *Economiste français*, 22 novembre 1879. Cauwès : *Cours d'Ec. Pol.* t. III, p. 67. Beauregard : *le Salaire*, p. 127. E Chevalier : *les Salaires au XIX^e siècle*, chap. VIII.

(3) Voir : *Revue de Paris*, juillet 1894. A Trollope : *l'Angleterre et ses colonies australes*, adaptation française par E. Montégut, Paris, 1880, p. 70-92-173.

(4) E. Villey. *loc. cit.*, p. 44.

soit plus élevé en été qu'en hiver où les besoins sont plus nombreux et plus intenses ? (1)

Dans une même région où le prix des subsistances est uniforme, ne voyons-nous pas les salaires varier de métier à métier, d'une industrie à une autre n'exigeant toutes les deux qu'une somme équivalente de connaissances techniques ?

Les faits détruisent donc un des principaux arguments de la théorie du salaire naturel.

Est-ce à dire que le coût de la vie soit sans influence sur les salaires ? Nullement. Il est un des facteurs du taux de la rémunération ouvrière, mais il n'est pas le seul, et son influence n'est ni nécessaire, ni constante. Il indique seulement la limite inférieure du salaire, le taux minimum qui ne peut être dépassé de façon permanente. (2)

La doctrine du salaire naturel et la loi d'airain ne résistent pas plus à un examen purement théorique qu'à la simple observation des faits.

Elles ont le tort initial d'assimiler trop complètement le travail à une marchandise et de confondre par là l'agent de la production avec les produits ; le prix de la main-d'œuvre serait ainsi fixé, fatalement, quoiqu'on fasse ; les événements auraient une action souveraine sur la volonté humaine sans réaction possible correspondante.

Mais à négliger ainsi tous les facteurs moraux, intellectuels, sociaux, les coutumes, les mœurs, les institu

(1) Voir : de Foville. *France économique et Bulletin du Ministère de l'Agriculture*.

(2) P. Leroy-Beaulieu. — *Répartition*, p. 126. — Cauwès. *Loc. cit.*, III, p. 53-54.

tions, les lois, etc., on ne peut aboutir qu'à des résultats inexacts. Le contrat de travail d'où résulte la fixation du salaire, dépend de la conception plus ou moins juste des entrepreneurs et capitalistes sur leurs droits, leurs devoirs, leurs intérêts ; il dépend aussi de la direction plus ou moins habile que la classe ouvrière donne à ses forces collectives ou individuelles suivant son état d'instruction, ses idées économiques, son idéal social, sa cohésion (1). Le travail est une marchandise, soit ; mais c'est une marchandise vivante dont l'utilité productive dépend d'une volonté soumise à des motifs moraux, intellectuels, autant que physiques ; et en l'assimilant trop complètement à une matière inerte désintéressée du résultat de la production engagée, on oublie l'élément principal du taux des salaires, la productivité du travail.

Mais ce n'est pas l'unique erreur de la théorie du salaire naturel. D'après cette théorie, la loi de l'offre et de la demande ramène toujours fatalement le salaire courant au minimum déterminé par le coût de la vie. L'analyse montre ici, encore victorieusement, combien ce pessimisme est peu justifié. Nous admettons que l'offre et la demande fixent le salaire courant ; mais ce qui vicie radicalement la théorie du salaire naturel c'est sa compréhension à la fois trop simpliste et profondément inexacte tant de l'offre que de la demande.

Ricardo et Lassalle présentent l'*offre* comme déterminée uniquement par la quantité d'ouvriers offrant leur travail. Or, en réalité, l'offre dépend de la productivité du travail offert ; productivité essentiellement

(1) Voir P. Beauregard. *Loc. cit.*, p. 212.

variable avec les individus, les races, etc. Et puis, il ne faut pas considérer la population ouvrière, en général, mais uniquement la fraction de la population ouvrière apte au travail demandé et qui se présente pour l'accomplir (1), car il y a entre les ouvriers des barrières qui les empêchent de changer facilement de profession ou de contrée (2).

De plus la quantité d'ouvriers offrant leurs bras, ne varie pas, comme le croient Ricardo et Lassalle, par des causes uniquement naturelles, biologiques, mais aussi sociales, économiques (émigration dans les villes des habitants des campagnes — émigrations d'ouvriers étrangers — élimination croissante des petits industriels et commerçants rejetés parmi les salariés, etc.)

Enfin les conclusions désolantes de Ricardo et de Lassalle, reposent, nous l'avons constaté, sur le principe de population de Malthus. Or, aujourd'hui la méthode déductive et la méthode inductive ne permettent plus de souscrire à un tel principe, et l'on arrive à conclure au contraire que l'écart entre l'accroissement du produit net annuel et celui du nombre des hommes augmentera progressivement avec la civilisation. (3) Le seul argument des derniers partisans de Malthus est d'invoquer cette vérité évidente de la limitation de l'espace réservé à l'humanité. Mais leurs prophéties sont alors à si longue portée qu'elles ne sauraient actuellement attirer l'attention de la science ; elles sont de plus bien hasardées, car pour qu'elles se réalisent

(1) Voir Cauwès. *Loc. cit.*, III, p. 42-43.

(2) E. Chevallier. *Loc. cit.*, p. 199.

(3) Beauregard. *loc. cit.*, p. 380.

faudrait il encore qu'il y ait uniformité et constance dans le mouvement de la population. Les faits prouvent au contraire que ce mouvement est essentiellement variable. (1) La biologie d'ailleurs, ne nous montre-t-elle pas que ce sont les espèces inférieures qui se reproduisent avec le plus d'exubérance et qu'à mesure que l'on monte dans l'échelle des êtres diminue le pouvoir de reproduction ? Ne pouvons nous pas espérer, par analogie, que la faculté reproductrice de l'homme diminuera avec le développement constant de ses autres facultés ? (2)

Le principe de Malthus, ne voit dans chaque homme que le consommateur, il oublie le producteur et ne prouve pas que sa production ne soit pas plus que proportionnelle à sa consommation. Or, chaque travailleur normalement produit plus qu'il ne consomme ; sans cela le capital social sans cesse grossissant, n'aurait jamais pu se former. (3)

Enfin la loi de Malthus est démentie par les hauts salaires persistants des ouvriers américains et australiens, et par ce fait évident que ce sont les familles les plus pauvres qui ont le plus d'enfants.

La ruine de la théorie de Malthus entraîne celle de la doctrine de Ricardo et de la loi d'airain.

Remarquons en outre quelle inconséquence avait

(1) La race française si peu prolifique en Europe, n'est-elle pas au contraire au Canada très prolifique ?

(2) C'est surtout le naturaliste écossais Patrick Geddes qui a insisté sur ce fait que la fécondité de l'espèce humaine est destinée à se ralentir progressivement au fur et à mesure du développement intellectuel et moral des individus.

(3) Villey. *loc. cit.*, p. 117.

commise Lassalle en s'appuyant sur cette loi de population, qui étant de la nature humaine, aurait régi une organisation socialiste comme une autre et peut-être avec plus de rigueur,

Nous venons de montrer de quelle façon inexacte les partisans de la théorie du salaire naturel entendaient l'*offre* de travail ; leur erreur n'était pas moins grande en ce qui concerne la *demande*.

Il est inexact d'abord de n'envisager vis-à-vis de l'offre de travail, que le capital en général ; c'est croire que l'accroissement du capital employé a toujours pour corollaire l'accroissement du nombre des ouvriers et l'augmentation du salaire. Or, c'est oublier que ce capital peut servir à créer des moyens de production qui économisent le travail humain ou qui permettent de remplacer des ouvriers d'élite par des ouvriers ordinaires. (1) La demande de travail dépend du nombre d'emplois offerts par les entrepreneurs et non comme le disaient Ricardo et Lassalle, de la somme des capitaux d'une industrie. Il ne faut pas oublier non plus qu'elle varie avec la longueur de la journée de travail.

Il y a erreur encore, erreur fondamentale, dans la théorie du salaire naturel comme dans celle du wage-fund, à croire la demande de travail limitée par le capital antérieur à la production engagée. En réalité, l'ouvrier n'échange pas contre son travail une portion prédéterminée du capital, celle que l'entrepreneur destine à acheter du travail ; la somme qu'il obtient est en rela-

(1) De Sismondi. *Nouveaux principes d'Ec. Pol.* II: 335. Levasseur. *loc. cit.*, p. 42.

tion directe avec le prix espéré du produit net futur (1). Ce n'est pas le capital accumulé, c'est la production nouvelle qui mesure les salaires (2), et par suite c'est la productivité du travail qui est le facteur principal du taux des salaires.

La loi de l'offre et de la demande a donc été mal comprise, dans la théorie du salaire naturel rendue ainsi tout à fait inexacte. C'est bien elle qui détermine le salaire effectif ; mais l'offre consiste dans la quantité de travail productif disponible, tandis que la demande se mesure sur la production nouvelle.

Nous venons de voir l'insuffisance des doctrines de Lassalle et de Ricardo sur le salaire. Celle de Marx, distincte à un certain point des précédentes, disparaît avec son système basé sur la quantité de travail social comme mesure de la valeur (3). L'antagonisme naturel entre profits et salaires sur lequel elle reposait, accepté jadis par l'école anglaise, est aujourd'hui rejeté généralement, en contradiction surtout avec le système des hauts salaires.

Pour la doctrine de H. George, elle disparaît avec la réfutation de sa théorie générale sur la rente, qui résulte des faits innombrables prouvant que la rente

(1) Dans une industrie entre les différentes entreprises il se forme une moyenne de produit net d'après laquelle est estimé le produit net probable. C'est d'après cette moyenne que la part de l'ouvrier se fixe. — Beauregard. *Loc. cit.*, p. 164.

(2) Cauwès. *Loc. cit.*, III, p. 48.

(3) Voir la réfutation du système de Marx dans *M. de Bohm-Bawerk. Histoire et critiques des théories sur l'intérêt du capital*, 1884. — V. Pareto. *Introduction au Capital de Marx. Loc. cit.* — P. Leroy-Beauhe. *Le Collectivisme.* — Arth. Labriola. *Loc. cit.*

foncière n'absorbe pas tous les avantages dûs aux progrès de la civilisation (1).

La théorie du salaire naturel ne peut donc être acceptée comme loi, suprême régulatrice des salaires. Elle n'est pas davantage l'expression d'une situation de fait. A aucun point de vue, elle n'a le caractère de vérité générale.

On peut dire toutefois, que malgré sa fausseté scientifique, elle a été un reflet de la situation déplorable des classes laborieuses pendant la période de croissance de l'industrie, et de leur état de grande infériorité vis-à-vis des entrepreneurs et capitalistes. Au début de la grande industrie, alors que la classe ouvrière n'avait aucune organisation, les faits ont semblé ne donner que trop raison à la loi d'airain. L'ouvrier était obligé en fait, malgré une liberté nominale, de subir les conditions qu'on lui offrait. Car il ne pouvait ni attendre, ni se déplacer, et la quantité du travail disponible sur le marché dépassait d'habitude le nombre des emplois. Dans cet état des choses, le salaire est tombé trop fréquemment au niveau du strict nécessaire pour vivre au jour le jour. (2) C'était à la fin du ^{xviii}^e et au début du ^{xix}^e siècle, à l'époque où au Parlement anglais le député Sadler pouvait s'écrier : « On bat les femmes et les enfants avec des fouets dans les usines anglaises; oui, les femmes de ce pays, sans distinction d'âge, sont battues, battues comme des esclaves, sur votre libre marché du travail. Les malheureuses sont

(1) Maurice Block. — *Loc. cit.* II, p. 234.

(2) De Molinari. — *Comment se résoudra la question sociale*, p. 243.

fouettées devant leurs compagnes de misère, fouettées comme des chiens. » (1)

Pendant la même période, dans les fabriques anglaises, on liait à des chaînes, portées pendant le travail de seize à dix-huit heures, les enfants et les jeunes filles fournis par l'administration des pauvres.

« On constata en 1842, dit M. H. Gibbins, qu'une grande partie des mineurs engagés dans les travaux souterrains avaient moins de treize ans, et beaucoup d'entre eux avaient commencé à travailler à l'âge de huit, quelques-uns à cinq et même quatre ans. Souvent ils restaient dans les mines la semaine entière, ne montant au jour que le dimanche. Les enfants travaillaient comme les animaux, ils étaient harnachés régulièrement avec des courroies, pour tirer les wagonnets de charbon. Epuisés, abattus, ces malheureux travaillaient souvent trente-six heures sans interruption. » (2)

Pour se rendre compte de l'état misérable de la population ouvrière à cette époque, il faut lire les rapports des inspecteurs de fabriques anglais, ceux de la *Children's Employment Commission* et les *Reports on Public Health*. On voit alors que les théories pessimistes de l'école anglaise et la loi d'airain ne sont en réalité qu'un essai d'explication scientifique des souffrances ouvrières pendant la période chaotique de la grande industrie. Elles sont la projection dans les doctrines économiques des misères dépeintes par Buret,

(1) *Discours de Sadler en faveur de la loi de 10 heures de travail*. Cité par Tcherkesoff. *Loc. cit.*

(2) H. Gibbins : *English Social Reformers* (1892). London. — Voir Tcherkesoff.

Carlyle, Cobbett, Villermé, Sismondi, etc., et qui inspirèrent l'émouvante chanson de la *Chemise* de Thomas Hood, et la terrible complainte des *Tisserands silésiens* de Henri Heine.

Mais aujourd'hui, ce qui était autrefois la généralité est devenu l'exception. Que dans nombre de cas, notamment vis-à-vis des ouvriers qui n'usent pas encore du droit d'association, vis-à-vis des employés et surtout des femmes, les patrons puissent abuser de leur situation prépondérante, c'est indéniable. Et alors même, la loi d'airain peut paraître souvent trop optimiste, car pour certaines catégories de travailleurs, c'est de façon permanente que l'on voit les salaires rester au-dessous de l'indispensable pour vivre ; les salaires des femmes dans les grandes villes, par exemple, ne sont-ils pas trop souvent une insulte à l'humanité, à la justice et à la morale ? (1) N'est-elle pas affreuse aussi la misère de ces ouvriers italiens travaillant dans les mines de soufre pour des salaires de 40 cent. à 1 fr. par jour, de ces paysans siciliens gagnant difficilement en un an de 150 à 200 fr., réduits à une nourriture insuffisante et insalubre ?

« Le pain qu'ils mangent, dit M. H. Mereu, est noir, moisi, puant, et semble composé de détritrus, repoussant à la vue, dégoûtant à l'odorat ; et le plus souvent ce pain n'a pour accompagnement que des racines sauvages et des figues de Barbarie. » (2)

(1) *Economiste français*, 27 juin 1896, p. 861 à 864. — Voir aussi : E. Chevallier. *Loc. cit.*, chap. 27. — Jules Simon : *L'ouvrière*, 1860.

(2) H. Mereu. *Revue de Paris*, 1897, p. 364. Sur les salaires insuffisants voir aussi : Ch. Benoist. *Les ouvrières de l'aiguille à Paris*, p. 224 à 229.

Si déplorable que soit encore la situation de certaines catégories de travailleurs, la théorie du salaire naturel ne peut plus aujourd'hui être regardée comme un reflet des conditions réelles de la classe ouvrière en général.

« Certes, comme dit M. Pic (Législation industrielle. Paris, 1894, pp. 551-552), « le contrat de travail n'assure au salarié qu'une rémunération modique, soit qu'on la compare aux besoins qu'elle est destinée à satisfaire, soit qu'on la mette en parallèle avec les profits que le travail procure à l'employeur » ; mais la situation présente des travailleurs n'en marque pas moins un tel progrès sur celle des siècles passés et du commencement de la grande industrie, que le pessimisme d'un Ricardo ou d'un Lassalle est absolument injustifié.

Sous l'influence du droit d'association, du droit de coalition, de la démocratisation croissante des pouvoirs publics, des libertés politiques, les ouvriers des nations les plus civilisées tendent aujourd'hui à débattre le contrat de salaire à forces de plus en plus égales avec les entrepreneurs.

L'association des travailleurs tend de plus en plus à rétablir l'équilibre entre les deux forces en présence : patrons et ouvriers.

« Partout où les syndicats sont forts, partout où il existe des unions bien organisées, les heures de travail sont plus courtes et les salaires plus élevés. » (1)

La facilité de plus en plus grande qu'ont les ouvriers de se déplacer diminue aussi d'autant leur infériorité primitive.

(1) Paul de Rousiers. *Les syndicats ouvriers en Angleterre. Revue de Paris*, nov. 1896, p. 306.

Et en même temps l'entrepreneur peut de moins en moins attendre ; en effet, dans les entreprises il s'est produit une différenciation ; l'entrepreneur se sépare de plus en plus des possesseurs de capitaux mobiliers, et il est ainsi pressé par l'échéance des intérêts qu'il doit à ses bailleurs de fonds. (1)

Grâce à l'évolution économique, aux progrès de la civilisation, nous assistons donc à l'élimination croissante des faits qui semblaient justifier d'abord les théories pessimistes sur le salaire. L'importance de la productivité du travail est enfin reconnue ; l'ouvrier est de moins en moins isolé et par l'association tend à se placer sur un pied d'égalité avec le patron ; il n'est plus à la merci, en général, de celui qui a besoin de son travail. Le contrat de salaire tend à devenir dans la réalité, ce qu'il n'était autrefois qu'en droit, un contrat libre entre personnes égales.

« Aux temps anciens, dit Thorold Rogers, la question du salaire était réglée par voie d'autorité, la violence était le seul moyen de résistance. Peu à peu on s'est aperçu que la question pouvait être discutée et on eut fréquemment recours à l'arbitrage. Espérons un mécanisme autonome et impartial réglant les différends entre les unions des patrons et les associations ouvrières. » (2)

Le développement des contrats collectifs, surtout aux Etats-Unis et en Angleterre, entre trades unions ouvrières et trusts, unions de patrons, montre bien dans

(1) V. Pareto. *Ec. Pol. pure*, II, 183.

(2) Th. Rogers. — *Interprétation économique de l'histoire*, p. 30.

quel nouvel esprit sont de plus en plus conçus les rapports entre ouvriers et entrepreneurs. Le contrat de salaire perd son apparence primitive de contrat de sujétion, pour celle d'association *sui generis* (1).

Pour l'avenir, comme pour le présent, les conditions de la production industrielle ne justifient donc nullement le pessimisme des théories que nous venons d'étudier, et qui, maintenant, n'intéressent plus que l'histoire, comme l'époque dont elles reflétèrent les misères.

(1) E. Chevallier. *Loc. cit.*, p. 280. « Il y a association en ce sens que le salaire se règle sur la productivité du travail et sur la prospérité de l'industrie embrassée par l'ouvrier. »

Vu,

Lyon, le 19 octobre 1900,

Le président de la thèse,
ROUGIER.

Vu,

Lyon, le 27 octobre 1900,

Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

Permis d'imprimer.

Lyon, le 29 octobre 1900.

Le Recteur de l'Académie, Président du Conseil
de l'Université,
GABRIEL COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- Aftalion* : L'œuvre économique de Simonde de Sismondi
Pedone, Paris, 1899.
- Ch. Andler* : Origines du socialisme d'Etat allemand.
- P. Beauregard* : Théorie du salaire.
- Ch. Benoist* : Les ouvrières de l'aiguille à Paris.
- Blanqui aîné* : Histoire de l'Economie politique. 5^e édition.
Guillaumin, Paris, 1882.
- Maurice Block* : Progrès de la science économique, Guillaumin, 1897.
- C. Bouglé* : Les idées égalitaires, Alcan, Paris, 1897.
- P. Cauwès* : Cours d'Economie Politique, 3^e édit, 1893.
- Cherbuliez* : Précis de la science économique, Paris, 1862.
- Em. Chevallier* : Les salaires au XIX^e siècle, Rousseau,
Paris, 1887.
- Condillac* : Le Commerce et le Gouvernement, 1776. Collection Guillaumin.
- Luigi Cossa* : Histoire des doctrines économiques, V. Giard, Paris, 1899.
- Hector Denis* : La dépression économique et sociale et l'histoire des prix, Bruxelles, 1895.
- G. Deville* : Principes socialistes, Giard, Paris, 1895.
- Ch. Dunoyer* : Liberté du travail, Paris, 1845.
- Dupont de Nemours* : La Physiocratie, Paris, 1768.
- Enfantin* : Œuvres, E. Leroux, Paris, 1877.

- Ch. Fourier* : Le Nouveau monde industriel, Paris. 1829.
- J. Garnier* : Etude sur la répartition des richesses. *Journal des Economistes*. 1847.
- Henry George* : Progress and poverty, London. 1884.
- Ch. Gide* : Principes d'Economie politique. 4^e édit.
- Henri Heine* : Correspondance.
- Ingram* : Histoire d'Economie politique. Traduc. de Varrigny, Paris. Larose. 1893.
- Jourdan* : Cours analytique d'Economie Politique.
- F. Lassalle* : Capital et travail. Traduc. B. Malon. Paris. 1880.
- F. Lassalle* : Lettre ouverte. *Revue socialiste*. 1888.
- Pierre Leroux* : Malthus et les économistes. Librairie de la Bibliothèque nationale, Paris. 1897.
- P. Leroy-Beaulieu* : Traité de la répartition des richesses. Paris 1881.
- P. Leroy Beaulieu* : Précis d'Economie politique. 1888.
- E. Levasseur* : La théorie du salaire *Journal des Economistes*. Janvier. 1888.
- André Lichtenberger* : Le socialisme au 18^e siècle.
- Achille Loria* : Analyse de la propriété capitaliste. Turin. 1889.
- Mac-Culloch* : Principes d'Economie politique, Guillaumin. Paris. 1864.
- Malthus* : Essai sur le principe de population, Coll. Guillaumin.
- Malthus* : Principes d'Economie politique. Collect. Guillaumin.
- Henri Martin* : Histoire de France.
- Karl Marx* : Le Capital, trad. Roy, Librairie du Progrès.
- Anton Menger* : Le droit au produit intégral du travail, trad. Bonnet, Giard, Paris 1900.
- Mercier de la Rivière* : L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques, Edit. Desaint, Paris. 1767.
- G. de Molinari* : Cours d'Economie politique. 2^e édit, Paris. 1863.

- E. Montégut* : L'Angleterre et ses colonies australes. Paris, 1880.
- A. Musco* : La doctrine du salaire. Naples. 1898.
- J. Stuart Mill* : Principes d'Economie politique. 3^e édit. Paris. 1873.
- Necker* : Législation et commerce des grains. Coll. Guillaumin.
- Vilfredo Pareto* : Principes d'Economie politique pure.
- P.-J. Proudhon* : Qu'est-ce que la propriété ? Paris. 1841
- Quesnay* : Problèmes économiques. Edit. Y. Guyot. Petite bibliothèque économique.
- D. Ricardo* : Principes d'Economie politique. Coll. Guillaumin.
- Thorold Rogers* : Interprétation économique de l'histoire. Paris, 1892.
- P. Rossi* : Cours d'Economie politique, 4^e édit. Guillaumin, 1865.
- J.-B. Say* : Traité d'Economie politique, 6^e édit. Coll. Guillaumin.
- J.-B. Say* : Catéchisme d'Economie politique.
- Œuvres diverses.
- Cours d'Economie politique pratique.
- Schœffle* : Quintessence du socialisme, trad. B. Malon. Paris édit. P.-V. Stock.
- Schulze-Gavernitz* : La grande industrie. Paris, 1896.
- E. Seillière* : Etudes sur F. Lassalle. — Plon. Paris 1897.
- De Sismondi* : Nouveaux principes d'Economie politique. 2^e édit. Paris, 1819.
- Jules Simon* : L'ouvrière. Paris, 1860.
- Saint-Simon* : Œuvres. édit. Leroux. Paris, 1877.
- Adam Smith* : Richesse des nations. édit. J. Garnier. Coll. Guillaumin.
- Werner Sombart* : Le Socialisme et le mouvement social au 19^e siècle. V. Giard, Paris, 1898.
- Tcherkesoff* : Pages d'histoire socialiste. Edit. des *Temps Nouveaux*, Paris, 1898.

Turgot : Réflexions sur la formation et la distribution des richesses. Coll. Guillaumin.

Turgot : Lettres sur la liberté du commerce des grains. Guillaumin, Paris, 1844.

Vidal : Répartition des richesses. Paris, 1846.

E. Villey : La Question des salaires. Larose, Paris, 1887.

Sydney Webb : Histoire du Trade-Unionisme. Giard, Paris, 1897.

Périodiques

Journal des Economistes. 1847-1852-1853-1888.

Economiste français. 1896.

Revue d'Economie Politique. 1890-1894-1898.

Revue socialiste. 1888-1891-1892-1900.

Devenir social. 1898.

Neue Zeit de Stuttgart. 1831.

Revue de Paris. 1896-1897-1899.

Revue Politique et parlementaire : février 1900.

Revue des Revues. Juin 1900.

Economiste belge. Septembre 1855.

Débats parlementaires de l'Assemblée Nationale de 1848.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	V
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

La théorie du salaire naturel dans l'école libérale

CHAPITRE PREMIER.— Origines de la loi du salaire naturel. Les théories physiocratiques. Le salaire nécessaire. Turgot, Necker.....	1
CHAP. II.— La loi du salaire naturel. Ricardo.....	18
CHAP. III.— Doctrine de Malthus sur le salaire.	34
CHAP. IV.— J.-B. Say et la théorie du salaire nécessaire	42
CHAP. V. — Généralisation de la théorie du salaire naturel dans l'opinion économique. Mac Culloch, Rossi, Sismondi, Rau, etc.....	52

DEUXIÈME PARTIE

La théorie du salaire naturel et les socialistes

CHAPITRE VI.— La théorie du salaire naturel et les socialistes idéalistes. P. Leroux.....	79
CHAP. VII.— La théorie du salaire naturel et les socialistes réalistes. La loi d'airain. Rodbertus, Lassalle..	87
CHAP. VIII.— Karl Marx et la loi d'airain. Loi du salaire décroissant. Théorie de Henry George.	99

TROISIÈME PARTIE

Discrédit général de la théorie du salaire naturel

CHAP. IX.— Abandon de la théorie du salaire naturel par l'école libérale.....	113
CHAP. X.— Abandon de la loi d'airain par les théoriciens socialistes	122
CHAP. XI.— Fausseté de la théorie du salaire naturel et de la loi d'airain. — Conclusion.	134
BIBLIOGRAPHIE.....	153

